

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE DU PARTI POLITIQUE
L'ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC 1994-2009

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
LUC BRIÈRE

JUIN 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier personnellement mon directeur de mémoire Pierre Drouilly pour le temps qu'il m'a consacré et son expertise dans l'analyse des comportements électoraux. Je profite de l'occasion pour remercier ma copine des huit dernières années Virginie Boudreau pour son soutien moral tout au long de ce processus. Je tiens finalement à remercier Daniel Zuniga pour l'aide apportée à la rédaction de ce mémoire et mes parents Claudette Dumais et Pierre Brière pour leur soutien moral et financier durant mon séjour universitaire.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	iii
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	viii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I LE CADRE D'ANALYSE ET L'ÉLABORATION DES CONCEPTS DE RÉALIGNEMENT ÉLECTORAL ET D'IDENTIFICATION PARTISANE.....	6
1.1 Introduction	6
1.2 L'école de Michigan ou modèle standard	6
1.3 L'identification partisane	7
1.4 Critique de Michigan.....	10
1.5 Le concept de vote normal	11
1.6 L'élection de maintien.....	12
1.7 L'élection de déviation.....	13
1.8 L'élection de réalignement	13
1.8.1 Le réalignement séculier	14
1.9 L'élection de rétablissement.....	15
1.10 L'élection de conversion	15
1.11 Apparition du concept de réalignement électoral.....	16
1.12 Les forces à court terme et les forces à long terme	17
1.12.1 Les forces à court terme et à long terme version Québec	17
1.13 Mise en garde face à la théorie de l'élection critique de Key.....	18
1.14 Gestion de crise.....	19
1.14.1 Première variable : Clivage profond et durable	20

1.14.2	Seconde variable : Susciter les oppositions	20
1.14.3	Troisième variable : Les leaders en place	21
1.14.4	Quatrième variable : Division à l'interne	21
1.14.5	Dernière variable : Affaiblissement des proximités partisans.....	22
1.15	Le remplacement d'un parti politique	22
1.15.1	Le cas québécois de 1970	23
1.15.2	Les données	24
1.16	L'échelle du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP).....	25
1.17	Hypothèse	26
1.18	Conclusion	27
CHAPITRE II		
ANALYSE DE LA PÉRIODE 1994-2007 DE L'ACTION DÉMOCRATIQUE DU		
QUÉBEC		
2.1	Introduction.....	29
2.2	La fin de Meech	29
2.3	Un Québec responsable.....	30
2.4	La première élection : 1994	32
2.4.1	Le programme de 1994.....	32
2.5	Le problème avec la droite au Québec	33
2.5.1	La droite moraliste et la droite économique	34
2.6	Le centriste type selon le GROP	35
2.6.1	Qui vote pour l'Action démocratique du Québec.....	36
2.6.2	L'électeur type de l'ADQ	37
2.6.3	Le groupe porteur	39
2.6.4	Le public cible	39
2.6.5	Fonction tribunitienne.....	41
2.6.6	La génération X	41
2.7	Le référendum de 1995	43
2.8	L'élection de 1998	44
2.9	L'année 2002	46
2.10	L'élection de 2003	49

2.11 Pour un Québec lucide	51
2.12 Les médias autour de l'élection de 2007	52
2.13 Les accommodements raisonnables	53
2.14 L'élection de 2007.....	55
2.15 Réalignement des identifications partisanes.....	61
2.15.1 L'identification partisane	62
2.16 Conclusion.....	63
CHAPITRE III	
L'ÉLECTION DE 2008 ET LE RETOUR À LA CASE DÉPART	65
3.1 Introduction	65
3.2 L'ADQ en 2007.....	65
3.3 Les 19 mois du gouvernement minoritaire.....	66
3.4 La campagne électorale de 2008	69
3.5 Le rôle des médias en 2007-2008.....	69
3.6 Pragmatisme du Parti québécois et du Parti libéral du Québec.....	70
3.7 L'élection de 2008 : le retour à la case départ.....	70
3.7.1 L'élection de 2008 : La Capitale nationale et le Québec tranquille	72
3.7.2 La banlieue montréalaise	73
3.8 L'île de Montréal à l'élection de 2007	76
3.8.1 L'île de Montréal en 2008.....	79
3.9 Le système de parti.....	82
3.9.1 Le taux de participation	82
3.10 L'identification partisane	83
3.11 Le vote normal.....	84
3.12 Les élections partielles de 2009.....	84
3.13 L'épisode de la course à la chefferie de l'ADQ	85
3.14 Conclusion.....	86
CONCLUSION	88
BIBLIOGRAPHIE.....	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

2.1	L'élection de 1994, les principales circonscriptions votant pour l'ADQ.....	31
2.2	L'élection de 1998, les principales circonscriptions votant pour l'ADQ.....	45
2.3	Les sondages de 2002.....	48
2.4	Le vote adéquate de la Capitale nationale et du Québec tranquille.....	49
2.5	Les circonscriptions du Québec tranquille et de la Capitale nationale à l'élection de 2007.....	56
2.6	Les circonscriptions de la banlieue Nord de Montréal à l'élection de 2007.....	58
2.7	Les circonscriptions de la banlieue Sud de Montréal à l'élection de 2007.....	58
3.1	Les circonscriptions du Québec tranquille et de la Capitale nationale à l'élection 2008.....	72
3.2	Les circonscriptions de la banlieue montréalaise (élection 2007/2008).....	75
3.3	L'île de Montréal élection 2007 (ordre décroissant ADQ).....	76
3.4	L'île de Montréal élection 2008 (ordre décroissant ADQ).....	79
3.5	Les anglophones et les allophones de l'île de Montréal (ordre décroissant %anglophone).....	81

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADQ	Action démocratique du Québec
CHUM	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
CRTC	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
GROP	Groupe de recherche sur l'opinion publique
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
SRC	Survey Research Center
YMCA	Young Men's Christian Association

RÉSUMÉ

Au lendemain de l'élection du 26 mars 2007, l'Action démocratique du Québec (ADQ) devient l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec dans le cadre d'un gouvernement minoritaire. Pour la première fois en près de quarante ans, un parti autre que le Parti libéral du Québec ou le Parti québécois réussit l'exploit de changer l'environnement politique québécois. En utilisant un cadre théorique emprunté aux politologues américains, la théorie des élections de l'école de Michigan, nous serons en mesure de constater s'il s'agissait d'une élection de réalignement, concept central de ce mémoire. Nous tenterons aussi d'analyser la percée de l'ADQ pour comprendre son électorat. Pour ce faire, nous reprendrons le concept d'identification partisane pour cerner la fidélité de l'électorat à cette formation politique. De plus, le présent mémoire vise à clarifier un manque dans la littérature scientifique concernant ce parti politique, formation qui se retrouve dans la sphère provinciale québécoise depuis 1994. Nous analyserons son évolution à travers les quinze premières années d'existence de ce parti, de 1994 à 2009. Finalement, le dernier chapitre, permettra de comprendre les raisons qui ont fait en sorte qu'une fois au sommet, ce parti est retourné dans l'arène des tiers partis.

Mots-clés : Action démocratique du Québec, Québec, partis politiques, école de Michigan, théorie des élections, réalignement, identification partisane, vote normal,

INTRODUCTION

La politique québécoise a subi plusieurs chamboulements au cours des dernières années, soulignons les échecs des accords du Lac Meech et des accords de Charlottetown visant à réintégrer le Québec dans le giron constitutionnel canadien. À cela, s'ajoute l'échec du référendum de 1995 portant sur l'indépendance du Québec. Toutefois, depuis 1995, la question constitutionnelle fut reléguée aux oubliettes, faisant chuter les appuis à l'indépendance du Québec et du même coup les appuis au Parti québécois, locomotive partisane de cette option. Ces récents échecs ont ouvert la porte à l'arrivée d'un nouveau parti politique sur la scène provinciale, l'Action démocratique du Québec (ADQ). Ce parti fondé dans la tourmente constitutionnelle se distingue du Parti libéral du Québec (PLQ) et du Parti québécois (PQ) par sa position autonomiste, c'est-à-dire une réappropriation de certains pouvoirs fédéraux¹ pour le Québec tout en restant membre de l'Union canadienne.

Le parti de Mario Dumont reste cependant mal connu et les écrits portant sur cette formation politique relèvent surtout du monde journalistique,² de personnes engagées³ ou d'adversaires politiques⁴ qui n'ont pas forcément l'impartialité nécessaire pour établir un véritable constat sur ce parti. Suivant notre revue de littérature, nous constatons qu'il y a un manque flagrant d'informations concernant cette formation politique. Seuls les professeurs Jean-Marc Poutine et Frédéric Boily se sont attardés à ce parti politique. Le premier fait une critique du programme de l'Action démocratique du Québec de 2003 dans *À droite toute! Le*

¹ Le Canada fonctionne sur deux paliers de gouvernement, soit le fédéral et le provincial. Chacun des paliers a une juridiction sur ses champs de compétence. Par exemple, le fédéral a le pouvoir en tant que politique étrangère, politique résiduaire, etc. Alors que le provincial a pleine juridiction sur la santé et l'éducation. En ce sens, l'ADQ souhaite se réapproprier certains pouvoirs qui sont sous juridiction fédérale tout en restant membre de la Confédération canadienne. Pour plus d'information consulter :

André Bernard, *Les institutions politiques au Québec et au Canada*, Coll. : Boréal Express, Montréal : Les Éditions Boréal, 1995, 113p.

² Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, Montréal : Éditions Voix parallèles, 2007, 464 p.

³ Mario Dumont, *Avoir le courage de ses convictions, 18 ans d'engagement pour le Québec*, Lavaltrie : Éditions Les Sociétaires, 2005, 462 p.

André Néron, *Le temps des hypocrites*, Coll. « Partis pris actuels ». Montréal : VLB éditeur, 1998, 216 p.

⁴ Jean-Claude St-Onge, *ADQ : voie sans issue : un jeune parti, de vieilles idées*, Montréal : Éditions Écosociété, 2002, 147 p.

*programme de l'ADQ expliqué*⁵, tandis que le second reprend les différents discours de Mario Dumont et fait la démonstration qu'il est passé d'un discours populiste protestataire à un discours populiste identitaire dans *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec : entre populisme et démocratie*.⁶ Or, dans la littérature portant sur le sujet, ces deux auteurs sont les seuls intellectuels à s'être penchés sur ce parti au point d'y consacrer un ouvrage. Différents professeurs d'université ont écrit des articles sur l'ADQ, notamment Alain G. Gagnon, Pierre Drouilly, Simon Langlois et bien sûr Guy Laforest, ancien président de l'Action démocratique du Québec et professeur de l'Université Laval, mais aucun d'entre eux n'a tenté d'analyser en profondeur le parti. Le cas de Laforest est beaucoup plus complexe puisqu'il était lui-même engagé dans ce parti politique, ce qui laisse planer des doutes sur son impartialité.⁷ La majorité de ces auteurs reprennent l'ADQ soit pour en faire la critique, soit pour analyser les différentes élections ou simplement pour en faire sa promotion. Nous trouvons donc qu'il y a un manque notable dans la littérature savante et l'objectif de ce mémoire vise donc à combler cette lacune.

En ce sens, nous analyserons cette formation politique de la première élection à l'investiture de Gérard Deltell comme nouveau chef du parti. La période analysée couvrira la formation de ce parti de 1994 à novembre 2009. L'intérêt pour ce parti est apparu au lendemain de l'élection de mars 2007 au cours de laquelle l'ADQ a été élue opposition officielle à l'Assemblée nationale avec 41 députés et ayant reçu un peu plus de 30% du vote populaire dans un contexte de gouvernement minoritaire. Cette situation ouvrait la porte à l'arrivée d'un nouveau joueur qui allait changer la donne politique provinciale, mettant fin au bipartisme traditionnel qui s'était installé entre le Parti québécois et le Parti libéral du Québec. Cette conjoncture politique nous a donc fortement intéressé au point de consacrer un mémoire de maîtrise sur le sujet. Le parti de Mario Dumont étant relativement nouveau et peu médiatisé avant cette élection, certaines interrogations que nous avons comme chercheur restaient à notre sens sans réponse. Par exemple, nous n'étions pas en mesure de bien cerner qui votait pour cette formation politique. Quel public est ciblé par l'ADQ? Considère-t-on

⁵ Jean-Marc Potte, (dir.) *À droite toute! Le programme de l'ADQ expliqué*, Montréal : Hurtubise HMH, 2003, 252 p.

⁶ Frédéric Boily, *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec, entre populisme et démocratie*, Québec : Les Presses l'Université Laval, 2008, 171 p.

⁷ Guy Laforest, « L'ADQ et l'espoir d'un renouveau », In *Pour la liberté d'une société distincte*, p. 297-323. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2004.

encore le parti de Mario Dumont comme tiers parti? Dans le contexte de la politique provinciale, sur quelle échelle se situe-t-il? S'agit-il d'un parti fédéraliste ou souverainiste? S'agit-il d'un parti de droite ou de gauche? Pourquoi compare-t-on Mario Dumont à Jean-Marie Le Pen, chef d'un parti d'extrême droite en France? Sommes-nous en présence du parti de la génération X? Bref, différentes questions qui étaient abordées dans la littérature journalistique et politique, mais qui n'avaient pas encore été théorisées dans le milieu universitaire. De plus, nous trouvons que les adjectifs utilisés pour qualifier ce parti relevaient la plupart du temps d'une méconnaissance de celui-ci par le fait que les positions défendues par cette formation politique changeaient considérablement le bipartisme auquel étaient habitués les observateurs de la politique québécoise. En ce sens, qualifier l'ADQ de parti de droite, Mario Dumont de populiste, etc. apparaît assez simpliste et nous voulons apporter un nouveau regard sur l'Action démocratique du Québec avec la plus grande impartialité possible.

Suivant ce constat, nous avons décidé d'analyser en détail ce qui s'est produit le jour du 26 mars 2007 alors que les commentateurs de la politique québécoise prédisaient le maintien du *statu quo* sur la scène politique québécoise, c'est-à-dire un gouvernement libéral majoritaire avec une opposition péquiste. C'est ainsi qu'au lendemain de l'élection de 2007, le sociologue Pierre Drouilly posait une question fort intéressante. Est-ce que l'élection provinciale québécoise de mars 2007 était une élection de réalignment en faveur de l'Action démocratique du Québec? Cependant, son analyse ne permettait pas de répondre adéquatement à cette question puisque son article portant plutôt sur l'analyse des résultats de l'élection que sur le constat d'un réalignment électoral⁸. Or, l'objectif de ce mémoire sera de répondre à cette question spécifique de recherche. Pour ce faire, nous reprendrons les différents ouvrages portant sur le concept de réalignment électoral, élaboré par les politologues américains, pour comprendre les résultats d'une élection qui amène un changement des traditions politiques habituelles des électeurs. Nous appliquerons ainsi ce concept à l'élection de mars 2007 pour être en mesure de poser un diagnostic sur cette élection. Nous défendrons donc la thèse selon laquelle le parti de Mario Dumont, malgré une

⁸ PierreDrouilly, « Une élection de réalignment? », In *L'annuaire du Québec 2008*, p. 24-39, Montréal: Éditions Fides, 2007.

montée structurelle dans le temps, ne sera pas en mesure de défaire le système bipartisan en place. L'élection du 26 mars 2007 sera en fait une élection de déviation, principalement expliquée par une conjoncture favorable au vote protestataire, à l'abstention toujours plus grande des électeurs péquistes et à la contestation des chefs Jean Charest et André Boisclair respectivement du Parti libéral du Québec et du Parti québécois.

Tout d'abord, au chapitre 1, nous saisissons comment les auteurs américains en sont venus à créer la théorie des élections. Aux États-Unis, les auteurs de l'école du Michigan sont les premiers à utiliser le concept de réalignement électoral pour expliquer les résultats d'une élection. Pour ce faire, ils ont analysé les élections de 1952 et de 1956 remportées par les républicains, malgré le fait que l'identification partisane demeurait majoritairement démocrate. C'est dans ce contexte que les auteurs se sont penchés sur les identifications partisans des électeurs américains pour élaborer leur théorie des élections. Nous reprenons l'approche théorique de l'école de Michigan comme cadre d'analyse, et ce, même si elle est sujette à certaines critiques. La raison de ce choix théorique s'explique par le fait qu'elle soit la seule école à s'être penchée sur le concept de réalignement électoral et d'identification partisane. Ce qui est intéressant ici, c'est que ces concepts peuvent facilement être appliqués au cas québécois. Constatant que l'élection de mars 2007 amenait une nouvelle réalité sur la scène politique provinciale avec la force de l'ADQ durant cette période, l'application des concepts de réalignement électoral, de vote normal et d'identification partisane deviennent incontournables pour comprendre la suite des choses au niveau de la politique provinciale québécoise. Vincent Lemieux, professeur de l'Université Laval, avait sensiblement effectué la même démarche au début des années 1970 pour analyser la percée du Parti québécois sur la scène provinciale, traditionnellement divisée entre l'Union nationale et le Parti libéral du Québec.⁹

Au chapitre 2, nous analyserons la percée de l'Action démocratique du Québec depuis sa création pour être en mesure de bien cerner la clientèle qui est la plus propice à cette formation politique. Nous reviendrons dans le temps pour faire une analyse des quatre

⁹ Vincent Lemieux, *Une élection de réalignement l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, Coll. « Cahiers de cité libre » Montréal : Éditions du Jour, 1970, 182 p.

premières élections auxquelles l'ADQ a participé, c'est-à-dire de 1994 à 2007. Cette analyse servira à comprendre l'évolution dynamique du parti et surtout à comprendre s'il s'agit ou non d'une percée « soudaine ». Elle nous permettra aussi de cerner l'identification partisane adéquate dans le temps, s'il y a lieu. C'est dans ce chapitre que nous tenterons de poser un diagnostic sur l'électorat type et le public cible de cette formation politique. De plus, nous essayerons de cerner s'il s'agit d'un parti générationnel, ici la génération X, un peu de la même manière que le Parti québécois était le parti des baby-boomers. Pour appuyer nos arguments, nous utiliserons les données provenant des rapports des résultats officiels du scrutin produit par le directeur général des élections du Québec pour les élections auxquelles l'Action démocratique du Québec a participé soit : 1994, 1998, 2003, 2007 et 2008. Chacune des circonscriptions a été reproduite dans un dossier Excel de façon à pouvoir travailler plus facilement les résultats et les comparer entre les différentes élections.

L'une des principales problématiques de ce travail met en relief le fait que la politique québécoise est très changeante. Or, depuis l'élection de 2007, une seconde élection est survenue, ramenant le parti de Mario Dumont au niveau de 2003, c'est-à-dire moins de 20% du vote, mais avec 7 députés. C'est donc dire qu'en l'espace de 19 mois, l'Action démocratique du Québec a vu son rôle d'opposition officielle à l'Assemblée nationale dans le contexte d'un gouvernement minoritaire relégué à celui de tiers parti avec 7 députés dans un gouvernement majoritaire. Cette nouvelle élection fait en sorte que nous consacrerons le chapitre 3 à l'évaluation des 19 mois d'opposition officielle pour être en mesure de saisir ce qui s'est produit durant cette période. Ce chapitre nous permettra de comprendre les raisons pour lesquelles cette formation, une fois au sommet, est aussitôt redescendue dans l'arène des tiers partis. Nous analyserons ainsi l'ADQ comme opposition officielle, le départ de Mario Dumont suite à la défaite de décembre 2008 et la course à la chefferie qui a placé Gilles Taillon à la tête de cette formation politique, et ce, jusqu'à la démission de ce dernier.

CHAPITRE I

LE CADRE D'ANALYSE ET L'ÉLABORATION DES CONCEPTS DE RÉALIGNEMENT ÉLECTORAL ET D'IDENTIFICATION PARTISANE

1.1 Introduction

Pour être en mesure de théoriser les partis politiques québécois, et plus particulièrement l'Action démocratique du Québec, nous avons repris les auteurs de l'école de Michigan pour théoriser sur la percée de l'ADQ lors de l'élection de 2007. Pour bien comprendre l'étude que nous ferons de ce parti politique provincial, nous emprunterons les concepts de « réalignement électoral », de « vote normal » et « d'identification partisane » qui sont centraux chez les auteurs de Michigan et l'appliquerons au cas de l'élection de 2007 pour être en mesure de mieux comprendre la suite des choses sur la scène politique québécoise. Pour bien répondre à notre question de recherche, à savoir : « Est-ce que l'élection provinciale québécoise du 26 mars 2007 était une élection de réalignement en faveur de l'Action démocratique du Québec? », il faut bien saisir les concepts de cette école.

1.2 L'école de Michigan ou modèle standard

L'un des apports les plus importants en matière d'identification partisane demeure les recherches du Survey Research Center (SRC) de l'Université du Michigan. Le livre phare de la théorie de cette école se retrouve dans *The American Voter*¹⁰. Les membres de l'école de Michigan se sont penchés sur la question de l'identification au début des années 1960 pour bien comprendre l'élection de 1952 et de 1956 qui a permis au républicain Dwight Eisenhower de prendre le pouvoir. L'interrogation des membres de Michigan était assez simple : « Pourquoi un président républicain est-il au pouvoir alors que l'identification partisane laisse entendre que les gens sont majoritaires en faveur du Parti démocrate? » Les données tirées des différents sondages et entrevues laissaient pourtant croire que les démocrates détenaient une bonne perception dans l'ensemble de la société.

¹⁰Angus Campbell, *The American Voter, An Abridgement*, New York, John Wiley & sons, 1967, 302 p.

« First of all, the Democratic Party was widely perceived in 1952 as the party of prosperity and the republican Party as the party of depression. Great numbers of response in that year associated the Democrats with good times, the republicans with economic distress. Secondly, there was in 1952 a broad measure of approval for the domestic policies of the New Deal and Fair Deal. Favorable references to the domestic policies arising out the Roosevelt and the Truman Administrations were quite frequent. And as a third legacy of the depression experience, there was in 1952 a strong sense of good feeling toward the Democratic Party and hostility toward the Republican Party on the basis of the groups each was thought to favour. The Democratic Party was widely perceived as the friend of lower status; the Republican Party in opposite terms.¹¹»

Suivant ce constat, les auteurs de Michigan se sont interrogés sur les facteurs à court terme qui auraient pu faire changer le vote démocrate pour un vote républicain. Parmi ces facteurs, les membres de Michigan en cernent trois intéressants pour expliquer la victoire républicaine. Le candidat républicain à la présidence est Dwight Eisenhower, qui est un général de la Seconde Guerre mondiale, amène une certaine crédibilité notamment pour régler le conflit de la guerre de Corée qui perdure depuis 1950. Ensuite, le Parti démocrate est aux prises avec un scandale de corruption. Finalement, la montée du Maccarthisme aux États-Unis crée un climat de peur face aux idées communistes¹². Les auteurs ont donc soutenu que l'élection d'Eisenhower relevait principalement de caractéristiques liées à l'actualité plutôt qu'à un changement dans l'identification partisane en général.

1.3 L'identification partisane

Ce qui distingue l'école de Michigan des autres écoles c'est qu'elle oriente son analyse sur l'individu plutôt que sur le groupe auquel il appartient. Pour ce qui est du modèle de Columbia,¹³ par exemple, le déterminisme social et les effets de la campagne électorale représentent les variables les plus importantes pour analyser le comportement électoral. Le dernier courant important concernant le comportement électoral demeure la théorie du choix rationnel¹⁴ qui met l'accent sur la rationalité de l'électeur pour déterminer son vote le jour de

¹¹ *Ibid.*, p. 17.

¹² *Ibid.*, p. 21.

¹³ Paul F. Lazarsfeld, *The People's Choice. How the Voter Makes Up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1944, 178 p.

¹⁴ Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper & Row, 1957, 310 p.

l'élection. Autrement dit, l'électeur rationnel devrait choisir le parti qui lui rapportera le plus en faisant un calcul coûts/bénéfices. Pour le SRC, le déterminisme sociologique ne détermine pas le vote et ce malgré qu'il soit un facteur important et que la majorité des électeurs choisissent le candidat selon leur identification partisane plutôt que selon un calcul coûts/bénéfices. Les auteurs de Michigan « insistent sur la psychologie individuelle plus que sur l'appartenance de groupe, sur les perceptions politiques plus que sur les caractéristiques socio-culturelles des électeurs. »¹⁵ Le modèle de Michigan reconnaît l'importance de l'appartenance à un groupe, surtout la famille¹⁶, mais met plutôt l'accent sur l'identification partisane qui est propre à chaque électeur.

Pour bien comprendre : « L'identification partisane est l'attachement affectif de l'électeur au groupe de référence que représente pour lui un des deux grands partis américains, le Parti démocrate et le Parti républicain.¹⁷ » En faisant leurs entrevues, les auteurs de Michigan se sont rendu compte que les électeurs étaient en mesure de se positionner sur une échelle républicaine/démocrate. Pour ce faire, les membres de Michigan ont construit un questionnaire¹⁸ qui permet de classer sur une échelle allant de Pro-Démocrate à Pro-Républicain l'identification partisane des électeurs. L'influence de la personnalité du candidat adverse ou les évènements de l'actualité qui pose problèmes seront de moins en moins pris en considération plus vous vous trouverez aux extrémités de l'échelle.¹⁹

Contrairement au modèle de Columbia, le modèle de Michigan reconnaît le choix individuel en démontrant que l'appartenance à un groupe peut diverger à travers le temps. Pour ce faire, les auteurs de Michigan illustrent comment l'identification partisane commence bel et bien par l'influence familiale, mais démontrent aussi comment elle peut changer au cours de la vie d'un individu. Deux éléments prédominants sont apportés pour expliquer un tel changement. Le premier est un changement strictement d'ordre personnel qui peut avoir lieu lorsqu'un individu change de ville, par exemple de passer de la campagne à la ville, fait

¹⁵ Nonna Mayer, dir. « Les modèles d'analyse du comportement électoral », In *Les comportements politiques*, Paris : Armand Colin, 1992, p. 59.

¹⁶ Angus Campbell, *The American Voter, An Abridgement, op. cit.*, p. 86.

¹⁷ Nonna Mayer, *op. cit.*, p. 60.

¹⁸ Pour un aperçu des questions posées: Angus Campbell. *The American Voter, An Abridgement, op. cit.*, p. 68.

¹⁹ *Ibid.*, p. 15-30.

en sorte que ses idées concernant la politique peuvent changer puisque son réseau social change. Cependant, le SRC démontre qu'il s'agit en fait des raisons concernant le changement de l'identification partisane pour seulement le sixième des individus interrogés. La raison la plus plausible du changement de l'identification partisane demeure l'influence des forces sociales basées sur deux arguments principaux. Tout d'abord, la présence d'une crise au sein de la société, la Grande Dépression des années 1930 constituerait un excellent exemple et le cycle de vie, qui fait en sorte que l'individu se dote d'une personnalité politique qu'il va maintenir tout au long de sa vie. Par exemple, les auteurs de Michigan démontrent que les plus jeunes ont tendance à être des électeurs indépendants puisqu'ils forment leur personnalité politique tandis que les personnes âgées n'hésitent pas à se catégoriser comme Pro-républicain ou Pro-démocrate²⁰. Ainsi, l'identification partisane ne se résume plus seulement à l'appartenance à un groupe, mais à l'évaluation personnelle qu'en fait l'individu influencé par les événements qui se sont produits et par les groupes sociaux qu'ils côtoient. Dès lors, nous ne pouvons plus affirmer que tels groupes ou telles familles sont associés à tels partis. Ainsi compris, le modèle de Michigan est un modèle psychosociologique qui met l'accent sur les décisions personnelles de l'électeur plutôt que sur les appartenances de groupes.

Transposée à la réalité québécoise, l'identification partisane représenterait l'attachement affectif de l'électeur face aux trois principaux partis politiques, l'ADQ, le PQ et le PLQ. L'essentiel de cette première catégorie est de savoir quel peut être le degré d'identification pour chacun des électeurs puisqu'il déterminera une partie du vote. Par exemple, si vous avez une forte identification partisane pour le Parti québécois, votre vote sera assuré à ce parti et ce nonobstant les autres facteurs qui peuvent jouer sur l'influence du vote, notamment l'enjeu de l'élection, le type de candidat ou le groupe social représentant l'électeur. Ces trois facteurs ont une incidence importante sur le vote pour les électeurs n'ayant pas une forte identification à un parti politique. Le concept de réaligement est arrivé dans la foulée des recherches poursuivies par le SRC pour être en mesure de mieux cerner l'importance de chaque élection. C'est suivant l'enjeu de l'élection que les penseurs de l'école de Michigan ont mis sur pied une théorie des élections.

²⁰ *Ibid.*, p. 88-92.

1.4 Critique de Michigan

Le premier à faire ressortir les limites du modèle standard est V.O. Key qui reprend sensiblement les mêmes sondages que ceux utilisés par le SRC pour en arriver à des conclusions différentes dans son livre *The Responsible Electorate*.²¹ Pour lui, l'électeur n'est pas cristallisé dans la catégorie sociale qui lui est attribuée, mais qu'il se renseigne sur les questions d'actualités politiques pour effectuer son choix.

« In American presidential campaigns of recent decades the portrait of the American electorate that develops from the data is not one of an electorate straitjacketed by social determinants or moved by subconscious urges triggered by devilishly skillful propagandists. It is rather one of an electorate moved by concern about central and relevant questions of public policy, of governmental, and of executive personality. »²²

Pour ce faire, Key démontre que les électeurs des années étudiées ont changé d'allégeances partisans au cours de cette même période analysée par les membres de Michigan, ce qui permet de réfuter l'argument de l'identification partisane intégrée à l'électeur.

Puisque l'identification partisane est au centre de la théorie des auteurs de Michigan, la principale critique du modèle standard met en relief l'augmentation des électeurs Indépendants. Selon les critiques, les auteurs de Michigan mettent trop l'accent sur l'identification partisane, ce qui place l'électeur dans une catégorie dont il ne peut plus se départir. Dans leur livre *The Changing American Voter*²³, qui représente la meilleure critique du modèle de Michigan, les auteurs Nie, Verba et Petrocik cernent trois problèmes centraux aux conclusions de Michigan. Tout d'abord, l'identification partisane n'est plus la même dans les années 1970 puisqu'elle a été marquée par des enjeux majeurs comme le Watergate, la guerre du Viêt-Nam, la crise économique du milieu des années soixante-dix, etc. Ces événements ont fait en sorte que l'électeur est mieux informé face aux événements politiques et donc, qu'il aurait tendance à se situer de plus en plus dans la catégorie des électeurs

²¹ V. O. Key, *The Responsible Electorate. Rationality in Presidential Voting 1936-1960*, Cambridge, Harvard University Press, 1966, 158 p.

²² *Ibid.*, p. 7-8.

²³ Norman Nie et al., *The Changing American Voter*, New York, to Excel, 1999, 430 p.

Indépendants. La politisation de l'électorat des années 1970, notamment par l'arrivée de la télévision, a fait en sorte que le modèle de Michigan, qui se base sur les conditions électorales des années 1950, ne tient plus. Il est important de rappeler que l'électorat des années cinquante était peu politisé et donc restait fidèle à son identification partisane. Le second argument de ce groupe de chercheurs repose sur le fait que l'analyse porte désormais sur le comportement des individus et non plus sur l'analyse des institutions politiques, mettant l'accent sur la psychologie et la sociologie de l'individu plutôt que sur les facteurs politiques pouvant influencer le vote. Ainsi compris, peu importe les événements politiques, le parti qui a la plus grande identification partisane devrait l'emporter. Selon ces auteurs, cette nouvelle approche de l'analyse politique est venue déstabiliser la fondation sociologique et psychologique de la vie politique. Finalement, les auteurs mettent l'accent sur la méthodologie en expliquant qu'elle est désuète comparativement à ce qui se faisait durant les années soixante-dix c'est-à-dire que l'évolution de la technologie et des méthodes de sondages fait en sorte qu'il est facile de blâmer le modèle après-coup.²⁴ Les critiques formulés à l'endroit du modèle de Michigan sont légitimes et doivent être prises en considération, cependant, aucun autre modèle ne semble avoir réussi à dépasser celui de Michigan et il demeure encore aujourd'hui une référence dans l'analyse des comportements électoraux.²⁵

1.5 Le concept de vote normal

Allant dans le même sens que l'identification partisane, les membres de Michigan se sont donc intéressés au concept de vote normal. En rappelant l'importance de l'échelle de l'identification partisane, les auteurs du Survey Research Center, déterminent deux principaux éléments pour conceptualiser le vote normal. Tout d'abord, les individus doivent voter dans le sens qu'ils seraient supposés selon le parti auquel ils appartiennent. Ensuite, la déviation de ce vote doit pouvoir être expliquée par la spécificité de l'élection. Ainsi, le vote normal est en fait le vote que l'on s'attend de chaque groupe social impliqué dans la société et si cela ne se produit pas, il faut regarder les caractéristiques propres à l'élection :

²⁴ *Ibid.*, p. 6.

²⁵ William H. Flanigan, *Political Behavior of the American Electorate, tenth edition*, Washington: CQ Press, 2002, 224 p.

« It suggests a means of splitting the actual vote cast by any part of the electorate into two components: (1) the normal or “baseline” vote division to be expected from a group, other things being equal; and (2) the current deviation from that norm, which occurs as a function of the immediate circumstances of the specific election. »²⁶

De ce constat, les auteurs de Michigan se sont donc mis à classifier les différents types d'élection pour être en mesure de saisir la logique du vote normal à travers le temps. Ce faisant, ils en sont venus à la conclusion que dans la majorité des élections la théorie du vote normal s'applique, c'est-à-dire que l'élection est explicable par l'identification partisane ou par la spécificité de l'élection. Toutefois, il semble que dans certaines élections cette théorie ne s'applique pas, faisant en sorte qu'ils en sont venus à créer une classification des différents types d'élection pour expliquer ces exceptions.

1.6 L'élection de maintien

L'un des principaux apports de l'école de Michigan, avec en tête d'affiche Angus Campbell, est de classifier les élections. La première élection définie par cette école se nomme l'élection de maintien. Il s'agit d'une élection où la logique partisane ne bouge pas, c'est-à-dire que le parti au pouvoir se fait réélire. L'exemple typique demeure le deuxième mandat d'une élection américaine. Le second mandat de Bill Clinton et celui de Georges W Bush font partie de cette catégorie d'élections. Pour reprendre Campbell : «In a maintaining election the pattern of partisan attachments prevailing in the preceding period persists, and the majority party wins the Presidency. »²⁷ Différentes caractéristiques sont à identifier pour comprendre ce type d'élection. Tout d'abord, les forces à court terme n'ont pas joué en faveur du parti de l'opposition. Ensuite, les électeurs indépendants ont divisé leurs votes de façon égale pour l'un et l'autre des partis, ne créant pas d'influence en faveur de l'autre parti. Pour ainsi dire, l'élection de maintien est une élection qui ne change rien au niveau du gouvernement.

²⁶ Philipp Converse, « The concept of a normal vote », In *Elections and the Political Order*, New York: Wiley, 1966, p. 11.

²⁷ Angus Campbell, « A classification of the presidential elections », In *Elections and the political order*, New York: Wiley, 1966, p. 64.

1.7 L'élection de déviation

Concernant l'élection de déviation, on est en présence d'une élection qui implique une grande influence de la part des électeurs indépendants ainsi que des effets à court terme. L'identification partisane des électeurs ne change pas par rapport à leur allégeance politique, c'est-à-dire qu'un fervent démocrate votera encore pour le Parti démocrate lors de l'élection. La loyauté du partisan fidèle restera le même. Ce qui permet un changement de gouvernement c'est que l'identification partisane est moins importante que les évènements politiques, ce qui fait en sorte que certains électeurs voteront pour le parti adverse, et ce, sans jamais changer leur identification partisane. Bref, ils dévieront leur vote l'instant d'une élection. « In a deviating election the basic division party loyalties is not seriously disturbed, but the influence of short-term forces on the vote is such that it brings about the defeat of the majority party. »²⁸ Si l'on reprend le cas américain, suivant deux mandats présidentiels démocrates, nous assistons à l'élection d'un président républicain alors que l'identification partisane demeure majoritairement démocrate. L'exemple de l'élection de 1952, qui a permis à Dwight Eisenhower de prendre le pouvoir va exactement en ce sens, c'est-à-dire que les électeurs indépendants ont été influencés par sa crédibilité de grand général de la Seconde Guerre mondiale et par sa prestance militaire. Son élection n'a strictement rien changé dans les identifications partisans, et ce, même si nous étions désormais en présence d'une présidence républicaine après un peu plus de 20 ans de présidence démocrate.

1.8 L'élection de réalignement

L'élection de réalignement consiste à voir les électeurs indépendants ainsi que les électeurs partisans d'un parti à voter pour l'autre lors d'une élection et les suivantes. À la différence d'une élection de déviation, non seulement les électeurs partisans votent pour le parti adverse, mais ils changent leurs identifications partisans en faveur de ce parti, changement qui résultera d'une adhésion à long terme du votant au parti politique qu'il vient de soutenir. Pour bien comprendre ce principe, un électeur qui s'identifie au Parti républicain aura tendance à voter pour ce parti, peu importe la conjoncture ou le candidat. Dans une élection de réalignement, non seulement ce partisan républicain ne votera pas pour le Parti

²⁸ *Ibid.*, p. 69.

républicain et va voter pour le Parti démocrate, mais en plus, il changera son identification partisane pour se ranger dans le camp « ennemi ». L'exemple des Noirs américains illustre bien ce principe, en ce sens qu'avant l'élection de 1932, ils votaient en majorité pour le Parti républicain, et qu'à partir de cette élection particulière, ils ont commencé à voter pour le Parti démocrate. « In such a realigning election, popular feeling associated with politics is sufficiently intense that the basic partisan commitments of a portion of the electorate change, and a new party balance is created. Such shifts are infrequent. »²⁹ Il est important de préciser que l'on ne peut confirmer un réalignement électoral qu'après plusieurs élections, c'est ce que les auteurs vont appeler le réalignement séculier.

1.8.1 Le réalignement séculier

C'est ainsi qu'en reprenant l'exemple de 1932, plusieurs chercheurs américains se sont penchés sur la question des réalignements électoraux. Or, il s'agit d'une élection singulière qui fausse l'application du concept. Pour comprendre ce phénomène, il faut analyser un réalignement électoral sur plusieurs décennies pour bien démontrer la présence d'un réalignement. V.O. Key fut le premier à introduire le concept de réalignement séculier. Il s'agit d'analyser différentes élections consécutives pour réellement constater le changement dans les identifications partisans qui permettent de remarquer la présence d'un réalignement électoral. Le réalignement séculier est principalement explicable par la lenteur des électeurs à changer unilatéralement d'identification partisane. Key mentionne ici qu'un réalignement électoral peut passer inaperçu à court terme, mais qu'il a bel et bien eu lieu. C'est pourquoi il soutient qu'il faille analyser les élections sur un demi-siècle et non pas seulement sur une décennie.³⁰ Le piège ici est d'analyser un réalignement électoral de la même manière que l'on a analysé l'élection de 1932, qui s'est opéré d'une façon exceptionnelle. Les électeurs indépendants peuvent être influencés soit par la conjoncture, soit par la personnalité des candidats, etc., ce qui peut jouer un rôle important dans une élection que l'on pourrait croire être une élection de réalignement reste en fait qu'une élection de déviation. À ce sujet, l'élection de Dwight Eisenhower est assez révélatrice puisque le

²⁹ *Ibid.*, p. 74.

³⁰ V.O. Key, « Secular Realignment and the Party System », *Journal of Politics*, vol. 21, 1959, p. 201.

candidat républicain a su prendre la présidence par sa personnalité et non par son affiliation au Parti républicain.

1.9 L'élection de rétablissement

Un quatrième type d'élection s'est distingué dans l'analyse des auteurs de l'école du Michigan, l'élection de rétablissement. Il s'agit principalement d'une élection qui généralement suit une ou deux élections de déviation. Les forces à court terme suivront la même direction que les forces à long terme. Les politologues américains utilisent le terme « reinstating » pour expliquer ce type d'élection « election, one in which the party enjoying a majority of party identifiers returns to power. »³¹ Pour expliquer leur concept, ils ont utilisé l'élection américaine de 1960 qui ramenait les démocrates de John F. Kennedy à la présidence. Ce retour à la présidence des démocrates a permis à ces politologues de confirmer les raisons qu'ils avaient proposées pour expliquer l'élection d'un président républicain durant les élections américaines de 1952 et de 1956 alors que leurs sondages démontraient clairement une identification partisane démocrate. « It has been suggested that some voters who consider themselves to be Democrats and customarily favour Democratic candidates at the lower levels of office may have come during the Eisenhower period to have a perverse interest in favoring Republican candidates for President, either because of notions of party balance in government, because of local considerations in their states, or simply out of admiration for Eisenhower. »³²

1.10 L'élection de conversion³³

Plusieurs auteurs ont repris les écrits de Campbell, notamment Pomper³⁴ qui démontre qu'il existe un cinquième type d'élection. Tout comme pour Campbell, il met principalement l'accent sur les quatre types d'élections. Toutefois, il fait la distinction avec un cinquième type d'élection, l'élection de conversion. Il s'agit en fait d'une élection où le parti au pouvoir a gardé sa place comme gouvernement, mais où l'on voit un changement

³¹ Angus Campbell, et al. « Stability and Change in 1960; A Reinstating Election ». In *Elections and the Political Order*, New York: Wiley, 1966, p. 94.

³² *Ibid.*

³³ Converting dans le texte

³⁴ Gerald M. Pomper, « Classification of Presidential Elections ». *Journal of Politics*, vol. 29, 1967, p. 538

dans les identifications partisans pour un autre parti. « Converting is offered as a term for elections in which the majority party retains its position, but there is considerable change in its voter base. »³⁵ Bref, il faut comprendre ce type d'élection comme ce qui annonce un possible réalignement dans les identifications partisans.

1.11 Apparition du concept de réalignement électoral

Les auteurs américains du début des années cinquante, en particulier V.O. Key, se sont interrogés sur les causes de l'élection de 1932. À partir des informations dont ils disposaient, ils ont constaté un changement radical dans les identifications partisans au profit du Parti démocrate et de son chef, Frank D. Roosevelt. L'élection de 1932 est donc venue chambouler les habitudes électorales partisans puisque pour la première fois depuis Woodrow Wilson en 1916, un démocrate était élu à la présidence américaine. C'est en faisant ce constat que Key a élaboré son modèle, celui des élections critiques, pour comprendre le phénomène de changement d'allégeance partisane. Il s'agit ici en fait d'une élection où nous assistons à un changement de gouvernement qui résulterait également d'un changement dans l'identification partisane. « A category of elections ... which the decisive results of the voting reveal a sharp alteration of pre-existing cleavages within the electorate. Moreover, and perhaps this is the truly differentiating characteristic of this sort of election, the realignment made manifest in the voting in such elections seems to persist for several succeeding elections»³⁶ Cependant, Pomper rappelle qu'une élection critique tel qu'entendu par Key ne veuille pas nécessairement dire que l'électorat changera son identification partisane à long terme. « Typically, the critical election represents a break in electoral continuity, but does not result in the immediate establishment of a new and persistent voter coalition. »³⁷ C'est à partir de ce modèle des élections critiques que Key s'efforcera à élaborer une théorie des réalignements électoraux. L'élection de 1932, par sa conjoncture particulière, la première élection à suivre la crise économique de 1929, montre une rupture avec les autres élections et c'est pourquoi les chercheurs américains se pencheront sur cette élection pour construire leur théorie. Avant de comprendre les ambiguïtés concernant la théorie des réalignements, il faut

³⁵ *Idem.*

³⁶ V.O. Key, « A theory of critical election », *Journal of Politics*, vol. 17, 1955, p. 4.

³⁷ Gerald M Pomper, « Classification of Presidential Elections », *loc. cit.*, p. 561.

saisir les différentes forces au sein du jeu politique, les forces à long terme et les forces à court terme.

1.12 Les forces à court terme et les forces à long terme

Lorsque l'on parle de la théorie des réalignements tel qu'entendu par les auteurs américains, il faut avant tout cerner la dynamique entre les forces à court terme et les forces à long terme. Seront considérés dans les forces à court terme, les électeurs qui ne s'identifient pas à un parti politique et qui peuvent changer leur vote à chaque élection. Un chef charismatique ou une nouvelle idée politique pourrait pousser ces électeurs à choisir ce candidat plutôt qu'un autre. Aux États-Unis, ces électeurs sont nommés Indépendants, représentent habituellement le tiers des électeurs dépendamment des époques⁴⁰. Dans les forces à court terme il faut aussi ajouter les événements politiques, les promesses électorales, etc. qui peuvent avoir un impact notable sur le résultat de l'élection. Les électeurs indépendants détiennent ainsi la balance du pouvoir. Dans le cas des forces à long terme, nous sommes en présence d'électeurs qui ont toujours voté pour un parti, peu importe le chef et les idées de la formation politique qu'ils appuient. L'élection de réalignement est cette élection où les deux forces changent pour appuyer sur une longue période un parti. L'exemple des Noirs américains lors de l'élection de Roosevelt est assez révélateur en ce sens puisqu'ils avaient tendance à voter pour le Parti républicain, depuis l'abolition de l'esclavage sous Lincoln, alors qu'ils votèrent massivement pour le Parti démocrate lors de l'élection de 1932. L'identification partisane des Afro-Américains s'est maintenue en faveur de ce parti puisqu'aujourd'hui encore, près de 90% de cette tranche de la population vote pour le parti démocrate.

1.12.1 Les forces à court terme et à long terme version Québec

Dans le cas spécifique du Québec, Bélanger démontre les différents facteurs à long terme qui permettent de donner une certaine stabilité au système politique québécois. Pour lui la langue, l'âge, le sexe, la région, l'éducation, le revenu et la pratique religieuse sont les principales forces à long terme qui expliquent les choix électoraux des Québécois. Pour

⁴⁰ Pour plus d'information consulter Nonna Mayer et Daniel Boy. « Les « variables lourdes » en sociologie électorale », In *Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, no. 5, 1997, p. 109-122.

Bélanger, la langue constitue le facteur le plus important puisqu'il est central dans le débat constitutionnel. Il faut bien sûr prendre en considération le clivage région-ville qui explique certaines attitudes politiques ainsi que l'appartenance à un parti qui assure une certaine base lors des scrutins.³⁹ Cependant, cette appartenance n'est pas aussi fidèle que l'échelle partisane relevant de la question nationale. Les gens sont plus enclins à se placer sur une échelle souverainiste/fédéraliste plutôt que sur une échelle de parti. Il s'agit d'une piste d'explication concernant la popularité des tiers partis. Concernant les forces à court terme, Bélanger dénote la conjoncture économique qui a une influence certes sur le vote. Il met l'accent sur les enjeux qui sont propres à chacune des élections. Par exemple, il rappelle avec justesse l'impact de la nationalisation de l'hydroélectricité sur le vote de 1962. Comme les auteurs américains, Bélanger fait la démonstration que l'image des chefs est de plus en plus importante dans le temps, surtout depuis l'arrivée de la télévision.⁴⁰

1.13 Mise en garde face à la théorie de l'élection critique de Key

Le véritable problème de la théorie de l'élection critique de Key est qu'elle a été associée à la théorie des réalignements électoraux. Cependant, l'élection critique ne débouche pas nécessairement sur un réalignement électoral. Le problème relève du fait que l'élection américaine de 1932 représente en fait l'idéal type des réalignements. À ce sujet, Martin émet un bémol que Key ne prenait pas en compte. Pour bien expliquer la difficulté de Key avec sa théorie d'élection critique, Martin divise le réalignement en deux, le réalignement de structure et le réalignement de niveau.⁴¹ Le réalignement de niveau est en fait l'objectif des leaders politiques de se saisir des enjeux actuels pour faire pencher le vote « du bon bord ». Le réalignement de structure est plutôt la conséquence des moyens utilisés par les chefs politiques pour opérer leur réalignement de niveau. De cette manière l'enjeu de 1932, qui reposait sur la question de : « Comment se sortir de la crise économique? » a créé un réalignement parfait entre le niveau, la proposition de Roosevelt pour sortir les Américains de la crise économique et la structure par la *New Deal*. « La formulation de Key présente une inévitable ambiguïté en associant deux notions distinctes : le changement de rapport de forces

³⁹ Éric Bélanger, *Le comportement électoral des Québécois*, Coll : « Paramètres » Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, p. 36-40.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 41-43.

⁴¹ Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisitée*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, c2000, p.45.

entre les partis – le réalignement de niveau – et la réorganisation des alignements – le réalignement structurel – le fait que ce ne sont plus obligatoirement les mêmes groupes sociaux ou religieux qui apportent leurs soutiens les plus marqués aux mêmes partis. Pour Key, les deux sont liés, et c'est précisément ce qui s'est passé dans le « modèle des réalignements » que fut la période du *New Deal* (1932-1936). »⁴² Ce qui est unique avec cette élection c'est qu'une majorité d'électeurs ont transposé leurs allégeances politiques républicaines par une identification partisane démocrate à long terme. Habituellement, ceux qui s'identifient comme républicain ou démocrate votent pour le parti qu'ils disent appuyer. Or, dans le cas de l'élection de 1932, les indépendants votent pour les démocrates et plusieurs républicains décident de voter et de changer d'allégeance politique en faveur des démocrates. La logique du vote normal voudrait qu'à la prochaine élection le vote revienne aux républicains alors que cela ne s'est pas produit dans le cas du *New Deal*. Les dissidents républicains ont continué à voter pour le Parti démocrate.

1.14 Gestion de crise

Maintenant que nous comprenons mieux ce qu'est une élection de réalignement, il faut voir comment s'opère un réalignement et les causes qui en découlent. Les auteurs américains s'entendent pour dire qu'un réalignement se produit surtout en temps de crise et lorsque le gouvernement en place est incapable de la résoudre. Ce fut effectivement le cas en 1932 avec l'élection de Roosevelt, mais aussi durant l'élection qui a mis au pouvoir Lincoln, avec la guerre de Sécession ainsi que la fin de l'esclavage et McKinley en résorbant la crise économique des années 1890. Ce qui est intéressant avec la gestion de ces crises qui amènent un réalignement électoral relève du fait que pour ces trois grands présidents américains, aucun n'était reconnu comme étant charismatique. Ce qui les a placés au rang des grands présidents est leur façon de gérer les crises auxquelles ils ont eu à faire face et le fait que les deux partis qui se disputaient le pouvoir avaient des solutions diamétralement opposées. On voit très bien comment l'arrivée d'une crise est importante pour comprendre les raisons qui poussent les électeurs à changer catégoriquement leur identification partisane. Est-ce que les élections présidentielles de 2008, avec l'élection de Barack Obama, étaient une élection de réalignement en faveur du Parti démocrate? Seul l'avenir nous le dira, mais la gestion de la

⁴² *Ibid.*

crise financière actuelle nous apportera beaucoup de réponses en ce sens. Pour le cas québécois, il est clair que les crises constitutionnelles ont favorisé un réalignment électoral puisqu'il s'agit d'un moment de crise et que les deux partis au pouvoir sur la scène provinciale avaient des solutions opposées. Le premier, le Parti libéral du Québec favorisant le maintien du *statu quo* fédéraliste et le second, le Parti québécois favorisant l'indépendance du Québec. L'élection de 1970 va en ce sens.⁴³

1.14.1 Première variable : Clivage profond et durable

Tout d'abord, Sundquist met en relief cinq variables élémentaires pour expliquer les causes d'un réalignment électoral. Premièrement, il insiste sur le fait que la société lors d'une élection X doit être complètement divisée pour que l'on assiste à un réalignment. « For an issue to shatter a party system and create a new one, it clearly must arise from a grievance that is both broad and deep, that a large number of people feel strongly about. »⁴⁴ L'exemple québécois est assez révélateur en ce sens qu'à l'élection de 1976, la population devait choisir entre deux options, c'est-à-dire le fédéralisme de Robert Bourassa ou la souveraineté-association de René Lévesque. Bien évidemment, cette question a créé un clivage profond au sein de la population puisqu'il s'agissait en fait de choisir entre rester au sein du Canada ou se séparer et faire du Québec un État souverain. Sundquist rajoute que pour le clivage soit encore plus profond, le nouvel enjeu doit agir sur le côté moral des électeurs, pour le cas américain, Sundquist reprend la question de l'esclavage. Le cas québécois va en ce sens que c'est la protection de la langue française et de la culture québécoise qui était en jeu.

1.14.2 Seconde variable : Susciter les oppositions

Dans un même ordre d'idées, Sundquist met l'accent sur le fait que l'enjeu principal de l'élection devra susciter des oppositions. L'intensité de cette opposition dépendra du nombre de personnes touchées par le nouvel enjeu et par la proposition de chacun des partis politiques impliqués. « Its size will depend on the number of people affected by the remedy,

⁴³ Vincent Lemieux, *Une élection de réalignment : l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, op. cit.,

⁴⁴ James L. Sundquist, *Dynamics of the Party System Alignment and Realignment of Political Parties in the United States*, Washington, D.C. Brookings Institution, 1973, p. 29.

the extent to which they are affected, and the depth of their feeling about the injustice of what is proposed. »⁴⁵ Pour reprendre l'exemple de l'élection québécoise de 1976, on voit bien que ceux qui ont apporté la nouvelle proposition au problème constitutionnel, c'est-à-dire l'indépendance du Québec avec un partenariat économique Canada-Québec, ont nécessairement suscité des désaccords puisque les deux solutions étaient antithétiques.

1.14.3: Troisième variable : Les leaders en place

Un autre élément à considérer lorsqu'il est question d'élection de réaligement repose sur la façon dont les leaders politiques en place auront géré l'arrivée du nouvel enjeu. L'exemple états-unien de 1932 est significatif en ce sens que Hoover, le président sortant n'a pas été en mesure de traiter du nouvel enjeu, ici la crise économique de 1929, de manière à rassurer la population sur les moyens à prendre pour s'en sortir. Pour Sundquist, les « leaders » en poste doivent être en mesure de répondre adéquatement aux nouveaux enjeux. Toutefois, c'est lorsqu'ils ne sont pas en mesure de le faire que le réaligement se produit. « If the leaders have the skill and motivation to handle the issue in a way that will check the growth of the polar blocs, and if the issue is the kind that allows such handling, a major realignment will not take place. If, on the other hand, they throw in their lot with one or the other polar group, the realignment becomes inevitable. » En ce sens, il est clair que le fait que la difficulté de Hoover à sortir les Américains de la crise économique de 1929 a permis à Roosevelt de remporter cette élection historique.

1.14.4 Quatrième variable : Division à l'interne

La quatrième variable pour expliquer les raisons d'un réaligement relève de la division qu'un enjeu peut avoir au sein même du parti. Sundquist met en perspective la variable de la division causée par un enjeu au sein même d'un parti provoquant ainsi une crainte d'un possible clivage qui provoquerait un réaligement. Habituellement, les membres d'un parti s'entendent sur la majorité des enjeux et se rangent derrière la ligne du parti. Martin reprend Sundquist pour expliquer les particularités de ce facteur : « la situation est d'autant plus favorable à un réaligement que le nouvel enjeu provoque des divisions à

⁴⁵ *Ibid.*, p. 30.

l'intérieur de chacun des principaux partis. Ainsi, il n'est plus de nature à renforcer les clivages existants qui fondent le système partisan en place.»⁴⁶ L'exemple québécois des années 1960 est tout à fait pertinent puisque le nouvel enjeu, la souveraineté-association, proposé au congrès libéral de 1967 par René Lévesque a amené la démission de celui-ci qui fondera un peu plus tard le Parti québécois, parti qui prendra le pouvoir notamment à cause de cette question à l'élection de 1976.

1.14.5 Dernière variable : Affaiblissement des proximités partisans

La dernière condition qui met en place le début d'un réalignement électoral est ce que Martin, qui reprend toujours l'analyse de Sundquist, nomme l'affaiblissement des proximités partisans existantes. « On peut identifier deux sources principales d'affaiblissements des liens entre les électeurs et les partis traditionnels : la perte de pertinence des enjeux traditionnels, et des échecs politiques répétés des partis traditionnels. ... ces facteurs correspondent souvent à des phénomènes de conjoncture, incapables en eux-mêmes de provoquer des réalignements, mais par contre [sont] tout à fait susceptibles de provoquer, ou du moins, de faciliter des désalignements, d'autant plus qu'ils se produiront de manières répétées.»⁴⁷ Malgré le fait que l'on ne puisse pas parler de réalignement électoral présentement, nous reprendrons l'exemple du scandale des commandites qui a éclaboussé la réputation du Parti libéral du Canada qui en est encore affecté plus de cinq ans après la mise à jour du scandale. Ainsi, le Parti conservateur a été en mesure de reprendre les appuis qu'il avait perdus depuis une dizaine d'années grâce à cette conjoncture tout à fait particulière leur permettant de retrouver le pouvoir. Bien sûr, le Parti conservateur n'a pas été élu majoritairement, et ce, à cause du Bloc québécois, mais il en a profité pour rallier les électeurs déçus du Parti libéral du Canada et bon nombre d'électeurs indépendants du Canada.

1.15 Le remplacement d'un parti politique

La théorie des réalignements électoraux ne met pas l'accent sur le remplacement de partis politiques, mais plutôt sur l'identification partisane qui résulte des choix des deux

⁴⁶ Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisitée*, op. cit., p. 54.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 55.

grands partis dans des situations connexes. L'explication de Martin sur cette problématique de l'application du concept est très pertinente : « Si les partisans d'un changement de politique sur le nouvel enjeu échouent à prendre le contrôle d'un des principaux partis, alors ils forment un nouveau parti. Mais s'ils réussissent à se saisir d'un des partis en place, le réaligement en est accéléré. S'ils ne réussissent à prendre le contrôle d'un ancien parti qu'après que certains d'entre eux ont déjà formé un nouveau parti, l'un des deux absorbera l'autre. »⁴⁸ Le cas québécois va parfaitement en ce sens puisque l'Union nationale a absorbé le Parti conservateur du Québec et le Parti québécois a fait de même avec l'Union nationale. L'application du concept de réaligement électoral à l'américaine (sans la dissolution d'un parti pour un autre) aurait pu se faire au sein du Parti libéral du Québec ou de l'Union nationale si l'un des deux grands partis de l'époque avait bien cerné la problématique québécoise en ce qui a trait à la question constitutionnelle. Ainsi, au lieu de voir apparaître un troisième parti, le Parti québécois, le réaligement aurait pu se faire au sein du parti qui aurait choisi de défendre cette option. En ne le faisant pas, les deux partis ont laissé une place énorme sur l'échiquier politique, place que le Parti québécois a su saisir.

1.15.1 Le cas québécois de 1970

En reprenant les écrits de ces spécialistes américains sur la théorie des réaligements électoraux, Vincent Lemieux a tenté de l'appliquer au cas québécois pour comprendre l'élection de 1970⁴⁹. Selon lui, l'élection de 1970 a provoqué un réaligement électoral en faveur du Parti québécois et au détriment de l'Union nationale. Il faut ici remarquer que le cas québécois est complètement différent du cas américain et ce à deux niveaux. D'une part, les réaligements électoraux que l'on a pu constater au Québec, c'est-à-dire celui des années trente où le Parti conservateur du Québec a été remplacé par l'Union nationale et celui des années 1970 où cette même Union nationale fut remplacée par le Parti québécois met en lumière le fait qu'un réaligement des identifications partisans au Québec provoque le remplacement d'un parti politique pour un autre. D'autre part, le système parlementaire britannique uninominal à un tour favorise le bipartisme de sorte que trois partis ne peuvent cohabiter longtemps à l'Assemblée nationale. Le cas de l'Action démocratique du Québec en

⁴⁸ Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réaligements revisitée*, op. cit., p. 56.

⁴⁹ Vincent Lemieux, *Une élection de réaligement : l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, op. cit.,

2003 va parfaitement en ce sens puisque cette formation politique n'a fait élire que quatre députés tout en ayant obtenu un peu plus de 18% du vote total.

1.15.2 Les données

La différence majeure entre le cas américain et le cas québécois relève de la disponibilité des données sur les identifications partisans. Lorsque l'on veut analyser les identifications partisans américaines, il s'agit de regarder sur la liste électorale pour voir quels sont ceux qui vont voter pour le Parti démocrate et ceux pour le Parti républicain. À ce sujet, il faut spécifier que lorsque vous vous inscrivez sur la liste électorale aux États-Unis, on vous demande pour quel parti vous allez voter. Dépendamment de votre choix, vous pourrez choisir le représentant républicain ou démocrate lors des primaires, élections qui vous permettent de choisir votre représentant à la course à la présidence américaine.⁵⁰ Pour contrer ce manque d'information, Lemieux reprend les élections provinciales sur une vingtaine d'années pour comprendre les identifications partisans du Parti libéral du Québec et de l'Union nationale, c'est-à-dire les élections de 1944 à 1966. Pour ce faire, il prend le plancher (élection la plus faible pour un parti au cours de cette période) des deux partis et les regarde au niveau des circonscriptions pour avoir une idée plus ou moins fiable de l'appartenance de l'électeur face à un parti. Ainsi, il est en mesure de calculer combien d'électeurs sont toujours fidèles au PLQ d'élection en election de même que pour l'Union nationale. Pour ce faire, il faut émettre l'hypothèse que le plancher atteint lors d'une élection représente le vote des partisans inconditionnels à un parti. Dans les deux cas, le plancher obtenu par les deux partis tournait autour de 25%. Pour le Parti libéral du Québec et l'Union nationale, il s'agit d'un plancher de 27%. Pour le PLQ, ce plancher a été atteint lors de l'élection de 1948 tandis que pour l'Union nationale c'est lors du suffrage de 1944 qu'elle a connu sa pire élection. On peut donc dire que d'une élection à l'autre les deux partis sont assurés d'avoir un minimum de 25% des voix, peu importe la conjoncture. En faisant ce constat, Lemieux émet l'hypothèse que l'élection de 1970 était une élection de réaligement en faveur du Parti québécois dans la mesure où premièrement ce dernier est allé chercher

⁵⁰ Claude Corbo, *Les États-Unis d'Amérique, Les institutions politiques, tome II*, Sillery : Les Éditions Septentrion, 2004, p. 156-162..

24% des suffrages et que deuxièmement l'Union nationale est descendue à 20%, soit son plus bas taux d'appuis depuis sa première élection en 1935.⁵¹

1.16 L'échelle du Groupe de recherche sur l'opinion publique (GROP)

Pour le cas québécois, il est important de noter que la question des identifications partisans est présentée de façon beaucoup plus fidèle lorsqu'elle est posée dans les termes de l'enjeu constitutionnel québécois. Un groupe d'intellectuel québécois s'est penché sur cette question pour tenter d'analyser le plus fidèlement les appuis à la souveraineté.⁵² Selon leur analyse, basée sur quatre questions⁵³ élémentaires pour saisir les appuis à la souveraineté, ils en viennent à émettre une échelle des préférences constitutionnelles des Québécois. Principalement, si vous répondez oui aux quatre questions vous êtes un souverainiste convaincu alors que si vous répondez non aux quatre questions vous entrez dans la catégorie fédéraliste convaincu. Or, le principal problème de l'ADQ se situe à ce niveau, son concept d'autonomisme le place au centre de l'échelle qui définit la majorité des Québécois dans leurs choix politiques. Ainsi, ce parti politique fait le pari qu'il pourra aller chercher les souverainistes et les fédéralistes dits modérés ou ceux qui répondent oui et non aux quatre questions.

Suivant les analyses du GROP, on peut conclure qu'au Québec, lorsqu'il est question de l'avenir du Québec, entre 35% et 40% de la population québécoise appuierait la souveraineté du Québec quelle que soit la manière, c'est-à-dire l'indépendance complète ou la souveraineté-association avec le reste du Canada. De l'autre côté de l'échelle constitutionnelle, nous remarquons qu'entre 40% et 45% de la population québécoise se positionnent du côté fédéraliste, c'est-à-dire qu'elle souhaite rester au sein d'un Canada uni. Précisons que parmi ce 40%, il y a un 20% qui représente les allophones et les anglophones

⁵¹ Vincent Lemieux, *Une élection de réalignement : l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, op. cit.,

⁵² Il s'agit du GROP, le groupe de recherche sur l'opinion publique dont font partie : Pierre-Alain Cotnoir (*Adaptés*), Pierre Drouilly (Université du Québec à Montréal), Jean-Herman Guay (Université de Sherbrooke) et Pierre Noreau (Université de Montréal).

⁵³ 1) Pensez-vous qu'il soit impossible de réformer le fédéralisme de façon à satisfaire à la fois le Québec et le Canada?

2) Pensez-vous que le Québec a le droit de se séparer du Canada?

3) Pensez-vous que le Québec a les ressources humaines, les ressources naturelles et le capital financier pour devenir un pays souverain?

4) Pensez-vous que le projet de souveraineté politique mis de l'avant par le Parti québécois soit réalisable?

québécois qui ne veulent rien entendre de la souveraineté du Québec. Le dernier segment met en lumière les centristes sur l'échelle fédéraliste/souverainiste, c'est-à-dire ceux qui pourraient pencher d'un côté comme de l'autre advenant un prochain référendum sur la souveraineté du Québec. Il s'agit d'une proportion de la population qui représente *grosso modo* 20% à 25% de l'électorat québécois. L'ADQ fait généralement ses gains au sein de cette tranche de la population et l'utilise pour faire ses percées électorales. Cependant, les auteurs de l'analyse précisent que cet électorat a une opinion variable et est très pragmatique sur le plan politique. Il devient dès lors difficile pour un parti de se fier à cette tranche de la population qui soit aussi changeante face à ses opinions politiques. L'autonomisme joue donc sur cette particularité des centristes, c'est-à-dire que sur le plan constitutionnel elle propose de jumeler la protection de l'identité québécoise propre aux souverainistes avec un modèle qui permettrait de réformer le fédéralisme canadien.

1.17 Hypothèse

Tout d'abord, il est essentiel de rappeler notre question spécifique de recherche : « Est-ce que l'élection provinciale québécoise de mars 2007 était une élection de réaligement en faveur de l'Action démocratique du Québec? » L'utilisation de notre cadre d'analyse emprunté aux auteurs américains de l'école du Michigan, nous permettra de défendre la thèse de l'élection de déviation plutôt que celle allant dans le sens d'une élection de réaligement en faveur de l'ADQ. Ce mémoire vise à démontrer que l'élection de mars 2007 ne constitue en rien une élection de réaligement électoral en faveur de l'ADQ, mais plutôt une élection de déviation. En ce sens, la théorie des élections proposées par les auteurs de Michigan nous permettra de défendre cette thèse. Ensuite, nous démontrerons que le concept de vote normal permet d'expliquer la conjoncture politique qui a été favorable à l'ADQ lors des mois précédents l'élection provinciale de 2007. Ce faisant, la conjoncture politique expliquera l'adhésion des électeurs aux choix politiques de l'équipe de Mario Dumont. Finalement, il vous sera démontré que l'identification partisane adéquate reste faible dans le temps et principalement expliquée par la question nationale québécoise qui divise la société. L'électeur québécois a beaucoup plus de facilité à se situer sur une échelle souverainiste/fédéraliste que sur une échelle gauche/droite où nous placerions les différents partis politiques québécois. En ce sens, la position autonomiste de l'Action démocratique du

Québec fait en sorte que le public ne s'identifie pas de façon prononcée et fidèle de la même manière qu'elle le ferait avec les options fédéralistes et souverainistes respectivement proposées par le Parti libéral du Québec et le Parti québécois. C'est pour cette raison que nous défendons la thèse que l'élection de mars 2007 n'est pas une élection de réaligement en faveur de l'ADQ mais une élection de déviation.

1.18 Conclusion

Ce mémoire vise à répondre à la question « Est-ce que l'élection provinciale québécoise du 26 mars 2007 était une élection de réaligement en faveur de l'Action démocratique du Québec? » Pour répondre adéquatement à cette question, nous utiliserons le cadre théorique proposé par l'école du Michigan. En ce sens, les concepts d'identification partisane, de vote normal ainsi que la théorie des élections telle que comprise par les auteurs de l'école de Michigan nous semblaient les plus appropriés pour comprendre notre objet d'étude : l'ADQ, et ce, malgré les critiques faites à l'égard de ces concepts. La théorie des élections, qui met en relief quatre principaux types d'élections, nous permettra de comprendre l'importance de l'élection provinciale québécoise de mars 2007 afin de conclure à la situation d'un réaligement ou non. L'identification partisane nous permettra de cerner les appuis et la fidélité que les électeurs québécois ont envers le parti de Mario Dumont. De plus, nous croyons que l'identification partisane est un concept central pour théoriser le cas du Québec puisque la question constitutionnelle permet de diviser le Québec en deux. Cette question est encore plus essentielle avec l'arrivée de l'ADQ qui propose de réorganiser cette binarité souverainiste/fédéraliste avec son modèle autonomiste. Il est important de préciser que les électeurs québécois ont davantage une identification partisane face à la question nationale plutôt que face à un parti comme c'est le cas aux États-Unis. Ainsi, nous analyserons, au chapitre 2, l'importance de cette identification partisane sur l'échelle constitutionnelle pour être en mesure de témoigner ou non d'un réaligement électoral en faveur de l'Action démocratique du Québec.

Concernant la théorie des élections présentée par les auteurs de Michigan, nous croyons qu'elle est tout à fait à point pour analyser l'élection de mars 2007 puisque nous sommes clairement dans une situation où nous percevons la montée d'un tiers parti un peu de

la même manière que l'avait fait Vincent Lemieux pour analyser la montée du Parti québécois dans les années 1970. Pour établir ce parallèle, nous reprendrons au chapitre 2, les quatre premières élections auxquelles l'Action démocratique du Québec a participé, c'est-à-dire ce de 1994, de 1998, de 2003 et de 2007 pour déterminer si l'élection de 2007 était un réalignement des identifications partisans en faveur de l'Action démocratique du Québec.

CHAPITRE II

ANALYSE DE LA PÉRIODE 1994-2007 DE L'ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

2.1 Introduction

Comme il a été mentionné dans l'introduction de ce mémoire, notre interrogation se fait autour de l'élection de mars 2007 qui a permis à l'Action démocratique du Québec de ravir le poste d'Opposition officielle à l'Assemblée nationale. Suivant ce constat nous nous interrogeons sur la possibilité d'un réalignement électoral en leur faveur. Dans ce second chapitre, nous reprenons une à une chacune des quatre élections auxquelles ce parti politique a participé, jusqu'à l'élection de 2007, pour comprendre l'évolution de ce parti dans le temps. C'est dans ce chapitre que nous tenterons de poser un diagnostic sur l'électeur type de l'ADQ et de cerner son public cible. Cette démarche nous permettra de saisir l'évolution de l'identification partisane et de constater la fidélité de l'électorat du parti dans le temps. Nous débuterons ce chapitre par la formation de ce parti et son contexte et nous le terminerons par l'élection de mars 2007 pour émettre nos constats sur la thèse du réalignement.

2.2 La fin de Meech

Le 2 juin 1987, les premiers ministres des dix provinces et le premier ministre canadien Brian Mulroney s'entendent sur un accord qui permettrait au Québec de réintégrer le giron constitutionnel canadien. L'accord mieux connu sous le nom de l'Accord du Lac Meech doit cependant être ratifié par chacune des provinces dans les trois années suivantes. À la fin de ces trois années, le Manitoba et Terre-Neuve n'ont toujours pas ratifié le pacte, ce qui met fin à l'entente et à la possibilité pour le Québec de signer la constitution canadienne. Or, au lendemain de cet échec, le gouvernement libéral de Robert Bourassa se retrouve sans position constitutionnelle claire pour son parti et son gouvernement. Ce faisant, il crée, avec l'appui du chef de l'opposition Jacques Parizeau, une commission parlementaire, mieux

connue sous le nom de Commission Bélanger-Campeau qui a pour but « précis d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de présenter un rapport qui débouche sur des recommandations.⁵⁴ » Or, pendant la même période, au sein du Parti libéral du Québec on dépose et accepte en assemblée générale un rapport présidé par Jean Allaire; le *Rapport Allaire : Un Québec libre de ses choix*⁵⁵. Ce projet jette les bases d'une autonomie complète pour la province de Québec incluant un partenariat économique avec le reste du Canada.

2.3 Un Québec responsable

La crise constitutionnelle du lendemain de l'échec de l'accord du Lac Meech fait en sorte que tous et chacun tentent de trouver des solutions à cette impasse. La commission Bélanger-Campeau propose un référendum sur la souveraineté du Québec devant avoir lieu durant l'été 1992⁵⁶. Suivant ces propositions et regardant les amendements proposés par le reste du Canada, le gouvernement de Robert Bourassa adopte au congrès de 1992 la position canadienne qui propose un référendum sur les Accords de Charlottetown. Cet accord qui permettait notamment la reconnaissance du Québec comme société distincte, une réforme du Sénat et la nomination de trois juges provenant du Québec, sera plus tard rejeté par référendum par six provinces sur dix dont le Québec qui rejette l'entente à 56%. Ce traité constitutionnel répond à deux préoccupations importantes pour la population québécoise flouée par le rapatriement de 1982 et l'entente du Lac Meech, c'est-à-dire d'avoir droit de parole sur l'entente avec le référendum et bien sûr de pouvoir réinsérer le giron constitutionnel. Cette décision laisse cependant de côté le rapport Allaire, ce qui amène la démission de l'avocat et responsable de ce rapport Jean Allaire et de Mario Dumont, le président de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec. Peu après, les deux hommes créent le groupe Réflexion Québec qui a pour but de discuter de l'avenir politique québécois. Les membres de ce groupe, composé notamment par les intellectuels de renom Charles Taylor, Alain G. Gagnon et Louis Balthazar pour ne nommer que ceux-là, avaient comme objectif de réfléchir à l'avenir du Québec sans attache à un parti politique. Ces réflexions que l'on

⁵⁴ Alain G. Gagnon, *Allaire, Bélanger, Campeau et les autres les Québécois s'interrogent sur leur avenir*, Coll. : Dossiers documents, Montréal Québec/Amérique, 1991, p. 564.

⁵⁵ Parti libéral du Québec Comité constitutionnel, Montréal : Parti libéral du Québec, 1991, 74 p.

⁵⁶ 8 et 22 juin 1992 et 12 et 26 octobre 1992 pour être plus précis.

retrouve dans *Un Québec responsable*⁵⁷ abordent tous les sujets qui touchent la société québécoise. Ainsi, l'éducation, la santé, l'économie et bien sûr la question constitutionnelle sont abordées dans ces travaux qui serviront plus tard comme base de la formation politique de l'Action démocratique du Québec. Avec le document en main, Mario Dumont et Jean Allaire font une tournée du Québec avec comme objectif de sonder le pouls de la population concernant ce rapport. C'est ainsi que le groupe Action Québec voit le jour et part en tournée provinciale d'octobre à novembre 1993. Suivant un rassemblement de sympathisants qui a lieu à Trois-Rivières, le Parti action Québec voit le jour en décembre 1993 avec Jean Allaire comme chef.⁵⁸ Au début janvier 1994, le directeur général des élections, suivant les 1000 signatures requises, accepte la candidature de l'Action démocratique⁵⁹ du Québec comme parti politique provincial.

Tableau 2.1
L'élection de 1994, les principales circonscriptions votant pour l'ADQ⁶⁰

Circonscription	VOT94	PLQ94	PQ94	ADQ94	%ADQ
Rivière-du-Loup	25348	4613	6978	13307	52%
Champlain	35890	10943	14929	8953	25%
Mirabel	23864	6261	11398	5333	22%
Chutes-de-la-Chaudière	33241	7181	17160	5957	18%
Charlesbourg	38915	10413	17908	6022	15%
Bellechasse	25125	8759	12003	3865	15%
L'Assomption	39661	10817	21809	5925	15%
Deux-Montagnes	31455	11426	14305	4652	15%
Portneuf	30573	10480	14256	4501	15%
Trois-Rivières	29820	11998	12607	4267	14%
Vanier	36379	8991	17536	5003	14%
Blainville	30457	9460	15273	4188	14%
Lapeltre	36649	10498	17448	4971	14%
Total Québec	3992028	1737698	1751442	252721	6%

⁵⁷ Groupe réflexion Québec, « Cahier spécial. Le rapport du Groupe Réflexion Québec. Un Québec Responsable » *Journal l'Agora*, vol. 1, no. 3, p. 1-35.

⁵⁸ Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, op. cit., p. 108.

⁵⁹ Le parti devait être Action Québec mais la ressemblance était trop grande avec d'autres partis marginaux. C'est pourquoi ils ont rajouté Démocratique. *ibid.*, p. 109.

⁶⁰ Directeur général des élections, 1994. *Rapport des résultats officiels du scrutin élections générales du 12 septembre 1994 et élection du 24 octobre 1994 dans la circonscription électorale de St-Jean : [élections 94]*, Québec : Le directeur général des élections du Québec, 947 p.

2.4 La première élection : 1994

Suivant l'annonce de résultats médicaux inquiétants, le chef Jean Allaire doit quitter la chefferie du nouveau parti. Mario Dumont est élu chef en mai 1994 par acclamation et décide de se présenter dans Rivière-du-Loup à l'élection partielle qui doit avoir lieu dans les mois suivants. Cependant, cette élection partielle sera annulée lors du déclenchement des élections menant au scrutin de septembre 1994. Il aura alors un mois de plus que les autres députés pour faire campagne. Il deviendra le premier député adéquiste lors de l'élection du 12 septembre 1994 alors qu'il obtient 52% des votes. Pour ce qui est des autres candidats, tel que présenté au tableau 2.1, aucuns ne se fait élire, mais déjà on voit une percée dans les régions et dans les circonscriptions de la Capitale nationale et des Basses-Laurentides avec des résultats fort respectables dans pas moins de 13 circonscriptions qui recueillent tous plus de 14% des voix dans leurs circonscriptions respectives. À l'échelle nationale, le parti fait bonne figure en recevant l'appui d'un peu plus de 6% des voix alors qu'elle présente des candidats dans 80 circonscriptions sur 125. Un fait important demeure, à elle seule ces 13 circonscriptions détiennent plus de 30% des votes attribués à l'Action démocratique du Québec. Cependant, il est intéressant de rajouter que si l'ADQ avait présenté des candidats dans chacune des circonscriptions du Québec elle aurait recueilli environ 11% si l'on se fie aux différents sondages survenus peu après l'élection.⁶¹

2.4.1 Le programme de 1994

Déjà à la lecture du premier programme, on constate la place que veut occuper la nouvelle formation politique sur l'échiquier politique québécois. L'équipe de Mario Dumont met donc l'accent sur deux grands thèmes: la mise sur pied d'un projet constitutionnel et le redressement des finances publiques. Comme le mentionne Frédéric Boily : «Tout en comportant un assainissement des finances publiques et une réforme du processus démocratique (l'ADQ) préconise la création d'une constitution québécoise ainsi qu'un référendum sur la souveraineté en vue d'une nouvelle union avec le Canada.»⁶² La principale raison pour laquelle Mario Dumont forme son propre parti c'est que l'échec des différents accords constitutionnels et l'échec du référendum de 1980 laissent grande ouverte une place

⁶¹ *Ibid.* p. 142.

⁶² Frédéric Boily, *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec : entre populisme et démocratie, op. cit.*, p. 51.

pour une troisième voie entre le fédéralisme des libéraux et la souveraineté des péquistes. Avec son concept d'autonomie, une souveraineté-association à la René Lévesque, Mario Dumont fait le pari qu'il pourra rallier les fédéralistes et les souverainistes mous. La différence entre son modèle autonomiste et celui des péquistes de 1980 relève du fait que sa demande ne représente pas l'obligation de faire un référendum dans un premier mandat adéquat.

Concernant son deuxième cheval de bataille, l'assainissement des finances publiques, l'ADQ se réfère à ce qui se produit en Ontario à la même époque. Pour lui, la gestion des finances demeure plus importante que le projet constitutionnel puisqu'il s'attaquera à cette problématique avant de proposer un partenariat avec le reste du Canada. De plus, en se positionnant clairement à droite sur l'échiquier politique et au centre sur l'échiquier constitutionnel, Mario Dumont fait le calcul qu'une bonne partie de la population le suivra, jouant la carte du changement. Pour bien comprendre ce que l'on entend par droite dans le cas particulier du Québec nous reprenons les propos de Pierre Simard : « Essentiellement, parler de la droite, c'est faire référence aux idées dites libérales comme l'extension des libertés individuelles, l'accent sur le marché libre et la réduction de la taille de l'État. Par opposition, la gauche favorise l'égalité par la redistribution de la richesse et mise, pour ce faire, sur l'interventionnisme étatique et le déploiement du secteur public comme les instruments du bien commun ». ⁶³ Cependant, mettre l'accent sur une idéologie de droite fait en sorte que le parti est vite associé aux défunts partis du Crédit social et du Ralliement créditiste, deux partis de droite qui ont connu du succès sur la scène provinciale dans le passé, mais qui n'ont jamais été en mesure de s'installer sur l'échiquier politique sur une longue période. Leur idée constitutionnelle rappelle aussi la position défendue par l'Union nationale de Maurice Duplessis, qui rappelle la période de la grande noirceur.

2.5 Le problème avec la droite au Québec

La place laissée libre par les deux partis provinciaux qui convergent vers le centre permet à Mario Dumont de prendre toute la place à droite de l'échiquier politique. Or, il est

⁶³ Pierre Simard, « Et si la droite était victime de la démocratie » In *Droite et démocratie au Québec enjeux et paradoxes*, Coll. « Collection Prisme », Québec : Presses de l'Université Laval, 2007, p. 159.

faux de penser que cette place lui ouvrira les portes du gouvernement. Dans la tradition québécoise de social-démocratie, la droite est vue comme un recul face aux avancées de la Révolution tranquille, des acquis qui sont très difficiles à déloger. Or, le parti de Mario Dumont fait le calcul politique qu'aucun des deux principaux partis de l'Assemblée nationale n'a le courage de sabrer dans les programmes issus de cette période névralgique. Simard rappelle qu'au Québec plus de la moitié de la population ne paye pas d'impôt ou peu. « 42% des personnes ne payent pas d'impôts au Québec et un 10% en paye que de façon modeste. Dans ces circonstances, on comprendra qu'il est plus facile d'attirer le vote d'une majorité par de nouveaux services publics universels qui seront couverts par le « trésor public » que par un programme de droite s'appuyant sur un allègement du fardeau fiscal ou une réduction du rôle de l'État. »⁶⁴ Voilà le principal problème que doit résoudre l'ADQ si elle veut prendre le pouvoir. Simard ajoute que cette population à risque, non seulement ne paye pratiquement pas d'impôt, mais doit vivre à la charge de l'État. Or lorsque l'on propose de réduire la taille de l'État comme le propose l'ADQ, cette tranche de la population n'a d'autre choix que d'opter pour un autre parti. « En somme, parce que la majorité des votants est constituée de gens qui ont des revenus inférieurs à la moyenne et que ces gens réclament des programmes publics qui viennent aider à combler leurs besoins, la démocratie majoritaire ne favorise pas les programmes politiques de droite, mais plutôt des politiques socialisantes de gauche. »⁶⁵

2.5.1 La droite moraliste et la droite économique

Il faut faire attention lorsque l'on qualifie l'ADQ de parti de droite. Dans le cas de ce parti, il s'agit d'une droite au point de vue fiscal et économique. Ils clament haut et fort qu'ils sont contre l'intervention de l'État, qu'ils privilégient la place du privé dans le secteur de la santé et qu'ils sont pour le libre choix des parents d'envoyer ou non leurs enfants à la garderie. Bref, ils défendent des positions de droite au point de vue économique. « Pour ce type de droite c'est l'autonomie de l'individu, l'efficacité, la production de richesse, le marché et la vérité des prix et des coûts et le trio productivité-innovation-« progressivité » qui sont porteurs du projet de bonne société. »⁶⁶ Ils sont bien sûr contre les « abus » du

⁶⁴ *Ibid.*, p.162.

⁶⁵ *Ibid.*,

⁶⁶ Gilles Paquet, « La droite, cet objet économique mal identifié » In *Droite et démocratie au Québec enjeux et paradoxes*, Coll. « Collection Prisme », Québec : Presses de l'Université Laval, 2007. p. 97.

syndicalisme et ont des orientations qui sont appuyées par le Conseil du patronat. Le problème découle de l'association de la droite économique à la droite morale, celle que l'on retrouve surtout aux États-Unis, mais que l'on retrouve aussi dans le discours du Parti conservateur du Canada. Principalement, les idées de droite morale se situent dans un discours contre l'avortement, contre le mariage gai et surtout pour une plus grande place de la religion. Cependant, comme le fait remarquer Jean-Marc Pottle, au Québec, la droite morale et religieuse est quasi inexistante.⁶⁷

2.6 Le centriste type selon le GROUPE

En reprenant les conclusions du groupe de recherches sur l'opinion publique (GROP) concernant les centristes, nous pouvons mieux cerner quelle tranche de la population se situe dans cette catégorie bien particulière. Avec l'aide de différents sondages effectués entre 2000 et 2002 et avec l'aide de questions spécifiques à la question constitutionnelle,⁶⁸ le groupe divise la population en trois camps bien distincts; les souverainistes, les centristes et les fédéralistes.⁶⁹ Dans le camp des centristes se retrouvent une majorité d'électeurs qui possèdent les caractéristiques suivantes : les 25-34 ans au début des années 2000, ceux qui détiennent un emploi précaire, les moins riches et un plus grand nombre de femmes se retrouvent dans cette catégorie. Il faut spécifier cependant que cela n'amène pas directement ces gens à voter pour l'ADQ, mais qu'ils auraient une plus grande propension à voter pour eux étant donné leur situation spécifique. Ce qui devient intéressant concerne la question constitutionnelle puisque 80% de cette tranche croit en la réforme du fédéralisme. Or, l'objectif de l'ADQ est de réformer le fédéralisme canadien en se réappropriant une plus large part des compétences fédérales. Cependant, certaines caractéristiques des centristes nuisent particulièrement à un parti politique comme l'ADQ puisqu'il s'agit d'une tranche de la population qui entretient des idées négatives par rapport à la politique, qui est surtout

⁶⁷ Isabelle Grégoire, « Y' a-t-il une droite au Québec », *L'actualité*, no. 5, vol. 30, 1 avril 2005, p. 20.

⁶⁸ Ces sondages ont été effectués pour l'IRQ (l'Institut de recherche sur le Québec) et non jamais été publiés au grand public.

⁶⁹ Suivant les résultats des questions posées suivantes :

- 1) Pensez-vous qu'il soit impossible de réformer le fédéralisme de façon à satisfaire à la fois le Québec et le Canada?
- 2) Pensez-vous que le Québec a le droit de se séparer du Canada?
- 3) Pensez-vous que le Québec a les ressources humaines, les ressources naturelles et le capital financier pour devenir un pays souverain?
- 4) Pensez-vous que le projet de souveraineté politique mis de l'avant par le Parti québécois soit réalisable?

pessimiste face à l'avenir, qui se considère incompétente lorsqu'il est question de politique et qui est moins politisée. Or, il demeure difficile de faire de la politique avec des gens qui ne se sentent pas concernés par ce type de questions et qui n'entretiennent que peu d'opinions concernant les enjeux politiques. De plus, il s'agit d'une tranche de la population qui est facilement influençable lorsque l'on implique des arguments de peur. Finalement, si les idées de Mario Dumont ne rallient pas une majorité d'électeurs, cette formation politique devra faire attention de s'appuyer sur cette portion de la population puisqu'elle a tendance à adopter l'opinion de la majorité.

2.6.1 Qui vote pour l'Action démocratique du Québec

Dans un excellent article portant sur *L'énigme de Québec*, les auteurs Paul Villeneuve, Yvon Jodoin et Marius Thériault se sont penchés directement sur le cas de la ville de Québec pour comprendre cette propension à voter à droite. Ils nous démontrent cette relation tumultueuse entre la ville centre et ses banlieues. Leur analyse est intéressante dans le cadre d'un travail portant sur l'Action démocratique du Québec puisqu'elle explique le lien entre la façon de voter de la ville centre et celle de ses banlieues. De cette manière, en reprenant les écrits d'Alan Walks, professeur de géographie à l'Université de Toronto, on pourrait émettre l'hypothèse que les électeurs vivant en dehors des grands centres urbains voteront pour l'ADQ lors des prochaines élections. En effet, Walks fait la démonstration que les banlieusards ont tendance à voter à droite alors que les urbains ont tendance à voter à gauche, et ce, pour une majorité de grandes villes canadiennes⁷⁰. Il suffit de voir les percées de l'ADQ lors des élections de 2007 pour confirmer cette hypothèse.⁷¹ L'Action démocratique du Québec a fait élire ses premiers députés dans les régions éloignées du Québec, notamment en Beauce et dans le Bas-Saint-Laurent. Lors de l'élection de 2007, le phénomène adéquiste s'est étendu jusqu'à la Montérégie, sans jamais atteindre l'île de Montréal. Ainsi, pour le cas particulier du Québec et de l'ADQ, les électeurs les plus susceptibles d'être tentés par l'approche adéquiste se retrouvent dans la tranche d'âge des 25-

⁷⁰ R. Alan Walks, « The Causes of City- Suburban Political Polarization? A Canadian Case Study », *Annals of the Association of American Geographers*, 2006, vol. 96, no. 2, p. 390.

⁷¹ Paul Villeneuve, « L'énigme de Québec ... ou de ses banlieues : une analyse de géographie électorale ». *Cahiers de géographie du Québec*, décembre 2007, vol. 51, no. 144, p. 381.

40 (18-34 selon le recensement), ou si vous préférez, ceux que l'on appelle la génération X⁷². Parlant des X, un phénomène particulièrement révélateur est le désir de cette génération de prendre sa place sur l'échiquier politique; Mario Dumont faisant partie de cette catégorie, mais aussi Barack Obama nouveau président américain.

2.6.2 L'électeur type de l'ADQ

C'est ainsi que différents auteurs, notamment Simon Langlois, sociologue de l'Université Laval, se sont penchés sur ce qui pourrait être l'électorat visé par le programme de l'ADQ. Pour ce faire, Langlois a repris un sondage BBM pour le compte de CHOI FM, radio reconnue pour son franc-parler et son langage cru. Cette radio est devenue le porte-étendard de la génération X, en mettant l'accent sur un discours très critique des institutions, de la politique, de la génération des baby-boomers, du syndicalisme et de tout ce qui exerce une forme de contrôle, notamment le CRTC. Bref, cette radio a su mobiliser un auditoire qui pendant longtemps était passé sous silence. Ce qui fait le lien avec l'ADQ, c'est bien évidemment le public ciblé par la radio. Cette station était surtout écoutée par des jeunes de 18-34 ans, détenant un diplôme collégial ou universitaire, comme quoi, il s'agit d'un auditoire assez scolarisé et de classe moyenne. Cette tranche de la population est plus scolarisée que l'électorat adéquiste type puisqu'il s'agit de l'auditoire provenant de la ville de Québec.⁷³ C'est en partie grâce à cette analyse que Langlois a tenté de mettre le doigt sur l'électorat de l'ADQ. On peut donc affirmer de façon certaine que l'électeur type adéquiste a entre 18 et 34 ans, est francophone et appartient à ce que les sociologues américains appellent la « Lower Middle Class », ou si vous préférez, la partie précaire de la classe moyenne. Cependant, il ne faut pas appliquer l'analyse de Langlois aux autres régions du Québec puisqu'il s'agit de l'électorat ouvert aux idées de l'ADQ dans la région de la Capitale nationale.

⁷² Les auteurs s'entendent généralement pour dire que la génération X est celle qui est née durant la Révolution tranquille soit entre 1960 et 1979. Pour ce qui est de la génération Baby-boomers, les auteurs s'entendent généralement pour dire qu'il s'agit de la cohorte née entre 1946 et 1959, bref les enfants de l'après-guerre. Dans Jean-Herman Guay, *Avant, Pendant et après le boom. Portrait de la culture politique de trois générations de Québécois*, Sherbrooke : Éditions Les Fous du roi, 1997, p. 14.

Aussi considérer le mémoire d'Elizabeth Kennedy qui fait une excellente recension des écrits sur la génération X Elizabeth Kennedy. « Generational diversity as a catalyst to change » Thèse: Royal Roads University, 113 p.

⁷³ Simon Langlois, « La colère des jeunes hommes de Québec », In *L'annuaire du Québec 2005*, p. 92-96. Montréal : Éditions Fides, 2004.

Du point de vue provincial, les électeurs adéquistes sont reconnus pour leur propension à être hostiles aux deux grands partis (ou selon leur langage, aux deux vieux partis que sont le Parti libéral du Québec et le Parti québécois). Ils sont aussi très critiques envers leurs parents, puisqu'ils ne sont pas en mesure d'obtenir les mêmes conditions sur le marché du travail que ces derniers. L'électeur type se retrouve surtout dans les différentes catégories suivantes : étudiants, chômeurs ou travailleurs détenant un secondaire ou au mieux un diplôme collégial. Différents auteurs, notamment Robert Bernier, posent sensiblement le même diagnostic de l'électeur type adéquiste : « Il recrute traditionnellement sa clientèle auprès des 18 à 29 ans, des 30 à 39 ans et des 40 à 44 ans qui sont sur le marché du travail avec des jeunes familles et l'impression que la fiscalité est trop lourde pour eux et que l'État ne répond pas à des critères d'efficacité dans la livraison de ses services à la population. »⁷⁴ Pour ce qui est de Jean-Marc Léger, à qui l'on demande d'analyser l'élection partielle de 2002 dans Saguenay, il constate que l'électeur qui est plus ouvert aux idées de Mario Dumont se retrouve sensiblement dans les mêmes paramètres élaborés plus haut. « Ceux qui ont tendance à voter pour l'ADQ ne sont pas nécessairement jeunes, mais plutôt de 24 à 55 ans. Surtout, ils ne sont pas aussi à droite que le laisse prévoir la stratégie adéquiste. »⁷⁵

Dans un même ordre d'idées, suivant l'analyse d'un sondage paru après l'élection de 2007, Éric Bélanger et Richard Nadeau nous font une typologie de l'électorat adéquiste. Les résultats confirment sensiblement les explications des précédents auteurs, mais nous permettent de quantifier les résultats. Ainsi, on constate que l'électeur adéquiste provient bel et bien de la génération X puisque les jeunes de 18 à 34 ans ont appuyé ce parti une fois sur trois alors que la tranche 35 à 54 ans a donné son vote une fois sur deux. On confirme, par ce sondage que les francophones sont clairement la clientèle cible puisque plus de 96% des gens qui ont affirmé voter pour l'ADQ se considéraient comme francophones. La scolarité est tout aussi frappante puisque seulement le tiers des sondés qui disaient appuyer l'équipe de Mario Dumont détenaient un diplôme universitaire. De plus, ceux qui détiennent un diplôme universitaire ont appuyé ce parti une fois sur quatre. Ce qui confirme les analyses précédentes

⁷⁴ Robert Bernier, « Les partis politiques québécois et l'exercice de gouverner : partis programmatiques et partis opportunistes », p. 150, In *Droite et démocratie au Québec enjeux et paradoxes*, Coll. « Collection Prisme », Québec : Presses de l'Université Laval, 2007.

⁷⁵ Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, op. cit., p. 250.

expliquant que l'électeur type possédait un diplôme d'études secondaires ou au mieux un diplôme de niveau collégial. Une dernière donnée qui n'avait pas été abordée dans les autres analyses est la pratique religieuse des électeurs de ce parti. En effet, la moitié des répondants accordant leur vote à l'ADQ se disent pratiquants dans une mesure élevée (va à la messe deux fois ou plus par année). Seuls les électeurs du Parti libéral sont plus pratiquants.⁷⁶

2.6.3 Le groupe porteur

Dans un ouvrage portant sur la souveraineté du Québec, les auteurs Gagné et Langlois ont élaboré une catégorisation d'électeurs émise pour représenter ceux qui, à l'époque, portaient le mieux le projet souverainiste. Ce groupe porteur représente près de 46% de la population. Ce groupe contient les francophones de 18 à 54 ans, travailleurs ou étudiants ayant un revenu supérieur à vingt mille dollars (20 000\$)⁷⁷. Aujourd'hui, ce groupe porteur du projet souverainiste tend à laisser de côté le parti porteur du projet, le Parti québécois, au profit de l'Action démocratique du Québec. Ainsi, la difficulté du Parti québécois à se renouveler auprès de la nouvelle génération a permis à l'ADQ d'aller chercher la partie la plus jeune du groupe porteur, surtout les jeunes familles, celles qui sont au centre du public cible visé par le parti de Mario Dumont, ce qui va dans le sens de la thèse du réalignment électoral.

2.6.4 Le public cible

L'Action démocratique du Québec ne se cache pas lorsqu'elle veut préciser quel est son public cible. Dès 1994, elle se fait le porte-étendard des familles et des jeunes. Cependant, l'option constitutionnelle empêche cette formation politique de pénétrer les associations étudiantes reconnues comme étant souverainistes. « La clientèle cible de l'ADQ, ce sont les jeunes. Plus du tiers des candidats aux dernières élections n'avaient pas 30 ans. La moyenne était de 34 ans. Les membres se recrutent surtout parmi les travailleurs indépendants, les jeunes professionnels, les cols blancs ... « Beaucoup de nos succès ont été obtenus dans le « 450 », dit Jacques Hébert, directeur du parti. Masson, Deux-Montagnes,

⁷⁶ Éric Bélanger, *Le comportement électoral des Québécois*, op. cit., p. 67.

⁷⁷ Gilles Gagné, *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2002, p. 29.

Blainville, L'Assomption, La Prairie sont des circonscriptions où se trouvent de jeunes familles de la classe moyenne. »⁷⁸ Ainsi, dès la première élection on voit un public distinct plus ouvert aux ambitions de l'ADQ. Ce public provenant de la même génération que Mario Dumont comprend mieux les demandes de ce nouveau parti. De plus, l'image projetée par ce dernier facilite le lien de confiance entre la base électorale et le chef. « L'image dégagée par le chef de l'ADQ est celle d'un homme proche du peuple qui, maître du *one-liner* ou de la phrase qui accroche, a le verbe haut et les réparties faciles. Il possède un véritable talent naturel pour communiquer avec les gens et on se plaît, depuis les presque débuts, à l'appeler par son prénom. »⁷⁹ Bref, il amène avec lui un renouveau sur la scène politique qui rappelle fortement l'arrivée de Jean Chrétien en politique, surtout lorsque l'on nomme Dumont « le p'tit gars de Cacouna. »

Un autre élément pour comprendre le public cible de l'ADQ se réfère à l'option constitutionnelle qui divise le Québec en deux depuis près de 40 ans. Dans un sondage paru dans *l'Actualité* en avril 2003, Pierre Cayouette fait la démonstration que près de 51% des Québécois, qu'il nomme l'homo electus, sont indécis face à l'option constitutionnelle. C'est ce marché très précis que Mario Dumont veut amener dans son parti. Si l'on place l'ADQ et son autonomisme au centre de l'échiquier fédéraliste/souverainiste, le sondage accorde un 11% assuré à la vision de Mario Dumont. Du côté souverainiste nous sommes en présence d'un 24% qui se considère comme étant souverainiste mou, c'est-à-dire qu'il pourrait être ouvert aux idées de Dumont. Du côté fédéraliste, l'auteur met l'accent sur le problème relevant de la personnalité du chef Jean Charest pour expliquer une sensibilité pour l'équipe de l'ADQ, il calcule qu'un 16% de libéraux pourraient donner leur vote à Mario Dumont⁸⁰. Nous voyons cependant que le problème avec l'option de Dumont sur l'échiquier constitutionnel demeure que les électeurs sont en réaction face aux deux autres options, ce qui ne veut absolument rien dire sur la fidélité qui pourrait en ressortir et qui bénéficierait à ce parti.

⁷⁸ Luc Chartrand, « Quatre ans de solitude », *L'actualité*, vol. 24, no. 6 (15 avril 1999), p. 40.

⁷⁹ Frédéric Boily, *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec, entre populisme et démocratie*, op. cit., p. 113.

⁸⁰ Pierre Cayouette, « Enquête sur l'homo electus », *l'Actualité*, vol. 28, no. 6 (2003), p. 24.

2.6.5 Fonction tribunitienne

Lorsque l'on parle de l'Action démocratique du Québec, on peut facilement reconnaître que ce parti tente de toucher une population qui habituellement ne fait pas partie du discours politique. En ce sens, l'ADQ s'est porté en défenseur des grands oubliés, c'est-à-dire la famille moyenne et les régions. Dans le jargon politique, on appelle ce manque de représentation de la part d'un groupe et repris par un nouveau joueur, la fonction tribunitienne. « Cette fonction repose sur la capacité d'un leader ou d'une formation politique à organiser et défendre des catégories sociales populaires (c'est-à-dire exclues ou se sentant exclues des processus de participation au système politique, comme d'ailleurs du bénéfice du système économique et du système culturel) et à leur donner un sentiment de force et de confiance. Le programme politique proposé et l'action politique menée signifient pour ces plébéiens que leur colère est officiellement représentée par des mandataires qui leur ressemblent et parlent leur langage, mais sous une forme politique articulée. »⁸¹ Clairement, Mario Dumont s'est posé en défenseur de ces deux groupes, la classe moyenne et les régions, délaissés par les gouvernants centrés sur la région montréalaise et les élites. L'exemple des « accommodements raisonnables » et la question entourant l'arrivée massive de nouveaux immigrants vont en ce sens.

2.6.6 La génération X

Pour bien comprendre l'électeur type de l'Action démocratique du Québec, il faut avant tout regarder la génération qui souscrit à ses intérêts. Ici, nous parlons de la génération X. Nous faisons ce constat en le comparant avec la relation étroite qui s'est introduite entre le Parti québécois et la génération des baby-boomers, fidèle aux idées de ce parti. Tout d'abord, il faut rappeler que la génération X est cette génération qui est née durant la Révolution tranquille, mais qui a atteint l'âge adulte durant la grande récession du début des années 1980. Ce faisant, ils n'ont pas été en mesure de s'émanciper de la même manière que les

⁸¹ Yves Surel, « Populisme et démocratie », In *Le retour du populisme*. Coll. « Tour du sujet » Paris : Universalis, 2004, p. 103.

baby-boomers ont pu le faire. À titre d'exemple en 1992, « les jeunes de 15 à 30 ans formaient 27% de la population des 15 ans et plus, mais 38% des chômeurs. »⁸²

De plus, cette génération a atteint l'âge adulte durant les années de débat constitutionnel qui se sont soldées par l'échec de quatre différentes stratégies qui avait pour objectif ou d'insérer le Québec dans le giron constitutionnel ou de faire du Québec un État : le référendum de 1980, l'Accord du Lac Meech, les Accords de Charlottetown et le référendum de 1995. C'est suivant ces échecs politiques que les X n'ont pas cru bon revendiquer au sein de la politique comme la génération précédente l'avait fait. On n'a pas vu de manifestation provenant de la génération X comme celle que l'on a vue lors de mai 1968, ou les grands rassemblements contre la guerre du Viêt Nam. C'est ainsi que le rêve de la génération précédente a eu une mauvaise influence sur les choix politiques de cette génération plutôt amère, cynique et indifférente envers la politique, et ce, malgré le fait qu'elle soit beaucoup plus scolarisée que la précédente. Les difficultés à percer le marché du travail peuvent expliquer pourquoi il s'agit d'une génération qui vit dans le présent et non dans le futur. De plus, ce manque de possibilité quant à l'avenir joue clairement sur le fait que cette génération soit beaucoup plus individualiste que les autres. Tous ses effets négatifs créés par le lendemain du boom économique des 30 glorieuses (1945-1975) ont créé un sentiment d'amertume pour cette génération.

« La personnalité politique des plus jeunes (entendre la génération X) s'appuie au contraire sur une synthèse déficitaire : un nombre restreint d'individus appauvris, une croissance anémique de la richesse nationale, un endettement et un engorgement d'un État qui semble incapable et impotent et, finalement, une absence d'évènements mobilisateurs. Ces éléments de base ont tendance à produire une culture de l'indifférence, du désengagement, une absence de leaders charismatiques, bref, une personnalité générationnelle franchement différente. La force d'une génération – son caractère décisif – se mesure donc par sa capacité à se démarquer des générations précédentes et à inculquer ses valeurs et ses attitudes aux générations subséquentes. »⁸³

⁸² Jean-Herman Guay, *Avant, Pendant et après le boom. Portrait de la culture politique de trois générations de Québécois*, *op. cit.*, p. 98.

⁸³ *Ibid.*, p. 31.

Mario Dumont se retrouve donc en présence d'un électorat qui pourrait lui être fidèle, mais qui n'a aucune solidarité de génération pour pouvoir prendre sa place sur la scène politique. Ainsi, en ayant des partisans qui sont cyniques envers la politique, bâtir un parti avec cette population devient un objectif laborieux. Aussi, un fait important à mentionner, la génération X est une cohorte plus petite que celle des baby-boomers, toujours fidèles au PQ⁸⁴.

2.7 Le référendum de 1995

Le coup de maître de Mario Dumont qui a assuré la visibilité et la survie de ce jeune parti demeure le référendum de 1995. Tout le processus devant mener à la souveraineté du Québec lui donne une visibilité qu'aucun nouveau parti n'avait été en mesure d'avoir moins d'un an après sa création. Dès lors, il peut influencer le camp du Oui et faire la promotion de sa troisième voie, un partenariat économique avec le reste du Canada qui ne demande pas nécessairement une souveraineté pleine et entière comme le veut l'équipe de Jacques Parizeau. L'influence que peut exercer l'équipe de Dumont sur le référendum est assez impressionnante, en commençant par la question référendaire elle-même. Sachant que la coalition du Oui a absolument besoin du vote des membres de l'ADQ et de l'appui de Mario Dumont, il réussit à intégrer le partenariat avec le reste du Canada au sein de la question. La place des adéquistes dans les différentes consultations régionales et le budget qui lui est accordé sont autant de rampes de lancement pour ce nouveau parti qui bénéficie d'une place médiatique fort importante et sans précédent pour une formation si jeune. Cependant, la discorde au sein du parti concernant l'adhésion au camp du Oui amène la démission de plusieurs gros joueurs notamment la présidente Ritha Cossette. De plus, l'arrivée de Lucien Bouchard comme négociateur en chef du camp du Oui et l'aura qui entoure le personnage fait en sorte que l'étoile de Mario Dumont va être complètement éclipsée par ce nouveau joueur. Les quatre prochaines années vont être très difficiles notamment après le saut en politique provinciale de ce même Bouchard devenu premier ministre à la suite de la démission de Jacques Parizeau au lendemain de la défaite référendaire.

⁸⁴ Le nombre moyen de naissance durant les années 1946-1960 se maintint dans les 125 000 alors que pour les années 1965-1980, la moyenne se situe en dessous des 100 000 naissances annuelles. Institut de la statistique Québec. *Naissances et taux de natalité, Québec, 1900-2009* [En ligne] http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/naisn_deces/naissance/401.htm (page consultée le 17 juin 2010).

2.8 L'élection de 1998

Malgré le fait que le parti de Mario Dumont parvient presque à doubler les appuis de son parti, avec 11,6% des votes pour l'ensemble du Québec, on voit que l'arrivée de Lucien Bouchard à la tête du gouvernement du Parti québécois fait mal à l'ADQ. Se positionnant plus à droite sur l'échiquier politique et en règlementant le déficit zéro, le Parti québécois vient clairement jouer sur le terrain adéquiste. Il faut cependant rappeler que l'ADQ aurait sensiblement reçu le même nombre d'appuis en 1994 s'il avait présenté des candidats dans chaque circonscription, ce qu'il a fait en 1998. De mouvance à droite et affichée (il n'hésite pas à dire que son modèle est Mike Harris premier ministre ontarien de l'époque lorsque vient le temps de redresser les dépenses publiques) Mario Dumont demeure le seul adéquiste élu. Avec 45% des voix dans Rivière-du-Loup, l'ADQ démontre malheureusement qu'il s'agit du parti d'un seul homme. Fait révélateur, c'est durant l'élection de 1998 que le parti fait une demande assez particulière en ce sens : elle demande de changer le nom de l'Action démocratique du Québec pour y rajouter « équipe Mario Dumont ». De plus, pour la première fois, Mario Dumont participe au débat des chefs, soirée qui sera grandement payante pour lui.⁸⁵ Malgré la stagnation du parti en terme de pourcentage de vote, plusieurs circonscriptions augmentent de façon significative leur appui, et ce, malgré l'ombre qu'a pu faire la défaite du référendum et l'arrivée de Lucien Bouchard comme premier ministre.

⁸⁵ Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, op. cit., p. 214.

Tableau 2.2
L'élection de 1998, les principales circonscriptions votant pour l'ADQ⁸⁶

Circonscription	VOT98	PLQ98	PQ98	ADQ98	% ADQ
Rivière-du-Loup	24622	6310	6664	11008	45%
Shefford	38716	14335	14049	9339	24%
L'Assomption	41314	10326	21071	8941	22%
Deux-Montagnes	34177	11043	15388	6947	20%
Mirabel	25827	6526	13251	5241	20%
Blainville	35122	9719	17692	7102	20%
Chutes-de-la-Chaudière	37193	10937	18552	6874	18%
Vanier	38381	14020	16615	6929	18%
Masson	27637	4453	17529	4914	18%
La Prairie	39332	12679	19220	6864	17%
Chauveau	37022	14002	15677	6287	17%
Iberville	33898	11654	15890	5727	17%
Lapeltrie	39390	14019	17740	6653	17%
Viau	30810	20953	907	5174	17%
Terrebonne	36196	8195	21252	6077	17%
Total Québec	4115163	1771858	1744240	480636	12%

Concernant les autres circonscriptions, certaines méritent une attention particulière, c'est le cas de Shefford qui voit le candidat adéquiste tripler ses appuis par rapport à l'élection précédente. Un élément révélateur de cette élection demeure le fait que pas moins de 35 circonscriptions ont appuyé le parti par plus de 5000 votes ce qui constitue un contraste remarquable avec 1994 puisque seulement 8 circonscriptions avaient réussi pareil exploit. Tel que l'on peut l'observer au tableau 2.2, pas moins de 15 circonscriptions réussissent à dépasser 17% au niveau de la circonscription, ce qui constitue un exploit pour une seconde élection générale. En plus, 42 circonscriptions dépassent les 14% des voix à l'Action démocratique du Québec, ce qui est fort considérable comparativement aux 13 circonscriptions de 1994 qui avaient fait de même. Cependant, nous sommes encore clairement dans un bipartisme libéral/péquiste puisqu'une seule autre circonscription a été en mesure d'aller chercher la deuxième position, Viau, mais à cause du désistement du candidat péquiste. Les autres candidats adéquistes terminant toujours troisièmes au chapitre des

⁸⁶ Directeur général des élections, 1999. *Rapport des résultats officiels du scrutin élections générales du 30 novembre 1998, élection dans la circonscription de Masson le 14 décembre 1998 : élections 98 : [élections 98]*, Québec : Le directeur général des élections du Québec, 987 p.

circonscriptions. Déjà avec l'élection de 1998, on voit que le parti de Mario Dumont perce les circonscriptions de la banlieue nord et sud de Montréal. Ainsi, Blainville, Deux-Montagnes, Iberville, La Prairie et Terrebonne vont chercher des résultats supérieurs à 17% des voix pour cette formation politique. Ce que Mario Dumont retient de cette élection c'est que son parti a progressé en tant que parti et que selon la logique, il devrait être en mesure d'avoir d'autres députés avec lui lors de la prochaine élection.

2.9 L'année 2002

L'année 2002 sera une année de réconfort pour l'ADQ puisqu'elle mettra fin à une traversée du désert en solitaire de plus de sept ans, lorsque Mario Dumont accueillera le deuxième député adéquiste dans le cadre d'une élection partielle. Ainsi, François Corriveau devient le deuxième candidat adéquiste à faire son entrée à l'Assemblée nationale lors d'une élection partielle dans Saguenay, le 15 avril 2002, avec pas moins de 48% des voix. Plusieurs démissions péquistes forcent le gouvernement de Bernard Landry à procéder à d'autres élections partielles. Le 17 juin 2002, l'ADQ remporte 3 des 4 circonscriptions et n'est qu'à deux pourcents de rafler la quatrième. Ainsi, Berthier, Joliette et Vimont passent à l'Action démocratique du Québec qui se retrouve désormais avec 5 députés à l'Assemblée nationale. L'été 2002 sera l'été de tous les espoirs pour cette formation politique qui est première dans les intentions de vote avec 42,5% d'appuis. Déjà en 2002, on voyait planer l'hypothèse d'un futur gouvernement adéquiste en constatant la chute de popularité dans les sondages du chef péquiste. Surtout, les électeurs étaient lassés par 8 années de gouvernement péquiste et ne se retrouvaient pas dans la personnalité du chef libéral Jean Charest, directement parachuté du Parti conservateur du Canada. Le tableau 2.3 démontre la montée fulgurante de ce parti dans les intentions de vote passant de 13,2% au début février 2002 pour se maintenir à plus de 40% pendant la période estivale de 2002. De juin 2002 à la fin novembre 2002, il ne baisse pratiquement jamais en dessous de la barre du 35%, ce qui demeure un exploit pour un parti considéré comme tiers parti. Il faut toutefois admettre qu'il s'agit encore d'un vote contestataire et que nous sommes encore loin d'une identification partisane adéquiste. Déjà, certains commentateurs politiques commencent à parler d'un possible réaligement électoral.

Cependant, une fois cette onde de popularité passée, l'ADQ a commencé à être scruté à la loupe par ses adversaires politiques et par les journalistes. Ce faisant, le discours qu'il a prononcé à Toronto a été en quelque sorte mal perçu dans la population, voyant un rapprochement avec les anglophones au détriment des volontés québécoises. Ce passage obligé par les chefs de parti devant l'élite financière torontoise a permis de voir un côté plus fédéraliste et surtout un agenda clairement de droite qui a simplement été mal reçu au Québec, mais fort respecté dans le reste du Canada. Dumont montrant ainsi un autre visage de sa vision du Québec.⁸⁷ Cette attention accordée à Mario Dumont peut cependant être perçue comme une avancée pour ce jeune parti politique. L'élément déclencheur de la fin de la montée de l'ADQ demeure toutefois l'affaire Snyder. En tant que responsable du recrutement des futurs candidats adéquistes et avec leur slogan « Mario lave plus blanc », Snyder faisait de l'intégrité des candidats la priorité du parti. Or ce même Snyder avait omis de mentionner à son chef qu'il avait été condamné pour vol qualifié d'un dépanneur alors qu'il n'avait que 18 ans. Ce moment fort freine la montée de l'ADQ qui voit désormais ses appuis redescendre et les candidats de qualité faire marche arrière.⁸⁸ On peut donc dire que la soudaine popularité de ce parti à quelques votes d'un gouvernement majoritaire a été abrupement interrompue lorsque ses adversaires ont commencé à le prendre au sérieux. La preuve criante que les électeurs considéraient l'option de l'équipe de Mario Dumont comme un vote contestataire et non comme une identification partisane fidèle pour l'ADQ sera clairement démontrée par l'élection de 2003.

⁸⁷ Michel C. Auger, « Mario Dumont, l'étoile montante », *Le Point* (Montréal), 6 décembre 2002, p. 308.

⁸⁸ Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, op. cit., p. 287-294.

Tableau 2.3
Les sondages de 2002

Année	Sondeur et date	%PL	%PQ	%ADQ	Année	Sondeur et date	%PL	%PQ	%ADQ
2002	LÉGER 5 fév 2002	42	39	13	2002	CROP 6 oct 2002	31	27	41
2002	LÉGER 18 fév 2002	45	37	14	2002	LÉGER 13 oct 2002	32	27	37
2002	CROP 21 fév 2002	44	31	24	2002	CROP 15 oct 2002	31	27	40
2002	CROP 24 mars 2002	44	33	21	2002	CROP 27 oct 2002	35	28	35
2002	CROP 7 avril 2002	43	32	23	2002	LÉGER 24 nov 2002	35	31	32
2002	CROP 28 avril 2002	39	32	28	2002	CROP 25 nov 2002	35	27	38
2002	SOM 9 mai 2002	36	27	34	2002	SOM 27 nov 2002	33	24	41
2002	SOM 22 mai 2002	32	25	39	2002	LÉGER 9 déc 2002	36	29	33
2002	CROP 26 mai 2002	38	25	36	2002	CROP 18 déc 2002	35	33	32
2002	LÉGER 27 mai 2002	31	26	35	2003	CROP 25 jan 2003	37	32	30
2002	EKOS 29 mai 2002	36	32	30	2003	LÉGER 27 jan 2003	36	31	29
2002	CROP 26 juin 2002	31	25	43	2003	CROP 13 fév 2003	31	34	34
2002	LÉGER août 2002	30	29	35	2003	CROP 24 fév 2003	31	38	30
2002	SOM 22 août 2002	35	20	42	2003	LÉGER 3 mars 2003	36	37	25
2002	CROP 26 août 2002	36	26	37	2003	SOM 6 mars 2003	31	34	31
2002	CROP 30 août 2002	31	28	40	2003	CROP 11 mars 2003	33	43	24
2002	LÉGER 1 sep 2002	29	25	41	2003	LÉGER 11 mars 2003	37	37	23

Tableau 2.4
Le vote adéquat de la Capitale nationale et du Québec tranquille⁸⁹

Circonscription	VOT03	PLQ03	PQ03	ADQ03	% ADQ
Rivière-du-Loup	23710	5585	4155	13452	57%
Beauce-Nord	29160	11104	4160	13275	46%
Beauce-Sud	32689	14170	5115	12852	39%
Chutes-de-la-Chaudière	38382	12601	10007	14759	38%
Lotbinière	25724	8773	6502	9522	37%
Montmagny-L'Islet	23395	9518	4863	8513	36%
Chauveau	37284	14774	8506	12555	34%
Lapeltre	40054	16462	8711	13421	34%
Bellechasse	25925	9658	7084	8507	33%
Montmorency	37664	13708	11226	11821	31%
Vanier	38212	16182	9385	11646	30%
Lévis	37077	12891	12485	10670	29%
Charlesbourg	38921	17169	9741	10936	28%
Frontenac	26063	11251	7281	6888	26%
Kamouraska-Témiscouata	24859	11266	6326	6504	26%
Jean-Lesage	35547	15547	9408	8912	25%
Louis-Hébert	40573	17938	11668	9505	23%
Nicolet-Yamaska	26568	8927	10783	5899	22%
Johnson	30534	10700	12232	6612	22%
Mégantic-Compton	23899	11135	7347	4901	21%
Taschereau	33656	11240	12930	6537	19%
Richmond	26241	14767	6149	4899	19%
Charlevoix	23492	8758	10131	3998	17%
Jean-Talon	34160	15475	11999	5149	15%
Total Québec	3866248	1755863	1269183	694122	18%

2.10 L'élection de 2003

Suivant cette montée ahurissante dans les sondages à l'été 2002, tout laissait croire que le parti de Mario Dumont allait réussir à déloger un des deux partis pour prendre le contrôle de l'opposition officielle ou prendre simplement le gouvernement, et ce, de façon majoritaire. Si l'on dit que six mois en politique constituent une éternité, l'ADQ sait de quoi il s'agit. En l'espace de 10 mois, il a vu ses intentions de vote passer de 42,5% à 18%, pourcentage qu'il a reçu lors de l'élection du 14 avril 2003. De plus, son parti qui avait

⁸⁹ Directeur général des élections, 2003. *Élection 2003 : Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 14 avril 2003, nouvelle élection du 20 mai 2003 dans la circonscription de Champlain*, Québec : Le directeur général des élections du Québec, 918 p.

récolté pas moins de 4 des 5 députés lors des dernières élections partielles n'est pas en mesure de garder ses acquis, perdant dans chacune de ces nouvelles circonscriptions adéquistes. Malgré tout, Mario Dumont se retrouve tout de même avec trois nouveaux députés, des inconnus pour la plupart. Ainsi, en l'espace de six mois, l'ADQ recule en nombre de députés, mais augmente son nombre de votes pour passer tout près de la barrière des 700 000. Cette élection permettra à Mario Dumont de constater les forces et faiblesses de son parti et de comprendre l'ampleur du travail de chef dans un parti de plus en plus contesté.

Si l'on reprend de façon plus précise les résultats de l'élection de 2003, on constate cependant une nette amélioration par rapport à 1998. L'ADQ progresse ainsi dans la majorité des circonscriptions où le vote adéquiste est supérieur à celui de 1998. Pour la première fois depuis 1976, un tiers parti⁹⁰ réussit à déclasser ses deux grands rivaux en reléguant le Parti libéral ou le Parti québécois en troisième position dans pas moins d'une quinzaine de circonscriptions. La troisième voie de l'ADQ commence à être prise aux sérieux. On commence à voir les circonscriptions qui demeurent favorables aux idées de l'ADQ d'élection en élection. On parle ici du Québec tranquille⁹¹ pour employer les termes de Pierre Drouilly, mais aussi les circonscriptions de la Capitale nationale qui ont voté dans une plus grande proportion pour le parti de Mario Dumont. Si l'on reprend le tableau 2.4, on constate que dans les 24 circonscriptions de la capitale provinciale⁹² et du Québec tranquille, la majorité des circonscriptions sont au dessus de la moyenne provinciale, ce qui démontre un terreau fertile pour l'Action démocratique du Québec. Seul Jean-Talon et Charlevoix ont fait moins bien que le 18% au total du Québec. Ce qui est révélateur c'est que l'ADQ est allée chercher près du tiers de ses appuis dans ces 24 circonscriptions. Le tableau 2.4 nous démontre clairement que ces circonscriptions de la Capitale nationale et du long du Saint-Laurent sont bel et bien en train de passer aux mains des adéquistes. On peut donc constater que dès 2003 deux parties distinctes du Québec sont favorables aux idées de l'ADQ. Pour

⁹⁰ On considère comme tiers parti un parti politique qui n'a jamais exercé le pouvoir. Nous empruntons cette définition d'Éric Bélanger, *Le comportement électoral des Québécois. op. cit.*, p. 43.

⁹¹ Pierre Drouilly. « Qui a voté quoi, où et pourquoi? ». In *L'annuaire du Québec 2004*. Montréal : Fides, p. 598-618. « Depuis quelques années déjà, nous avons identifié une région du Québec que nous avons appelée le « Québec tranquille » : il s'agit d'un sous-ensemble de 12 circonscriptions le long du Saint-Laurent qui ont une plus grande réticence face au projet souverainiste et aux idées du Parti québécois. Il s'agit des circonscriptions Beauce-Nord, Beauce-Sud, Bellechasse, Frontenac, Johnson, Kamouraska,-Témiscouata, Lotbinière, Mégantic-Compton, Montmagny-L'Islet, Nicolet-Yamaska, Richmond et Rivière-du-Loup, qui sont francophones à 98%. »

⁹² Chauveau, Charlesbourg, Charlevoix, Chutes-de-la-Chaudière, Jean-Lesage, Jean-Talon, La Peltrie, Lévis, Louis-Hébert, Montmorency, Taschereau, Vanier, selon la classification des circonscriptions de Pierre Drouilly

garantir un réalignement en leur faveur, l'équipe de Mario Dumont devra assurer ses gains dans ces circonscriptions lors des prochaines élections, pour confirmer sa base partisane et pour mieux cerner son électorat.

On peut donc voir que malgré l'élection de 4 députés, l'ADQ est bien en selle pour empocher 24 circonscriptions au total dans un avenir rapproché. Il faut rappeler que le système britannique uninominal à un tour désavantage fortement ce parti puisqu'il a 18% des voix, mais seulement 4 circonscriptions, ce qui représente seulement 3,2% des députés de l'Assemblée nationale. Il est important de rappeler que l'ADQ est le seul parti à avoir obtenu des gains dans l'ensemble du Québec par rapport à l'élection de 1998. Le taux de participations étant à 70% contrairement à 78% pour 1998, il devient facile de comprendre que les partisans des deux grands partis se sont abstenus de voter. Pierre Drouilly fait aussi remarquer que l'ADQ a fait des gains face au PQ dans les circonscriptions touchées par les fusions municipales.⁹³ La question des fusions municipales viendra hanter le gouvernement Charest lors de l'élection de 2007 où l'on voit clairement comment une circonscription comme Marguerite d'Youville a changé d'allégeance politique strictement sur cette question. Elle passe du PQ au PLQ en 2003 et ensuite du PLQ à l'ADQ en 2007 suite aux problèmes administratifs reliés aux défusions.

2.11 Pour un Québec lucide

L'année 2005 est marquée par le retour dans la sphère publique de Lucien Bouchard qui vient de signer le *Manifeste pour un Québec lucide*. Essentiellement, les signataires du manifeste mettent en garde la population québécoise face aux conséquences de la dénatalité et face à de nouveaux acteurs sur la scène mondiale. « Le Québec s'apprête à vivre le déclin démographique le plus rapide de tous les pays industrialisés. D'autre part, il subit déjà la concurrence féroce de la part des pays asiatiques, au premier chef de la Chine et de l'Inde. »⁹⁴ Leur constat est que si nous maintenons le *statu quo* nous allons directement vers la dérive économique. Le parallèle particulier à faire avec l'Action démocratique du Québec repose sur les solutions apportées par le groupe, qui ressemblent de façon assez surprenante aux

⁹³ Pierre Drouilly, « Qui a voté quoi, où et pourquoi? », *op. cit.*, p. 611-612.

⁹⁴ *Manifeste pour un Québec lucide* reproduit dans Luc Godbout, *Agir maintenant pour le Québec de demain Des réflexions pour passer des manifestes aux actes*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 230.

propositions de ce parti politique. Le manifeste parle de dégel des frais de scolarité, de l'allègement du fardeau de la dette publique et d'une hausse des tarifs d'électricité. Pourtant, aucun des membres du collectif ne veut être associé à l'équipe de Mario Dumont, démontrant jusqu'à un certain point comment cette formation politique est perçue par les élites intellectuelles du Québec. Parlant de cet épisode Mario Dumont ajoute : « L'ADQ a raison sur tous les points, mais comme c'est une gang de *losers*, on ne veut pas s'identifier à eux. »⁹⁵ Ainsi, malgré de belles promesses à l'été 2002, l'ADQ demeure en quelque sorte la risée des partis politiques provinciaux, un parti qui est dans l'arène politique, mais avec qui on ne veut pas être associé.

2.12 Les médias autour de l'élection de 2007

Depuis l'onde de choc de 2002, l'équipe de Mario Dumont est de plus en plus respectée par ses adversaires politiques et prend beaucoup plus de place dans les médias québécois. De fait lors de l'année 2007, Influence communication, une firme qui calcule le poids médiatique, fait la démonstration que l'ADQ lors de l'élection de 2007 a grandement occupé le paysage médiatique, surtout celui télévisuel, allant chercher une plus grande part de marché que ses deux adversaires politiques. Ainsi, ils ont été en mesure d'aller chercher pas moins de 29% du temps d'antenne alloué à la politique provinciale. De plus, ils sont nettement premiers pour leur apparition à la télévision avec près de 34% de temps d'antenne comparativement à 29% pour le Parti libéral du Québec et à 31% pour le Parti québécois⁹⁶. C'est donc dire que dans les médias, l'ADQ n'est déjà plus considéré comme un tiers parti. Cependant, l'analyse d'Influence communication prend l'année complète alors que l'élection a eu lieu au mois de mars 2007. Si l'on analyse 2006, nous constatons que le poids médiatique des partis politiques québécois est mis au rancart face aux partis politiques fédéraux en année de campagne électorale. On peut donc dire que l'élection de 2007 a été bénéfique sur le plan médiatique pour l'ADQ, surtout dans sa manière de gérer le conflit des accommodements raisonnables.

⁹⁵ Denis Lessard, *L'instinct Dumont*, op. cit., p. 371.

⁹⁶ Influence Communication, *État de la nouvelle Bilan 2007 Québec* [En ligne] <http://www.influencecommunication.ca/fr/bilan-qc-2007.html> (page consultée le 27 octobre 2009) p. 16.

2.13 Les accommodements raisonnables

Pour être en mesure de bien comprendre l'enjeu de la campagne provinciale de 2007, il faut avant tout cerner ce qu'est un accommodement raisonnable. Le terme juridique de l'accommodement raisonnable « Pour désigner les mesures d'assouplissement ou les arrangements visant à contrer la discrimination directe ou indirecte liée à certaines différences personnelles protégées par le droit. »⁹⁷ L'accommodement le plus célèbre et celui qui a été vivement critiqué dans les journaux demeure le cas du Kirpan, un accommodement permettant aux religieux Sikhs de porter un couteau rituel à leur taille. La Cour Suprême a statué que les Sikhs avaient le droit d'avoir ce signe religieux, et ce, même s'il s'agit en fait d'un couteau. Certaines restrictions sont cependant demandées pour le port du couteau notamment qu'il doit être caché et qu'il doit toujours être dans son étui.⁹⁸ Suivant ce verdict de la Cour Suprême, plusieurs cas sont recensés dans les journaux pour démontrer que la liberté religieuse prend une place beaucoup trop grande.

Or, mis à part le cas du Kirpan, les autres accommodements religieux sont accordés par des citoyens qui ne comprennent pas nécessairement le concept juridique et qui ne veulent surtout pas passer pour racistes. Comme le mentionne Marie McAndrew de la chaire en relations ethniques de l'Université de Montréal, le véritable problème de l'accommodement raisonnable est qu'« on possède des balises entourant l'accommodement raisonnable, mais les gens sur le terrain ont été laissés à eux-mêmes et ont adopté des ajustements déraisonnables »⁹⁹. Ce faisant chaque dépassement est répertorié dans les journaux, faisant grandir une controverse qui n'en est pas une. C'est de cette manière que les vitres givrées du YMCA à la demande des juifs hassidiques pour ne pas voir les femmes faisant de l'exercice ont été accordées par le directeur du centre. Plus tard dans l'année, un fait divers concernant la prière dans une cabane à sucre a soulevé le même tollé. Le gouvernement Charest met donc sur pied une commission d'enquête sur les accommodements religieux pour faire la lumière sur les dépassements récemment produits.

⁹⁷ Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, Document de consultation, [En ligne] <http://www.accommodements.qc.ca/documentation/document-consultation.pdf> (page consultée le 29 octobre 2009).

⁹⁸ Maryse Potvin, *Crise des accommodements raisonnables : Une fiction médiatique?*, Montréal : Athéna Éditions, 2008, p. 117.

⁹⁹ Caroline Roy, « La classe politique n'a pas fait ses devoirs » In *Le Journal de Montréal* (Montréal), 18 janvier 2007, p. 2.

Cette commission est lancée le 8 février 2007, une dizaine de jours après que le conseil municipal de la ville de Hérouxville adopte un code de conduite aux nouveaux immigrants arrivant dans leur ville, qui n'est plus disponible sur leur site Internet, et qui stipule notamment que l'on n'a pas le droit de lapider une femme. Bref, le dossier des accommodements raisonnables est un sujet chaud, exploité de façon virulente dans les médias et qui divise la population.

Toujours en reprenant les statistiques de la firme Influence Communication, on se rend vite compte que le sujet primordial de l'année 2007 est le dossier des accommodements raisonnables. Concernant la campagne électorale, ce sujet controversé représente un poids médiatique supérieur à 4% durant la campagne électorale et se classe quatrième derrière le débat constitutionnel, le débat des chefs et les sondages. Déjà on voit clairement que le débat sur les accommodements raisonnables sera un tournant à considérer durant cette élection. De plus, Influence communication fait la démonstration que le sondage du *Journal de Montréal*, paru au mois de janvier 2007, et qui démontre que le québécois moyen est raciste a été considéré comme le 7ième principal événement marquant de l'actualité pour l'année 2007 avec un poids médiatique 4,8 % derrière les événements tragiques de Virginia Tech et la démission d'André Boisclair.¹⁰⁰ Fait intéressant à remarquer, les résultats du sondage du *Journal de Montréal* ont été traités durant plus de 7 jours, alimentant de cette manière la controverse, alors que les résultats de sondages n'ont qu'une durée de vie moyenne d'une ou deux journées habituellement.¹⁰¹

Le sujet des accommodements raisonnables permet à l'ADQ de clairement se distancier des autres formations politiques. Voyant une baisse dans les appuis allant au Parti québécois, le 21 février 2007, Jean Charest lance le Québec en élections. Le jour même du lancement des élections générales devant avoir lieu le 26 mars 2007, Dumont, avec le sens du spectacle, met l'accent sur le fait que le rapport de la Commission Bouchard-Taylor sera tabletté par le gouvernement¹⁰². En ce sens, il rappelle que le gouvernement Charest a mis au

¹⁰⁰ Influence Communication, *État de la nouvelle Bilan 2007 Québec*, op. cit., p. 13.

¹⁰¹ Maryse Potvin, *Crise des accommodements raisonnables : Une fiction médiatique?*, op. cit., p. 250.

¹⁰² Kathleen Lévesque, « Mario attaché le grelot des accommodements raisonnables », *Le Devoir*, Montréal, 22 février 2007, p. A3.

rancart la réforme électorale, le projet du CHUM et le dossier de la Gaspésia, pour ne nommer que ceux-là. Ce faisant, il place la campagne électorale sur le débat portant sur l'identité québécoise, dossier sur lequel il se démarque de façon magistrale avec un discours populiste. Concernant les récents accommodements raisonnables accordés à certaines minorités, des termes comme « se laisser marcher sur les pieds », « mettre un genou à terre », « mettre ses culottes » feront partie intégrante de la campagne électorale de 2007, plaçant Dumont dans le siège de défenseur des valeurs québécoises¹⁰³. Le message est d'autant plus subtil qu'il renvoie chez deux autres chefs une incapacité à traiter de la question des accommodements raisonnables, laissant le champ libre à l'ADQ sur ce terrain. Pour lui la solution réside dans l'adoption d'une constitution québécoise qui permettrait aux Québécois d'avoir plein pouvoir sur ce qu'il appelle les valeurs communes québécoises.

2.14 L'élection de 2007

C'est sur ce fond de polémique que Jean Charest lance les élections qui auront lieu le 26 mars 2007. Pour bien comprendre le climat qui règne au Québec durant cette période, il est important de rappeler qu'en plus de la commission sur les accommodements religieux, les chefs du PQ et du PLQ sont fortement critiqués. Jean Charest est dans la mire de tout le monde pour un bilan catastrophique qui comprend notamment ses erreurs concernant le financement des écoles juives, le dégel des frais de scolarité qui mène à une grève des étudiants qui durera près de 7 semaines, la privatisation du mont Orford et la promesse non tenue de baisse d'impôt de 1 milliard par année dans un gouvernement libéral. De l'autre côté, André Boisclair qui vient de se faire élire dès le premier tour avec près de 53% des voix à la course à la chefferie du Parti québécois déçoit par une image beaucoup trop montréalaise et doit sans cesse s'expliquer sur sa consommation de cocaïne du passé. Il est important d'ajouter que son homosexualité affirmée a probablement refroidi certains électeurs un peu plus homophobes. C'est dans cette mesure que la porte s'ouvre à l'Action démocratique du Québec qui profitera de cette conjoncture favorable pour devenir l'opposition officielle avec 41 députés et près de 30% des votes exprimés, plongeant l'Assemblée nationale dans son premier gouvernement minoritaire en 100 ans.

¹⁰³ Maryse Potvin, *Crise des accommodements raisonnables : Une fiction médiatique?*, op. cit., p.252.

Tableau 2.5
Les circonscriptions du Québec tranquille et de la Capitale nationale à l'élection de 2007¹⁰⁴

Circonscription	VOT07	PLQ07	% PL	PQ07	%PQ	ADQ07	%ADQ
Beauce-Nord	30757	8056	26%	2392	8%	19127	62%
Lotbinière	26377	5720	22%	4305	16%	15472	59%
Chutes-de-la-Chaudière	41605	7292	18%	7647	18%	24378	59%
Rivière-du-Loup	26336	7390	28%	2821	11%	15276	58%
Beauce-Sud	34395	10283	30%	3578	10%	19361	56%
Chauveau	40067	8849	22%	6680	17%	22013	55%
Montmorency	40602	9124	22%	8171	20%	20796	51%
Vanier	40595	9733	24%	7694	19%	20699	51%
Lapeltre	41550	11171	27%	7033	17%	21055	51%
Bellechasse	26403	9004	34%	3521	13%	12715	48%
Lévis	39664	9925	25%	10101	25%	17388	44%
Charlesbourg	39988	10843	27%	9828	25%	17207	43%
Montmagny-L'Islet	23308	8829	38%	3512	15%	10022	43%
Nicolet-Yamaska	26662	6770	25%	7455	28%	10839	41%
Jean-Lesage	35103	10185	29%	7990	23%	13865	39%
Johnson	32323	7157	22%	11331	35%	11511	36%
Kamouraska- Témiscouata	24957	9826	39%	4804	19%	9074	36%
Frontenac	25681	10440	41%	5264	20%	8831	34%
Louis-Hébert	41977	14410	34%	10429	25%	13594	32%
Mégantic-Compton	24715	8071	33%	7095	29%	7861	32%
Charlevoix	24366	6541	27%	9099	37%	7436	31%
Richmond	26899	11257	42%	5485	20%	8179	30%
Taschereau	33593	7073	21%	12340	37%	9162	27%
Jean-Talon	32958	13732	42%	9859	30%	6056	18%

En allant chercher plus de 1,2 million d'électeurs, l'ADQ devient un joueur fort et redoutable sur la scène politique québécoise. Désormais, ce parti n'a plus de dette et reçoit des contributions du gouvernement qui ont doublé depuis la dernière élection. En plus, il obtient les avantages décernés à l'opposition officielle, ce qui veut dire des rentrées d'argent spécifiques pour la recherche. Cette élection permet donc à l'ADQ de travailler avec les mêmes ressources que les deux autres partis. De plus, le parti de Mario Dumont est le seul à progresser en nombre absolu de votes contrairement aux deux autres partis qui sont sur une pente descendante depuis l'élection de 1998. Pire encore, le Parti québécois n'a pas augmenté

¹⁰⁴ Directeur général des élections, 2007. *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 26 mars 2007*, Québec : Le directeur général des élections du Québec, 995 p.

ses voix depuis l'élection de 1994. Ainsi, il a perdu plus de 600 000 votes en quatre élections, comme quoi le taux de participation joue de façon dramatique sur l'allure qu'aura l'Assemblée nationale. De plus, il faut considérer le financement des partis prévu par la loi électorale puisqu'elle se distingue de deux manières. Tout d'abord, un candidat se fait rembourser 50% de ses dépenses électorales s'il va chercher 15% du vote. Ensuite, le parti reçoit un montant annuel en fonction du nombre d'électeurs inscrits et en fonction de leur pourcentage de voix au total des votes. Par exemple, s'il y a 5 millions d'inscrits à 50 sous, vous vous trouvez devant une somme annuel de 2.5 millions à séparer entre les partis politiques. Or, plus votre pourcentage de vote total sera grand, plus votre part du gâteau sera grande.¹⁰⁵ Ainsi, l'Action démocratique du Québec en allant chercher dans plusieurs circonscriptions le 15% demandés et en s'appuyant sur un plus haut pourcentage de votes se voit nettement avantagée au plan financier.

De façon plus décortiquée, nous savions dès lors que la Capitale nationale et le Québec tranquille était favorable aux idées annoncées par le parti de Mario Dumont. Si l'on se réfère au tableau 2.5, on constate que ce que l'élection de 2003 annonçait se produit. 16 des 24 circonscriptions sont passés aux mains de l'Action démocratique du Québec et les 8 autres ont terminé deuxièmes, reléguant le Parti libéral du Québec et le Parti québécois dans le rôle de tiers parti. Or, la surprise fut celle de voir les circonscriptions des banlieues montréalaises succomber aux idées de ce parti. Ce faisant, l'ADQ venait d'élargir son électorat pour aller chercher les familles. Comme Pierre Drouilly le faisait remarquer, l'ADQ a fait de fortes percées dans les circonscriptions à caractère francophone en allant chercher 38 à 41% des votes chez les francophones de langue maternelle, clientèle habituellement acquise au Parti québécois. Pour la première fois en un peu plus de 30 ans, le Parti québécois n'obtenait pas la majorité du vote francophone. Dans 31 circonscriptions l'ADQ a obtenu un pourcentage de vote supérieur à 39% et dans 9 circonscriptions, l'ADQ a déclassé ses adversaires avec plus de 50% du vote allant même chercher 62% dans Beauce-Nord.

¹⁰⁵ Directeur général des élections [En ligne] <http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/financement-et-dependances-electorales/allocation-versee-aux-partis-politiques.php>, (page consultée le 4 décembre 2009).

Tableau 2.6
Les circonscriptions de la banlieue Nord de Montréal à l'élection de 2007¹⁰⁶

Circonscription	VOT07	PLQ07	PQ07	ADQ07	%ADQ
Mirabel	34709	5520	11691	15241	44%
Masson	43437	6058	15414	18808	43%
Blainville	42795	8109	14184	17731	41%
Terrebonne	42279	6720	15160	17224	41%
L'Assomption	42527	8235	14287	16510	39%
Prévost	41240	7929	15191	15999	39%
Groulx	36705	9898	10513	13630	37%
Deux-Montagnes	34543	8183	11283	12415	36%
Fabre	42371	14615	11224	13407	32%
Vimont	41870	14936	11215	12898	31%
Soulanges	29971	10689	7821	9212	31%
Laval-des-Rapides	33905	11532	10038	9344	28%
Mille-Îles	41645	15978	11159	11330	27%
Vaudreuil	35319	15465	8217	8787	25%
Chomedey	34436	18667	5180	7929	23%

Tableau 2.7
Les circonscriptions de la banlieue Sud de Montréal à l'élection de 2007¹⁰⁷

Circonscription	VOT07	PLQ07	PQ07	ADQ07	%ADQ
Iberville	34427	8390	9262	14365	42%
Saint-Jean	41298	10131	11916	17189	42%
Chambly	47018	11240	13450	18154	39%
Verchères	33801	4751	13811	12495	37%
Marguerite-D'Youville	42325	11401	13015	15536	37%
Vachon	33570	8184	11560	11333	34%
La Prairie	43214	12251	13168	14453	33%
Taillon	40016	9104	14040	12588	31%
Borduas	32613	7010	12529	10123	31%
Richelieu	30397	7275	11411	9413	31%
Châteauguay	41321	15279	11208	12228	30%
Beauharnois	32097	7679	12967	9262	29%
Marie-Victorin	28269	5974	11055	7927	28%
Lapinière	35576	17786	6281	8654	24%
Laporte	32659	13249	8137	7699	24%

¹⁰⁶ Directeur général des élections, *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 26 mars 2007*, op. cit..

¹⁰⁷ *Ibid.*

Concernant le « 450 », les tableaux 2.6 et 2.7, nous permettent de jeter un rapide coup d'œil à l'élection de 2007 et de constater que l'ADQ a raflé 13 des 30 circonscriptions de la banlieue montréalaise, c'est-à-dire : Prévost, Groulx, L'Assomption, Deux-Montagnes, Terrebonne, Mirabel, Blainville et Masson sur la Rive Nord; et Laprairie, Marguerite-d'Youville, Chambly, St-Jean, Iberville, sur la Rive Sud. C'est principalement cette surprise concernant le vote adéquiste en banlieue qui a mis en lumière la thèse d'un réalignement électoral. Ce qu'il est intéressant d'analyser, c'est la différence entre l'élection de 2007 et celle de 2003. Il faut tout d'abord mentionner qu'en 2003, l'ADQ n'a fait élire aucun député dans les 30 circonscriptions de la banlieue montréalaise. Sur les treize nouveaux députés adéquistes, l'ADQ a gagné les 5 circonscriptions de la Rive-Sud de la main des libéraux. Ainsi, Laprairie, Marguerite-d'Youville, Chambly, St-Jean et Iberville avaient tous fait élire des députés libéraux avant de faire confiance aux membres de l'équipe de Mario Dumont. Du côté de la Rive-Nord, mis à part Groulx et l'Assomption, c'est tout le contraire : c'est le Parti québécois qui a perdu ses acquis dans ces circonscriptions de banlieue nord-montréalaise. Ainsi, le Parti québécois a perdu six importantes circonscriptions (Prévost, Deux-Montagnes, Terrebonne, Mirabel, Blainville et Masson) aux mains de l'ADQ. Le fait que le Parti libéral du Québec et le Parti québécois aient perdu sensiblement le même nombre de députés en banlieue démontre le fait que les votes de l'ADQ n'ont pas été soutirés uniquement au Parti québécois.

Un autre élément intéressant en ce qui concerne ces banlieues ayant voté pour l'ADQ, c'est qu'elles font partie principalement de la seconde couronne de banlieue, plutôt favorable au discours de Mario Dumont. Pour bien comprendre la distinction entre les deux couronnes, il faut savoir que la première couronne englobe les villes qui entourent directement l'île de Montréal, c'est-à-dire principalement Longueuil, Brossard, Laval, Châteauguay, Saint-Hubert, Saint-Lambert, Boucherville, etc., surtout développées au début des années 1960 et 1970 et peuplées par les baby-boomers. La seconde couronne de banlieue réunirait plutôt les villes plus éloignées de Montréal, comme Richelieu, Chambly, Mirabel, Verchères, Terrebonne, Blainville, Mascouche, etc., qui sont annexées à la région métropolitaine de recensement de Montréal par l'étalement urbain et qui profitent aux jeunes familles cherchant à se procurer des maisons moins chères. Il faut préciser que, parmi la

première couronne, seul Marguerite-d'Youville, qui inclut Boucherville, a voté pour l'ADQ. Cependant, il faut rappeler que cette circonscription englobe aussi Sainte-Julie, fortement peuplé de jeunes familles, mais aussi de Boucherville, très critique par rapport aux problèmes engendrés par les fusions et défusions des gouvernements précédents. En 2003, alors que le gouvernement péquiste de Bernard Landry exigeait une fusion des principales villes de la Rive-Sud pour faire un grand Longueuil, les citoyens ont décidé de voter pour le Parti libéral, qui promettait un processus de défusion. Or, malgré le fait que le gouvernement libéral ait engendré cette défusion, le problème persiste puisque la ville doit sans cesse se rapporter à la ville centre, Longueuil. Voyant les problèmes que cela a engendrés, notamment dans le cas de l'adoption du budget municipal, les électeurs se tournent vers l'Action démocratique du Québec et font élire le plus jeune député de l'histoire de l'Assemblée nationale. Bien évidemment, le fait d'avoir dans la circonscription l'électeur type aide à faire gagner un député pour son parti, mais parfois, il faut prendre en considération la mise en application de certaines politiques qui aident ou nuisent aux députés sortants. Dans ce cas-ci, la question des fusions et défusions a nui au député libéral sortant.

Finalement, un dernier élément à remarquer dans le cas des treize circonscriptions ayant fait élire un député de l'Action démocratique du Québec, est cette hausse marquée de leur population. En comparant les données du recensement de 1996 et de 2001, on remarque que ce sont ces circonscriptions qui obtiennent la plus grande croissance démographique. En moyenne, les circonscriptions voient leur population augmenter de 6%, ce qui inclut deux exceptions, Blainville et Mirabel, qui atteignent des hausses respectives de 12% et de 11% de leur population. Une seule circonscription voit sa population décroître, Iberville qui perd un pourcent de son électorat. Si l'on se fie aux données du dernier recensement (2006) on constate que l'ADQ perce dans les circonscriptions où l'étalement urbain s'est amplifié au cours des dernières années. C'est en faisant le constat que les couronnes de banlieues sont désormais ouvertes aux idées de l'ADQ que le questionnement légitime d'un possible réaligement doit être vu. Puisqu'il s'agit de la classe moyenne, mais surtout la population la moins âgée de cette classe moyenne, nous pouvons poser comme diagnostic que ces gens peuvent influencer le vote et qu'ils ont trouvé une formation politique qui les écoute, l'ADQ.

Le lien à faire avec l'analyse de Villeneuve¹⁰⁸ est frappant en ce sens que plus vous vous éloignez de la ville vers les régions, plus l'adhésion pour l'Action démocratique du Québec est forte. C'est vrai pour Montréal et Québec, mais aussi pour Hull et Sherbrooke.

2.15 Réalignement des identifications partisans

Pour une quatrième élection consécutive, l'ADQ augmente ses appuis en pourcentage d'électeurs, avec un peu plus de 30% des voix et double pratiquement son nombre d'appuis par rapport à 2003 avec plus de 1.2 million de votants. La logique du prochain gouvernement serait que l'Action démocratique du Québec détienne le pouvoir, et ce, de façon majoritaire. En étant le politicien le plus apte à comprendre les préoccupations des électeurs avec sa fermeté dans le dossier des accommodements raisonnables et en n'ayant derrière lui aucun squelette dans le placard, c'est-à-dire aucun bilan à défendre comme doivent le faire le Parti libéral du Québec et le Parti québécois, Mario Dumont et son équipe ont réussi un tour de force que nous n'avons pas encore vu depuis 1970 au Québec. L'image jeune et crédible du chef a fait que les gens se sont dit « Pourquoi pas? ». C'est de cette manière que l'Action démocratique du Québec est allée chercher l'opposition officielle de l'Assemblée nationale en ce mois de mars 2007. De plus, avec le système de financement des partis politiques, le fait demeure que l'ADQ est désormais riche avec son million d'appuis qui lui permet de renflouer les coffres du parti et donc de leur donner plus de latitude lors d'une éventuelle élection. Comme les Américains le disent « l'argent, c'est le nerf de la guerre ». Nous sommes donc en présence d'une formation politique qui a le vent dans les voiles, d'une montée dans les intentions de vote pour une quatrième élection consécutive, qui prend plus de place à l'Assemblée nationale avec 41 députés et qui est désormais plus à l'aise financièrement.

Cependant, certains faits demeurent et pourraient expliquer un retour à la normale lors de l'élection suivante. Tout d'abord, les anglophones et les allophones demeurent partisans du PLQ, ce qui assure une trentaine de circonscriptions à ce parti, surtout dans la région de l'Outaouais, de l'Estrie et de l'Ouest de Montréal, régions où l'ADQ ne dépasse

¹⁰⁸ Paul Villeneuve et al., « L'énigme de Québec ... ou de ses banlieues : une analyse de géographie électorale », *Cahiers de géographie du Québec*, décembre 2007, vol. 51 no. 144, p. 375-397.

pas les 10% d'appuis. Il est important de rappeler qu'il s'agit d'une tranche représentant près de 20% de la population. En plus, le taux de participation étant très bas, à peine 70% de l'électorat s'est déplacé pour aller voter, l'ADQ s'est donné une avance grâce au mécontentement de la population. Elle n'a pas nécessairement amené une nouvelle cohorte à voter comme l'avait fait le Parti québécois dans les années 1970. Il suffit de rappeler que pour prendre le pouvoir, le Parti québécois a toujours eu besoin d'un taux de participation supérieur à 78% pour s'assurer le vote massif des francophones. Or, l'ADQ joue sensiblement sur le même terrain que le PQ en ce sens qu'il vise clairement les francophones des régions éloignées et les souverainistes mous. C'est donc dire que les souverainistes purs et durs resteront fidèles à un parti qui propose la souveraineté du Québec. Pour ce faire, il sera très difficile de prendre le pouvoir avec un taux de participation si faible. L'île de Montréal est de plus restée fidèle au Parti québécois dans les circonscriptions de l'est. Les baby-boomers de la première couronne de banlieue aussi. Il ne faut pas oublier que le Parti québécois est ce parti poussé par la génération des baby-boomers qui a utilisé ce parti pour prendre sa place dans la société au milieu des années 1970. Il n'est pas dit cependant que cette génération ne passera pas à l'ADQ lors de la prochaine élection, l'influence que les jeunes familles peuvent avoir sur leurs parents est assez forte, considérant que ce sont ces mêmes baby-boomers qui ont encouragé leurs parents à délaisser l'Union nationale pour leur parti, le Parti québécois.

2.15.1 L'identification partisane

Pour que nous puissions parler de réaligement électoral, il faut analyser l'évolution du vote sur plusieurs élections. Si nous prenons le plancher d'élection, un peu de la même manière que l'avait fait Vincent Lemieux en 1970, pour cerner la phase de réaligement, on peut considérer que depuis trois élections l'ADQ a un plancher acquis de 12%, son plus faible taux, qui remonte à l'élection de 1998. Or, la majorité des sondages donne un minimum de 15% à 20% des intentions de vote à cette formation politique depuis le début de l'année 2000. Dès lors, nous pouvons tenir pour acquis que peu importe la conjoncture il y aura toujours entre 15% et 20% de la population québécoise qui donnera son appui à l'Action démocratique du Québec. Il faut rappeler ici que la droite économique a toujours eu un écho dans l'électorat québécois. Il n'est pas nécessaire de rappeler la forte popularité de l'Union

nationale sur la scène provinciale jusqu'à ce qu'elle se perde sa place au dépend du Parti québécois. C'est de cette manière que nous pouvons conclure que peu importe les événements politiques, la conjoncture, les gaffes des députés adéquistes, que l'ADQ peut désormais compter sur une identification partisane représentant près de 15% de la population québécoise.

2.16 Conclusion

Suivant l'analyse de la période 1994-2007, nous pouvons conclure que la province de Québec vit de profonds changements du point de vue idéologique par la mise au rancart du projet constitutionnel et par la montée d'une politique de droite. L'Action démocratique du Québec a réussi à bien cerner ce vent de changement pour s'approprier le rôle très enviable d'opposition officielle à l'Assemblée nationale dans le contexte d'un premier gouvernement minoritaire en plus de 100 ans. La montée progressive du parti dans le temps, la fidélisation de sa clientèle et la conjoncture politique ont permis à ce parti de changer la dynamique politique québécoise, caractérisée par la question constitutionnelle au cours des 35 dernières années. Ce renouveau et ce besoin de changement font clairement bouger les choses dans cette Assemblée nationale devenue le terroir des fédéralistes et des souverainistes. Désormais nous devons regarder les débats sous un autre axe, l'axe gauche-droite, plutôt que sur celui fédéraliste-souverainiste.

La montée de l'ADQ dans la hiérarchie politique provinciale québécoise demande une certaine retenue concernant la thèse du réalignement électoral. Les auteurs de Michigan ont bien cerné que lorsqu'il n'y a pas de moment de crise au sein d'une société, la possibilité de réalignement est très difficilement percevable. Or, la crise des accommodements raisonnables pourrait expliquer en partie la montée de ce parti, mais n'a pas créé la division qui permet à ce parti de remplacer un autre, comme la réalité bipartisane québécoise a fait par le passé. Toutefois, pour être en mesure de prédire un réalignement complet en faveur de l'Action démocratique du Québec, nous devrions attendre d'autres élections. Il est nécessaire de rappeler que le réalignement séculier peut s'opérer sur une période d'un demi-siècle. Or l'ADQ est présent dans le visage politique depuis moins de vingt ans. Concernant l'identification partisane, on reconnaît qu'une certaine tranche de la population adhère aux

idées de l'ADQ et que cette formation politique a bien cerné son public cible. Cependant, il est trop tôt pour constater un attachement profond envers ce parti de la même sorte que celui des gens qui sont restés fidèles au Parti libéral du Québec et au Parti québécois d'élections en élections, et ce, même si l'ADQ a dépassé la barre du 15% de voix lors des deux dernières élections. Ce que nous pouvons conclure de ce chapitre demeure le fait que l'ADQ a remis de l'avant des idées qui s'étaient effacées de l'arène politique québécoise par l'emprise de la question constitutionnelle. Malgré le fait que nous ne pouvons pas encore affirmer l'hypothèse d'un réalignement électoral en faveur de l'Action démocratique du Québec, cette hypothèse reste encore plausible suivant les résultats de cette élection de mars 2007.

CHAPITRE III

L'ÉLECTION DE 2008 ET LE RETOUR À LA CASE DÉPART

3.1 Introduction

À la fin du chapitre 2, l'ADQ vient de se placer dans la chaise de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale dans une situation de gouvernement minoritaire. Cette situation de gouvernement minoritaire permet à ce parti de faire avancer ses idées de façon plus efficace puisque le parti au pouvoir doit faire certains compromis avec les partis de l'opposition pour continuer de gouverner. Il s'agit donc d'une position enviable pour l'ADQ qui peut désormais démontrer au reste de la population qu'elle pourra lui faire confiance lors d'une prochaine élection. Ce troisième chapitre met donc en relief les 19 mois de gouvernement minoritaire avec l'ADQ comme parti de l'Opposition officielle, l'élection de décembre 2008 et le chapitre de la course à la chefferie de l'Action démocratique du Québec suivant la démission de Mario Dumont. Suivant l'élection de 2008, nous serons mieux outillés pour établir un constat sur l'hypothèse du réalignement électoral et sur l'état de l'identification partisane concernant cette formation politique.

3.2 L'ADQ en 2007

Tout d'abord, nous pouvons reprendre l'élection de 2007 pour mieux comprendre les enjeux qui ont permis à l'ADQ de se placer dans l'opposition officielle. Le tout a commencé par la crise sur les accommodements raisonnables qui faisait rage au Québec au milieu janvier 2007. La gestion de cette crise par le gouvernement Charest fut assez simple : la mise sur pied d'une commission d'enquête. Cette question a complètement divisé la société québécoise entre les citoyens qui avaient peur de perdre leur identité et ceux qui saluaient l'octroi d'accommodement dans certains cas pour respecter les allégeances religieuses de certains. Pour faire diminuer la pression, le gouvernement Charest a enchâssé dans la Charte des droits et libertés du Québec la primauté de l'égalité entre les hommes et les femmes. De

son côté, André Boisclair proposait plutôt d'enlever le crucifix de l'Assemblée nationale. Dans le cas de Mario Dumont, il mettait l'accent surtout sur la division que le débat avait engagé dans la société en proposant une solution allant dans le sens contraire des autres partis politiques. Pour lui, la meilleure solution demeurait que l'on arrête d'octroyer des droits pour cause de religion en insistant que les accommodements religieux allaient à l'encontre des valeurs québécoises. C'est donc la gestion de l'enjeu des accommodements raisonnables et l'incapacité des dirigeants du Parti libéral du Québec et du Parti québécois de proposer des solutions qui touchaient les sensibilités des Québécois qui ont permis à Mario Dumont et son équipe de faire élire 41 députés.

Tel qu'observé au premier chapitre, Sundquist met l'accent sur les moments de crise pour justifier la possibilité d'un réaligement électoral. Or, la crise engendrée par les accommodements raisonnables de 2007 s'est avérée plutôt faible dans la perception des gens puisque le débat s'est fortement atténué au lendemain de la fin de la Commission Bouchard-Taylor. Nous étions plus en présence d'un débat malsain monté par certains médias qui profitaient de la polémique du sujet pour vendre des journaux¹⁰⁹. Pour bien illustrer un exemple de crise qui a divisé la société québécoise, la commission Bélanger-Campeau au début des années 1990 avait monopolisé les débats au sein de la société jusqu'au référendum de 1995. La question de la place du Québec dans le Canada avait fortement divisé la population québécoise et créé des débats houleux bien plus que l'épisode des accommodements religieux. Or, cette crise n'a pas été assez forte pour chambarder l'agenda politique sur une longue période, ce qui aurait pu engendrer un réaligement électoral pour l'Action démocratique du Québec.

3.3 Les 19 mois du gouvernement minoritaire

Comme nous l'avions démontré lors du second chapitre, l'ADQ vient de franchir la barre psychologique du 30% des voix pour l'ensemble du Québec et vient de prendre la place du Parti québécois comme Opposition officielle. En reprenant l'élection de 2008, nous voyons clairement que l'élection de 2007 n'était qu'une erreur de parcours, le parti de Mario

¹⁰⁹ Maryse Potvin, *Crise des accommodements raisonnables : Une fiction médiatique?*, op. cit., p.13-14.

Dumont ayant profité d'une conjoncture politique exceptionnelle et propice au changement. Cependant, la majorité des observateurs de la scène politique n'avaient pas prévu une déroute aussi drastique. L'incapacité du chef à gérer une jeune équipe inexpérimentée et ses propres erreurs personnelles, il a d'ailleurs fait son *mea culpa* lors de la campagne de 2008 pour tenter de donner un second souffle à sa campagne, ont clairement démontré que cette formation politique n'était tout simplement pas prête à gouverner.

La première gaffe politique de l'Action démocratique du Québec aura été de bouder le premier ministre, en pleine crise budgétaire, refusant de le rencontrer pour chercher un compromis. Or, Mario Dumont aurait pu influencer le dépôt du budget à son avantage, mais a préféré mettre l'accent sur des rencontres partisans qui se déroulaient en même temps à Montréal. Il faut rappeler ici que si l'impasse avait continué, les partis de l'opposition auraient fait tomber le gouvernement et le Québec aurait été plongé à nouveau en élection, moins de trois mois après l'élection du gouvernement minoritaire de Jean Charest. Pour éviter une telle situation, seulement trois députés péquistes se sont présentés en chambre le jour du vote pour maintenir le gouvernement en fonction. Habituellement, le parti qui utilise une telle stratégie perd de la crédibilité dans l'opinion publique. Or, le comportement de Mario Dumont avec son absence du parlement lors des négociations sur le budget a permis au gouvernement et à l'opposition péquiste de lui faire porter le blâme de l'impasse des négociations.

La seconde gaffe de l'équipe de Mario Dumont s'est produite au lendemain de l'élection des commissaires des commissions scolaires du Québec. Le 4 novembre 2007 avaient lieu les élections pour les commissaires des commissions scolaires à travers le Québec. Se soldant par un taux de participation de 7,9% pour les commissaires francophones, contrairement à un peu plus de 16% pour les commissaires anglophones, l'équipe de Mario Dumont demande l'abolition complète et immédiate des commissions scolaires. Le Parti libéral du Québec refusant de se rallier à cette idée, l'ADQ dépose une motion de blâme envers le gouvernement menaçant de la même manière de faire tomber le gouvernement si le Parti québécois approuve la motion. Cette motion est très mal perçue par les observateurs¹¹⁰

¹¹⁰ Antoine Robitaille, « Le PQ met l'ADQ en échec ». *Le Devoir* (Montréal), 8 novembre 2007, p. A3.

de la politique provinciale et les deux autres partis provinciaux qui voient une simple occasion pour ce parti de faire parler de lui, constatant la baisse de ses appuis dans les derniers sondages et la difficulté à recevoir l'attention médiatique qu'il voudrait. Or, non seulement la question des commissions scolaires n'est pas simple, mais en plus l'ADQ ne propose aucune solution, démontrant l'absence de contenu de la phrase-choc, phrase qui l'avait tant aidé par le passé à faire les manchettes. Cette réalité d'opposition officielle remet donc en perspective le fait que l'équipe de Mario Dumont a de la difficulté de proposer des solutions concrètes aux problèmes qu'il juge fondamentaux et qui le distingue des autres partis. Au sein même du parti¹¹¹, le débat sur l'abolition des commissions scolaires est houleux et crée la division, il est intéressant de mentionner que certains membres de l'exécutif de l'ADQ sont commissaires. Certains préfèrent parler de réduction de la taille des commissions scolaires, mais peu importe le point de vue, il est difficile de voir les solutions du parti et la façon dont se feraient leurs propositions.

L'année 2008 a été aussi une année difficile pour le parti de Mario Dumont, victime de deux désaffections pour le Parti libéral du Québec.¹¹² Moins d'un mois avant le déclenchement des élections, c'est-à-dire le 23 octobre 2008, le gouvernement minoritaire frappe un grand coup, lorsqu'il accepte dans son équipe deux députés adéquistes.¹¹³ Incapables de se faire comprendre et entendre par leur chef, qu'ils trouvent beaucoup trop autoritaire à leur goût, les députés adéquistes André Riedl dans Iberville et Pierre Michel Auger dans Champlain traversent le salon bleu pour tendre la main aux libéraux de Jean Charest. L'autoritarisme de Mario Dumont est fortement contesté, les députés étant liés aux idées de leur chef et ne possédant aucune place pour le dialogue. Ce premier désaveu illustre le climat qui règne au caucus de l'opposition officielle et démontre la remise en question du leadership de Mario Dumont. D'autres épisodes concernant les difficultés de Mario Dumont en tant que chef de l'opposition officielle basé notamment sur un discours désorienté et opportuniste qui manque de contenu continuent de jouer contre la crédibilité de l'ADQ. Le

Bernard Descôteaux, « Que de l'esbroufe ». *Le Devoir* (Montréal), 8 novembre 2007, p. A6.

Antoine Robitaille, « Dumont veut faire tomber Charest ». *Le Devoir* (Montréal), 7 novembre 2007, p. A5.

¹¹¹ Denis Lessard, « Hésitations au sein de l'ADQ », *La Presse* (Montréal), 3 novembre 2007, p. A9.

¹¹² Alain Gravel, *L'AD bâcle, Enquête, Radio-Canada* [En ligne] <http://www.radio-canada.ca/emissions/enquete/2008-2009/Reportage.asp?idDoc=74335> (page consulté le 14 février 2009).

¹¹³ Robert Dutrisac, « Jean Charest frappe un grand coup » *Le Devoir* (Montréal) 24 octobre 2008 p.A1.

Tommy Chouinard, « L'ADQ est le parti d'un seul homme » *La Presse* (Montréal), 24 octobre 2008, p.A2.

débat concernant les délinquants dangereux, les pressions faites par l'ADQ pour être plus rigide envers les assistés sociaux et le fait que l'ADQ n'a pas déposé de mémoire à la Commission Bouchard-Taylor vont en ce sens.

3.4 La campagne électorale de 2008

Après 19 mois de gouvernement minoritaire, le gouvernement de Jean Charest plonge le Québec en élection en expliquant qu'à l'aube d'une crise financière pour l'année 2009, il vaut mieux avoir un gouvernement majoritaire qui peut prendre ses propres décisions. Le paysage politique a beaucoup changé depuis la dernière année puisque le chef du Parti québécois André Boisclair a démissionné pour laisser sa place à Pauline Marois, beaucoup plus crédible aux yeux des souverainistes. La faiblesse des adéquistes comme opposition officielle permet aux Québécois d'avoir plus de clarté face à leurs choix politiques. Les électeurs savent désormais de quelle façon sera dirigé le Québec en situation de gouvernement de Mario Dumont. L'aspect de la nouveauté n'est donc plus un avantage pour l'ADQ qui doit désormais rendre des comptes sur ces 19 mois de fonctions d'opposition officielle en situation de gouvernement minoritaire

3.5 Le rôle des médias en 2007-2008

Lorsque l'on analyse de façon plus pointue l'élection de 2007, nous voyons clairement comment l'ADQ a bénéficié d'une forte place médiatique durant cette élection. Cet élément avait joué fortement pour le parti de Mario Dumont qui avait bénéficié d'une forte couverture médiatique. Selon Influence communication, l'ADQ avait reçu près du tiers de la couverture médiatique lors de la campagne électorale de 2007. Cependant, cette couverture est tombée à près de 17% lors de l'élection de 2008. Mario Dumont tirant avantage d'une forte présence dans les médias, cette forte baisse entre les deux élections pourrait expliquer en partie l'échec de son parti. Malgré une baisse faramineuse dans les médias, si l'on reprend la couverture médiatique des chefs, Mario Dumont s'en tire avec un respectable 26% alors que Pauline Marois dépasse à peine les 28%.¹¹⁴ Une des explications de la forte présence de l'ADQ dans les médias demeure la crise des accommodements

¹¹⁴ Influence communication, *État de la nouvelle Bilan 2008 Québec* [En ligne] <http://www.influencocommunication.ca/pdf/bilan-qc-2008.pdf> (page consultée le 10 janvier 2010).

raisonnables qui a joué en leur faveur et qui a pris beaucoup de place dans les médias en 2007. Cependant, lors de l'élection de 2008, les éléments de tension comme cette crise sont pratiquement absents, ne permettant à Mario Dumont de se distinguer de ses adversaires.

3.6 Pragmatisme du Parti québécois et du Parti libéral du Québec

Ensuite, les deux principaux partis politiques du Québec, le Parti québécois et le Parti libéral du Québec se sont réajustés face aux demandes de l'ADQ. Le Parti québécois a mis de côté un référendum sur la souveraineté et fait désormais la promotion de l'identité québécoise. Il a aussi été prendre des votes sur le terrain de l'ADQ en mettant l'accent sur les familles avec des incitatifs comme une place garantie en garderie pour chaque enfant. Suite à cette chute drastique dans les bureaux de vote du Québec lors de l'élection de 2007, le Parti québécois a procédé à un changement de chef en ramenant Pauline Marois, beaucoup plus expérimentée et ayant une meilleure image qu'André Boisclair. Le PLQ s'est réajusté en faisant une parité homme/femme au cabinet des ministres, une première historique dans un gouvernement québécois, qui a été fortement salué.

3.7 L'élection de 2008 : le retour à la case départ

Suite à une campagne électorale axée sur la crise économique qui sévit aux États-Unis et sur la perspective qu'elle se transfère au Québec, le 8 décembre 2008, les électeurs québécois vont aux urnes. Avec le taux de participation le plus faible depuis les années 1920, il a chuté sous la barre des 60%, pour terminer à 57%, le Parti libéral reprend les rênes d'un gouvernement majoritaire qu'il avait eu en 2003, mais avec une maigre majorité de députés. Ainsi, avec 66 députés et 42% du vote populaire, l'équipe de Jean Charest doit déjà rendre des comptes concernant les états financiers de la Caisse de dépôt et de Placements du Québec à qui l'on prédit des pertes avoisinant les 30 milliards de dollars. Concernant le Parti québécois, il reprend les circonscriptions perdues en 2007 en allant chercher pas moins de 55 circonscriptions et reprend le siège de l'opposition officielle. Du côté de l'ADQ, la population québécoise a été intransigeante à son égard, le ramenant dans la sphère des tiers partis. Tout d'abord, l'Action démocratique du Québec récolte un maigre 16,4%, le faisant reculer sous la barre des 18%, pourcentage qu'il avait reçu en 2003. De plus, il reprend le

siège de deuxième parti de l'opposition à l'Assemblée nationale avec un chef démissionnaire, ce qui n'augure rien de bon pour la suite de cette formation politique. Rappelons ici, que Mario Dumont a été chef durant plus de 14 ans et que son parti vit présentement sa première course à la chefferie. La donnée la plus impressionnante qui démontre la débâcle de cette formation politique demeure le fait qu'elle passe de 41 députés à 7 en l'espace de dix-neuf mois. La population a donc jugé sévèrement la crédibilité de ce parti ce qui confirme notre argument que lors de l'élection de 2007 l'ADQ a profité d'une conjoncture tout à fait exceptionnelle. D'autres émettent l'hypothèse que la soudaine montée de l'ADQ et l'inexpérience des nouveaux députés face à la tradition parlementaire, accentuée par le contrôle strict du chef sur son parti serait aussi à considérer pour expliquer l'échec lamentable de ce parti politique.¹¹⁵

¹¹⁵Alain Gravel, *L'AD bâcle*, *op. cit.*

Tableau 3.1
Les circonscriptions du Québec tranquille et de la Capitale nationale à l'élection 2008¹¹⁶

Circonscription	VOT08	PLQ08	%PLQ	PQ08	%PQ	ADQ08	%ADQ
Beauce-Nord	25596	9612	38%	2297	9%	12633	49%
Beauce-Sud	28170	12108	43%	2947	10%	11538	41%
Bellechasse	22385	10530	47%	3450	15%	7598	34%
Frontenac	21134	11785	56%	4852	23%	3539	17%
Johnson	27769	8471	31%	10973	40%	6297	23%
Kamouraska-Témiscouata	20845	11048	53%	4351	21%	4436	21%
Lotbinière	22330	7577	34%	4238	19%	9659	43%
Mégantic-Compton	20732	9204	44%	7170	35%	3268	16%
Montmagny-L'Islet	19614	10027	51%	3058	16%	5632	29%
Nicolet-Yamaska	23509	7956	34%	8131	35%	6044	26%
Richmond	23032	11658	51%	6535	28%	3682	16%
Rivière-du-Loup	21741	5795	27%	3048	14%	11115	51%
Charlesbourg	33955	14196	42%	8449	25%	9814	29%
Charlevoix	20319	6241	31%	10510	52%	2560	13%
Chauveau	33192	11424	34%	6559	20%	14029	42%
Chutes-de-la-Chaudière	35163	10657	30%	7437	21%	15536	44%
Jean-Lesage	28459	11674	41%	7471	26%	7307	26%
Jean-Talon	28148	13853	49%	8992	32%	2546	9%
Lapeltrie	34824	13025	37%	6988	20%	13461	39%
Lévis	33210	12646	38%	7438	22%	11199	34%
Louis-Hébert	36510	17650	48%	10513	29%	5872	16%
Montmorency	34727	12536	36%	8788	25%	11435	33%
Taschereau	27002	7845	29%	11768	44%	3563	13%
Vanier	34624	13077	38%	7521	22%	12608	36%
Total 24 circonscriptions	656990	260595	40%	163484	25%	195371	30%
Total Québec	3295914	1366046	41%	1141751	35%	531358	16%

3.7.1 L'élection de 2008 : La Capitale nationale et le Québec tranquille

Nous savons désormais que le parti de Mario Dumont n'a pas réussi convaincre la population québécoise de lui donner le pouvoir dans l'optique d'un gouvernement majoritaire. C'est plutôt le contraire qui s'est produit. Dans le tableau 3.1, nous reprenons les circonscriptions du Québec tranquille et celle de la Capitale nationale pour tenter de voir si cette partie de la population est restée fidèle aux idées de l'Action démocratique du Québec.

¹¹⁶ Directeur général des élections, 2009. *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 8 décembre 2008*. Québec : Le directeur général des élections du Québec, 993 p.

Il faut rappeler ici que la montée de ce parti s'est majoritairement produite dans ces circonscriptions. Lors de l'élection de 2008, ces circonscriptions sont demeurées fidèles à l'ADQ puisque sur les 7 députés qui ont été élus, six provenaient du Québec tranquille ou de la Capitale nationale. De plus, dans 8 circonscriptions, l'ADQ a terminé second au chapitre des voix. C'est donc dire que sur 24 circonscriptions qui englobent le Québec tranquille et la Capitale nationale, 14 circonscriptions restent fidèles au parti de Mario Dumont et le parti peut rester confiant de les récupérer aux prochaines élections. Ces deux régions du Québec, majoritairement francophones, demeurent donc un terreau fertile aux idées de cette formation politique. Dans un même ordre d'idées, on peut voir que l'ADQ est allé chercher plus du tiers de ses appuis dans ces deux régions alors qu'elles ne représentent que le cinquième des circonscriptions québécoises. On peut donc commencer à parler d'une identification partisane forte pour l'ADQ au sein de ces deux régions.

3.7.2 La banlieue montréalaise

Ce qui avait fortement aidé la montée en flèche de l'Action démocratique du Québec et qui avait surpris les politologues québécois demeure la percée que ce parti avait faite dans les banlieues Nord et Sud de l'île de Montréal. L'ADQ avait été en mesure de faire élire pas moins de 13 députés sur les 30 que compte la banlieue lors de l'élection de 2007. Cependant, tel que démontré au tableau 3.2, les électeurs banlieusards ne sont pas restés fidèles aux idées de l'Action démocratique du Québec, ne faisant élire aucun député adéquiste en 2008. En 2007, avec près de 400 000 votes, l'ADQ avait été en mesure d'aller chercher près du tiers de son électorat dans ces 30 circonscriptions alors qu'en 2008 les banlieusards montréalais ont voté 3 fois moins pour ce parti politique que lors de la dernière élection recueillant un peu plus de 140 000 voix. Allant dans le même sens, lors de l'élection de 2007, un peu plus du tiers des banlieusards avaient fait confiance à l'ADQ alors qu'en 2008 moins d'un électeur sur cinq donne son appui à cette formation politique. Le meilleur pourcentage qu'elle est parvenue à soutirer à une circonscription de banlieue est 22%, résultat qu'elle a réussi dans Mirabel et Blainville, surtout reconnues pour leur nombre élevé de jeunes familles, électorat ciblé par l'ADQ. Nous sommes cependant loin des résultats extraordinaires de 2007 qui avaient permis à l'Action démocratique de récolter des résultats lui permettant de terminer premier ou deuxième dans 28 des 30 circonscriptions de la banlieue montréalaise alors qu'en

2008 elle ne parvient même pas à terminer seconde dans aucune de ces mêmes circonscriptions. Le changement de l'identification partisane que l'on pouvait voir planer sur les banlieues montréalaises ne s'est donc pas concrétisé, les circonscriptions retournant toutes à leur ancienne habitude c'est-à-dire le Parti québécois ou le Parti libéral du Québec.

Tableau 3.2
Les circonscriptions de la banlieue montréalaise (élection 2007¹¹⁷/2008¹¹⁸)

Circonscriptions	VOT07	PLQ07	PQ07	ADQ07	%ADQ	VOT08	PLQ08	PQ08	ADQ08	%ADQ
Blainville	42795	8109	14184	17731	41%	35108	11217	13989	7571	22%
Chomedey	34436	18667	5180	7929	23%	25543	16702	5310	1936	8%
Deux-Montagnes	34543	8183	11283	12415	36%	28262	8980	11961	4986	18%
Fabre	42371	14615	11224	13407	32%	34254	15349	12425	4024	12%
Groulx	36705	9898	10513	13630	37%	30324	10823	11226	6036	20%
L'Assomption	42527	8235	14287	16510	39%	36761	11348	15438	6938	19%
Laval-des-Rapides	33905	11532	10038	9344	28%	27060	11757	10392	2722	10%
Masson	43437	6058	15414	18808	43%	36359	8174	18037	7466	21%
Mille-Îles	41645	15978	11159	11330	27%	33944	15628	12172	3585	11%
Mirabel	34709	5520	11691	15241	44%	29439	7207	13700	6522	22%
Prévost	41240	7929	15191	15999	39%	34355	9722	14946	7057	21%
Soulanges	29971	10689	7821	9212	31%	25398	11561	9229	2992	12%
Terrebonne	42279	6720	15160	17224	41%	34898	9414	15475	7381	21%
Vaudreuil	35319	15465	8217	8787	25%	29767	15827	8801	2599	9%
Vimont	41870	14936	11215	12898	31%	34575	16217	12257	3932	11%
Beauharnois	32097	7679	12967	9262	29%	26753	8811	12349	3311	12%
Borduas	32613	7010	12529	10123	31%	28453	9125	13329	3430	12%
Chambly	47018	11240	13450	18154	39%	40798	14485	16049	6455	16%
Châteauguay	41321	15279	11208	12228	30%	33426	13637	13142	4091	12%
Iberville	34427	8390	9262	14365	42%	28895	9075	11698	6085	21%
La Prairie	43214	12251	13168	14453	33%	37124	13678	16382	5178	14%
Lapinière	35576	17786	6281	8654	24%	28884	17480	7046	2822	10%
Laporte	32659	13249	8137	7699	24%	26573	12823	8775	2472	9%
Marguerite-D'Youville	42325	11401	13015	15536	37%	37090	13119	14533	6750	18%
Marie-Victorin	28269	5974	11055	7927	28%	21772	6185	11026	2369	11%
Richelieu	30397	7275	11411	9413	31%	25221	8552	11591	3126	12%
Saint-Jean	41298	10131	11916	17189	42%	35152	12620	13534	6263	18%
Taillon	40016	9104	14040	12588	31%	32999	10691	15031	3889	12%
Vachon	33570	8184	11560	11333	34%	27871	8835	13312	3742	13%
Verchères	33801	4751	13811	12495	37%	28765	6464	15664	4377	15%
Total Banlieue MTL	1126353	312238	346387	381884	34%	935823	345506	378819	140107	15%
Total Québec	4010696	1313664	1125546	1224412	31%	3295914	1366046	1141751	531358	16%

¹¹⁷ Directeur général des élections, *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 26 mars 2007*, *op.cit.*

¹¹⁸ Directeur général des élections, *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 8 décembre 2008*, *op.cit.*

Tableau 3.3
L'île de Montréal élection 2007 (ordre décroissant ADQ)¹¹⁹

Circonscription	VOT07	PLQ07	%PL	PQ07	%PQ	ADQ07	%ADQ
Pointe-aux-Trembles	29527	5316	18%	13784	47%	7708	26%
Anjou	32443	13280	41%	8795	27%	7409	23%
Bourget	32923	7433	23%	13422	41%	7487	23%
Marquette	31678	14985	47%	6448	20%	6460	20%
Bourassa-Sauvé	31759	15631	49%	7105	22%	6379	20%
Marguerite-Bourgeoys	29602	16752	57%	4697	16%	5547	19%
Rosemont	37047	9971	27%	14146	38%	6936	19%
Lafontaine	26355	16281	62%	3715	14%	4755	18%
Nelligan	33849	21458	63%	2977	9%	6096	18%
Verdun	30109	12204	41%	8688	29%	5239	17%
Saint-Henri-Sainte-Anne	31407	11915	38%	9162	29%	5422	17%
Viau	25287	12917	51%	5406	21%	4157	16%
Crémazie	34759	12218	35%	12388	36%	5540	16%
Hochelaga-Maisonneuve	25040	3347	13%	13012	52%	3836	15%
Jeanne-Mance-Viger	30815	20716	67%	3659	12%	4565	15%
Acadie	30216	17962	59%	4970	16%	4327	14%
Jacques-Cartier	32174	22481	70%	1352	4%	3973	12%
Gouin	30667	5612	18%	11318	37%	3540	12%
Saint-Laurent	29680	19970	67%	3428	12%	3373	11%
Robert-Baldwin	29761	22132	74%	1581	5%	3242	11%
Sainte-Marie-Saint-Jacques	25654	6021	23%	10501	41%	2733	11%
Laurier-Dorion	30809	12064	39%	10968	36%	2874	9%
Outremont	25388	11861	47%	5928	23%	2236	9%
Mercier	28502	5601	20%	9426	33%	2381	8%
Mont-Royal	23045	16056	70%	2207	10%	1893	8%
Westmount-Saint-Louis	19916	13368	67%	1646	8%	1554	8%
Notre-Dame-de-Grâce	23053	14077	61%	2425	11%	1649	7%
D'Arcy McGee	22007	18410	84%	710	3%	934	4%
Total île de Montréal	813472	380039	47%	193864	24%	122245	15%
Total Québec	4010696	1313664	33%	1125546	28%	1224412	31%

3.8 L'île de Montréal à l'élection de 2007

Le principal problème de l'ADQ relève de son incapacité à aller chercher le vote sur l'île de Montréal. Au tableau 3.3 on peut voir que l'ADQ n'a été en mesure de chercher que 10% de son total de voix dans ces circonscriptions qui représentent le tiers de la population

¹¹⁹ Directeur général des élections, *Rapport des résultats officiels du scrutin: Élections générales du 26 mars 2007*, *op.cit.*

totale du Québec. Contrairement au Parti libéral du Québec qui va chercher près du tiers de son électorat dans ces circonscriptions et le Parti québécois près du cinquième de son total de voix. Ce résultat aurait été encore plus désastreux si les citoyens de Montréal étaient allés voter. Le taux de participation sur l'île est inférieur de six points face aux taux de participation pour l'ensemble du Québec qui se situent autour du 70%. Ainsi, l'ADQ a quelque peu bénéficié de l'abstention des Montréalais. Malgré un score de 15%, l'ADQ peut souhaiter faire des gains à Montréal lors de la prochaine élection puisqu'elle termine deuxième dans 10 circonscriptions. Cependant, il faut faire remarquer qu'elle finit deuxième dans des circonscriptions votant en grandes proportions pour le PLQ ou le Parti québécois. À titre d'exemple, l'ADQ fini bon deuxième dans des circonscriptions assurées au Parti libéral du Québec comme Jacques-Cartier, Robert-Baldwin, Jeanne-Mance, Nelligan et Lafontaine qui donnent leur appui au Parti libéral du Québec dans des proportions supérieures à 62%. C'est le même constat pour les circonscriptions du Parti québécois où Hochelaga-Maisonneuve, Pointes-aux-Trembles et Bourget sont au dessus du 41% de voix contre 26% pour l'ADQ dans Pointe-aux-Trembles, ce pourcentage représente d'ailleurs le meilleur score sur l'île de Montréal. Il demeure quand même que nous sommes loin de l'élection d'un député adéquiste sur l'île de Montréal.

Une autre donnée intéressante est le fait que l'ADQ termine quatrième ou cinquième dans pas moins de sept circonscriptions montréalaises, plaçant véritablement l'Action démocratique du Québec dans le siège de tiers parti. Le Parti vert et Québec solidaire réussissent à devancer l'ADQ dans ces circonscriptions, démontrant la faible attention aux idées de ce parti sur l'île de Montréal. On ne peut pas conclure en disant que l'ADQ a fait des gains sur l'île de Montréal puisque lorsqu'elle finit second en pourcentage de vote s'est clairement dû à une domination libérale ou péquiste. Il est important de mentionner qu'au total des 28 circonscriptions montréalaises, l'ADQ va chercher 15% de l'électorat contrairement au Parti libéral du Québec qui va chercher près de la moitié des voix dans ces circonscriptions. Le Parti québécois demeure le maître dans l'est de l'île puisqu'au total il reçoit 24% du vote montréalais, dans un milieu majoritairement allophone et anglophone. L'ADQ n'a donc pas fait partie des chaudes luttes comme lorsqu'elle terminait seconde en Montérégie par exemple. Les libéraux et péquistes peuvent dormir en paix, l'ADQ ne percera

pas de sitôt la barrière psychologique de l'île de Montréal. Cependant, un élément à mentionner qui permet à l'ADQ de garder espoir demeure le fait que les circonscriptions de Montréal ne représentent que 22,5% de l'ensemble des circonscriptions du Québec, ce qui fait qu'un vote sur l'île de Montréal est beaucoup moins important qu'un vote dans une circonscription régionale beaucoup moins peuplée. En contrepartie, aucun gouvernement dans l'histoire du Québec n'a réussi à se faire élire dans un gouvernement majoritaire sans faire entrer à l'Assemblée nationale un député de l'île de Montréal.

Tableau 3.4
L'île de Montréal élection 2008 (ordre décroissant ADQ)¹²⁰

Circonscriptions	VOT08	PLQ08	PQ08	ADQ08	%ADQ
Pointe-aux-Trembles	23033	5580	12851	2535	11%
Bourget	26353	7984	13007	2677	10%
Anjou	26320	13082	8930	2252	9%
Marguerite-Bourgeoys	22264	14490	4750	1899	9%
Marquette	24324	13471	6451	2062	8%
Bourassa-Sauvé	23217	13950	6111	1947	8%
Jeanne-Mance-Viger	22823	16433	3379	1726	8%
Hochelaga-Maisonneuve	19707	4115	10530	1303	7%
Lafontaine	20357	14021	3840	1306	6%
Viau	18635	10705	4783	1186	6%
Rosemont	30450	9557	15220	1891	6%
Crémazie	29168	11560	12972	1808	6%
Verdun	23837	11223	8314	1411	6%
Saint-Henri-Sainte-Anne	23420	10552	8535	1326	6%
Nelligan	25526	18251	3656	1434	6%
Saint-Laurent	21317	15663	3505	1009	5%
Acadie	22854	15145	4718	982	4%
Robert-Baldwin	21203	17078	1602	877	4%
Laurier-Dorion	23155	9769	7700	943	4%
Sainte-Marie-Saint-Jacques	20093	5590	9236	796	4%
Jacques-Cartier	25446	20433	1522	969	4%
Gouin	25274	4972	10276	895	4%
Mont-Royal	16237	12234	1856	557	3%
Outremont	19702	10569	4920	577	3%
Westmount-Saint-Louis	14908	11108	1527	434	3%
Notre-Dame-de-Grâce	17113	11475	2307	483	3%
Mercier	22916	4842	7787	565	2%
D'Arcy McGee	15998	14087	564	292	2%
Total île de Montréal	625650	327939	180849	36142	6%
Total Québec	3295914	1366046	1141751	531358	16%

3.8.1 L'île de Montréal en 2008

Comme lors de l'élection de 2007, le principal problème de l'ADQ relève de son incapacité à aller chercher le vote sur l'île de Montréal. Au tableau 3.4 on peut voir que l'ADQ n'a été en mesure de chercher que 7% de son total de voix dans ces circonscriptions

¹²⁰ Directeur général des élections, *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 8 décembre 2008, op.cit.*

qui représentent le tiers de la population totale du Québec. Contrairement au Parti libéral du Québec qui va chercher près du quart de son électorat dans ces circonscriptions et le Parti québécois un peu plus de 16%. Ce résultat aurait été encore plus désastreux si les citoyens de Montréal étaient allés voter. Le taux de participation sur l'île est inférieur à 50%, ce qui fait que ceux qui sont allés voter représentent le cinquième de la population totale du Québec alors qu'en électeurs inscrits l'île de Montréal représente le tiers de l'électorat total québécois. Lors de l'élection de 2007, l'ADQ avait recueilli le vote de 15% des Montréalais, alors qu'en 2008 elle dépasse à peine le 6% reléguant ce parti dans la catégorie des tiers partis. Elle dispute désormais la troisième position face à Québec solidaire qui recueille 5% des votes sur l'île et le Parti vert qui en recueille 4%. Déjà que l'ADQ avait de la difficulté en 2007, elle perd la moitié de ces appuis lors de l'élection de 2008. Sur les 28 circonscriptions, seulement deux circonscriptions soient Bourget et Pointe-aux-Trembles réussissent de peine et de misère à franchir le cap du 10% de voix. La forte présence de la communauté anglophone dans l'ouest de Montréal et la présence des minorités culturelles qui sont toujours fidèles au Parti libéral fait en sorte que les idées de l'ADQ ne passent tout simplement pas. Encore une fois, au total de l'île de Montréal, un électeur sur deux a donné son appui au Parti libéral du Québec et un peu moins du tiers au Parti québécois.

Au tableau 3.5, nous vous démontrons comment le pourcentage allant à l'ADQ diminue plus le nombre d'allophones et d'anglophones augmente dans chaque circonscription. En ce sens, la circonscription d'Arcy McGee représente l'exemple parfait de la réalité montréalaise face aux appuis de l'ADQ. L'ADQ n'est même pas proche d'aller chercher une circonscription montréalaise à caractère francophone, comme Hochelaga-Maisonneuve, ce qui démontre le régionalisme du public ciblé par cette formation politique. La forte présence d'anglophones et d'allophones, près de 50% de la population montréalaise, se traduit par un vote de près de 1 sur 2 en faveur du PLQ. Ainsi, tant et aussi longtemps que l'ADQ ne sera pas en mesure de cerner les problématiques propres à ces communautés, l'élection d'un député dans des circonscriptions où les anglophones et les communautés culturelles sont majoritaires est impensable. L'élection de 2008 confirme ainsi que les Montréalais ne sont pas ouverts aux idées de l'ADQ.

Tableau 3.5
Les anglophones et les allophones de l'île de Montréal (ordre décroissant anglophone)¹²¹

Circonscriptions	ANG06	FRA06	NEO06	TOTAL	%ANG	%FRA	%NEO	Total % ang/neo	%ADQ08
D'Arcy McGee	26911	10334	23925	61170	44%	17%	39%	83%	2%
Robert-Baldwin	31462	18723	30445	80630	39%	23%	38%	77%	4%
Westmount-Saint-Louis	22178	14317	21925	58420	38%	25%	38%	75%	3%
Jacques-Cartier	35024	16576	13160	64760	54%	26%	20%	74%	4%
Mont-Royal	15833	19637	39345	74815	21%	26%	53%	74%	3%
Notre-Dame-de-Grâce	23173	14902	18455	56530	41%	26%	33%	74%	3%
Saint-Laurent	12387	24448	40615	77450	16%	32%	52%	68%	5%
Jeanne-Mance-Viger	6324	23666	41435	71425	9%	33%	58%	67%	8%
Acadie	5573	26292	41360	73225	8%	36%	56%	64%	4%
Nelligan	25887	28618	22265	76770	34%	37%	29%	63%	6%
Marguerite-Bourgeoys	17491	26194	21055	64740	27%	40%	33%	60%	9%
Viau	2427	28333	37215	67975	4%	42%	55%	58%	6%
Laurier-Dorion	4527	31478	37940	73945	6%	43%	51%	57%	4%
Lafontaine	4956	23149	26240	54345	9%	43%	48%	57%	6%
Outremont	9390	30785	22535	62710	15%	49%	36%	51%	3%
Marquette	19511	34509	13460	67480	29%	51%	20%	49%	8%
Bourassa-Sauvé	3376	42819	31010	77205	4%	55%	40%	45%	8%
Saint-Henri-Sainte-Anne	12720	41945	17250	71915	18%	58%	24%	42%	6%
Verdun	10877	41208	12720	64805	17%	64%	20%	36%	6%
Anjou	2775	40520	16925	60220	5%	67%	28%	33%	9%
Crémazie	1761	43344	17085	62190	3%	70%	27%	30%	6%
Sainte-Marie-Saint-Jacques	4846	39119	11375	55340	9%	71%	21%	29%	4%
Rosemont	2470	52025	15225	69720	4%	75%	22%	25%	6%
Mercier	5621	41174	8340	55135	10%	75%	15%	25%	2%
Gouin	2282	44833	12195	59310	4%	76%	21%	24%	4%
Bourget	1790	49460	9370	60620	3%	82%	15%	18%	10%
Hochelaga-Maisonneuve	1596	44669	7705	53970	3%	83%	14%	17%	7%
Pointe-aux-Trembles	1134	47336	3535	52005	2%	91%	7%	9%	11%
Total île de Montréal	314303	900412	614110	1828825	17%	49%	34%	51%	6%
Total Québec	579420	5917130	939350	7435900	8%	80%	13%	20%	16%

¹²¹ Directeur général des élections, *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 8 décembre 2008, op.cit.*

3.9 Le système de parti¹²²

Un point qui passe généralement sous silence lorsqu'il est question d'analyser les différentes élections et de tenter de poser un diagnostic sur l'avenir d'une formation politique demeure le système dans lequel le parti interagit. Dans le cas du Québec et du Canada, il s'agit du système britannique uninominal à un tour qui favorise fortement le bipartisme et les régions. Dans ce système « winner takes all », c'est-à-dire que le gagnant en pourcentage gagne la circonscription malgré qu'il n'ait pas la majorité absolue de 50% plus 1, défavorise les tiers partis qui ont de la difficulté à se sortir de ce bipartisme. Cependant, tel que vu en 2007, le système parlementaire québécois favorise les régions¹²³ qui y sont fortement avantagées puisque leurs circonscriptions, beaucoup plus petites comptent pour autant à l'Assemblée nationale. Or, il est clairement défini que les idées de l'ADQ sont bien reçues en région et que leur percée est attribuable principalement à l'accord des régions. Ainsi lorsque les suffrages descendent au-dessous de 20%, il devient très difficile pour un tiers parti de recueillir des députés. La difficulté du parti à recueillir des circonscriptions est donc due au système et non pas nécessairement au pourcentage de votes reçu. Par exemple, à 16% des suffrages et seulement 7 députés lors de l'élection de 2009, qui ne représentent en fait que 6% des sièges à l'Assemblée nationale, le parti aurait pu recueillir jusqu'à 21 sièges dans un système proportionnel pur.

3.9.1 Le taux de participation

Lors de l'élection de 2007, on calcule que près d'un demi-million d'électeurs péquistes se sont abstenus de voter. Or, avec un taux de participation avoisinant les 70%, il est difficile pour un parti politique autre que le PLQ de prendre le pouvoir, l'exemple du Parti québécois va en ce sens. Tout au long de son histoire, chaque fois que le Parti québécois s'est fait élire, il y avait en moyenne 80% comme taux de participation. Le Parti libéral du Québec, par sa présence chez les minorités culturelles et chez les anglophones, s'assure près de 30 circonscriptions peu importe la conjoncture politique. Or, il devient difficile de prendre le pouvoir de façon majoritaire lorsque l'on sait que le parti doit aller chercher 63 sièges sur

¹²² Vincent Lemieux, *Systèmes partisans & partis politiques*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1985, 275

P.
¹²³ Nous entendons les régions au sens commun c'est-à-dire les régions en dehors des grands centres urbains et non au sens administratif.

les 95 restants. Un fort taux de participation permet au francophone de faire élire le député de leur choix dans les circonscriptions serrées. Pour que l'Action démocratique du Québec prenne le pouvoir, non seulement elle doit renverser le système bipartisan qui favorise le Parti québécois et le Parti libéral du Québec, mais elle doit réussir à faire sortir le vote de l'électeur francophone. Or, l'élection de 2008 a démontré tout le cynisme de la population face aux institutions politiques, moins de 60% s'étant déplacé pour exercer leur droit de vote.

3.10 L'identification partisane

Tel que démontré au chapitre 2, l'identification partisane adéquate représente, peu importe les événements politiques, 15% de l'électorat québécois. Lors de l'élection de 2008, la preuve est criante en ce sens que le parti a reçu 16% des voix à l'échelle nationale, démontrant que ce parti peut désormais s'asseoir sur une base adéquate assez forte pour parler d'identification partisane adéquate. La conjoncture et la façon de gérer la campagne électorale de 2008, ayant fait reculer les forces à court terme en leur faveur, l'ADQ peut se fier à une fidélité se rapprochant du 15%. Cependant, cette identification partisane n'a pas nécessairement changé celle des deux autres partis qui luttent contre l'ADQ, le PLQ et le Parti québécois. Si l'on reprend les sondages du début des années 2000, on peut fidèlement avancer que le Parti québécois jouit d'une identification partisane se rapprochant du 30% moyenne la plus basse qu'elle a reçue dans les sondages de la dernière décennie, mais aussi le pire résultat qu'elle a eu dans les trente dernières années, c'est-à-dire 28%, résultat qu'elle a obtenu lors de l'élection de 2007. Concernant le Parti libéral du Québec, les résultats ressemblent sensiblement à ceux du Parti québécois, c'est-à-dire qu'il peut se fier sur une identification partisane dépassant les 30%, identification partisane d'autant plus forte considérant qu'il reçoit l'appui des communautés allophones et anglophones dans des proportions dépassant les 90%. Ce qui est révélateur demeure le fait que l'identification partisane au Québec est beaucoup plus facilement calculable selon une échelle constitutionnelle plaçant les fédéralistes d'un côté et les souverainistes de l'autre. Concernant les souverainistes, ils sont beaucoup plus fidèles à leur option qu'au Parti québécois puisque peu importe la conjoncture, il s'assure un appui de 40%, résultat qui est le même pour l'option fédéraliste. Or, c'est le principal problème de l'Action démocratique du Québec qui elle se place directement au centre avec son option autonomiste, option qui peut aller

chercher assez facilement 20%, mais qui est rapidement mis au rancart lorsque l'on demande un choix distinct entre les deux options.

3.11 Le vote normal

Dans le chapitre 1, pour expliquer la possibilité d'un réalignement électoral, il fallait être en mesure de démontrer que le vote normal avait dévié de sa trajectoire habituelle. Dans le cas de 2007, le vote normal francophone qui va habituellement au Parti québécois est allé à l'ADQ alors que pour la première fois depuis 1970, le PQ ne raflait pas la majorité du vote francophone. Le professeur Drouilly estime que 35% du vote francophone est allé au PQ alors que 37% du vote francophone est allé à l'ADQ.¹²⁴ Or, la première explication relève de l'abstention des électeurs péquistes lors de cette élection, abstention qui a fait gonfler virtuellement le vote en faveur de l'ADQ. Lors de l'élection de 2008, c'est tout le contraire qui se produit, malgré un taux de participation plus faible qu'en 2007, le vote péquiste se maintiens à 1,1 million sensiblement le même nombre que 2007, tandis que l'ADQ perd la moitié de ses votes pour passer de 1,2 million de votes à 531 000. Le deuxième aspect pour expliquer une déviation dans le vote, mais qui suit la logique du vote normal relève de la spécificité de l'élection. En ce sens, la faible popularité des chefs péquistes et libéraux, la crise des accommodements raisonnables, la forte présence de l'ADQ dans les médias, etc. ont permis une surexposition de ce parti qui a grandement aidé l'ADQ à convaincre la population de voter pour l'équipe de Mario Dumont. L'élection de 2008 ramène l'électorat à ses anciennes habitudes, délaissant l'ADQ, en baisse dans les médias, en manque de sujet controversé et par la revitalisation du PQ sous Pauline Marois. Ainsi, pour confirmer la thèse d'un réalignement électoral en faveur de l'ADQ il aurait fallu que la logique du vote normal ne se tienne pas, un peu comme le Parti Québécois avait réussi à le faire dans les années 1970, le vote normal francophone devant aller à l'Union nationale.

3.12 Les élections partielles de 2009

Au lendemain de la défaite électorale de sa formation politique, Mario Dumont fait le constat qu'il n'est plus apte à diriger l'Action démocratique du Québec, formation politique

¹²⁴ Pierre Drouilly, « Une élection de réalignement? », *loc. cit.*, p. 28-30.

qu'il avait fondée 15 ans plus tôt. Sa décision relance de la même manière les électeurs de Rivière-du-Loup dans une élection partielle qui a eu lieu le 22 juin 2009. Cette élection fait rapidement passer les élus adéquistes de sept députés à six, la circonscription revenant entre les mains du Parti libéral du Québec. Cette défaite, dans la circonscription qui remportait les plus grandes majorités pour cette formation politique, est le premier indicateur de la popularité du chef Dumont et du fait que ce parti était bel et bien le parti d'un seul homme. La défaite est encore plus difficile à avaler lorsque l'on constate que le candidat adéquiste recueille 15% des voix et termine troisième derrière le PQ et le PLQ alors qu'au cours des trois dernières élections générales Mario Dumont allait chercher des résultats supérieurs à 51%. Les résidents de Rivière-du-Loup étaient donc fidèles à l'homme bien plus qu'au parti. Concernant les deux autres circonscriptions, soit Marguerite-Bourgeois et Rousseau, la défaite étant prévisible surtout dans Marguerite-Bourgeois qui vote libéral depuis la fondation de cette circonscription. Cependant, c'est le faible résultat dans la circonscription de Rousseau qui fait mal paraître cette formation politique. La force du Parti québécois étant considérable, notamment au cours des trois dernières élections générales, l'ADQ avait malgré tout été en mesure d'avoir des résultats supérieurs à 16%, talonnant même le candidat péquiste en 2007 avec un résultat de 37%. Or, l'élection partielle de 2009 remet définitivement ce parti dans la catégorie tiers parti, récoltant moins de 5% dans cette circonscription majoritairement francophone. Les élections partielles de 2009 sont donc difficiles pour le moral des sympathisants adéquistes qui ne sont pas en mesure de profiter de l'attention qu'a créé la première course à la chefferie de cette jeune formation politique.

3.13 L'épisode de la course à la chefferie de l'ADQ

Suite à la démission de Mario Dumont, le soir de la défaite adéquiste le 8 décembre 2008, une course à la chefferie a lieu à l'Action démocratique du Québec. Tout d'abord, le parti n'a pas de règlement concernant le remplacement d'un chef de parti. Il est important de souligner qu'encore en 2008, le nom officiel du parti est « Action démocratique du Québec, équipe Mario Dumont ». Suite à cette course qui s'est étendue sur une période avoisinant les 12 mois, trois candidats se bousculent au fil d'arrivée. Le grand gagnant de cette course, Gilles Taillon, qui remporte au second tour par une mince voix, la deuxième voix appartenant à un dénommé Omar Bongo, un électeur monté de toutes pièces par Jean-René Dufort

reporter pour l'émission *Infoman* diffusé à Radio-Canada. Suite à cette victoire et à l'intransigeance du nouveau chef, le 6 novembre 2009, Éric Caire et Marc Picard quittent l'ADQ, ramenant le nombre de députés adéquistes à seulement quatre, l'ADQ ayant perdu Rivière-du-Loup dans une partielle suivant la démission de l'ancien chef Mario Dumont. Avec la pression sur ses épaules et poursuivant son combat contre le cancer de la prostate, Gilles Taillon démissionne de son poste de chef le 10 novembre 2009, moins d'un mois après avoir pris les rênes de ce parti. Il en profite pour appeler la police pour déterminer des irrégularités concernant le financement du parti lors de l'élection de 2003. L'annonce survient au lendemain de la démission du président de l'ADQ, Mario Charpentier, qui a financé l'équipe de Taillon alors que la règle interne indiquait que le président ne pouvait prendre parti pour un candidat de la course. On constate donc clairement la désorganisation que subit ce parti au lendemain de l'élection de 2008 et de la démission de son chef, créant la division au sein des militants et des élites du parti.

3.14 Conclusion

En conclusion, les 19 mois de gouvernement minoritaire auront annoncé la fin de la montée de ce parti politique qui avait un avenir prometteur au lendemain de l'élection de 2007. Toutefois, son incapacité à faire un bon travail en tant qu'opposition officielle aura eu raison de son chef, Mario Dumont, qui démissionne au lendemain d'un retour à la case départ qui n'annonce rien de positif pour l'avenir de cette formation politique. L'Action démocratique du Québec nous avait démontré de belles promesses en réussissant à rallier le vote francophone, étant le premier parti depuis l'Union nationale à surclasser le Parti québécois dans le vote de la majorité linguistique du Québec. Malheureusement, le retour à la normale dans les circonscriptions de la Montérégie, c'est-à-dire de revenir au vote des deux grands partis provinciaux et son incapacité à percer sur l'île de Montréal lui faisaient perdre automatiquement 58 circonscriptions sur 125. La difficulté de ce parti à se trouver un nouveau chef fait en sorte que la relève au sein de l'ADQ ne laisse pas présager d'un avenir joyeux dans les prochains mois. Cependant, les prochaines élections provinciales qui devraient avoir lieu au début de 2014 pourraient permettre à cette formation politique de se rebâtir une crédibilité et de reconstruire son électorat, pratiquement assuré d'avoir 15% de la population québécoise si l'on se fie à l'identification partisane. Il est tout de même important

de rappeler que ce parti était l'opposition officielle dans le cadre d'un gouvernement minoritaire il y a moins de deux ans.

CONCLUSION

Le 26 mars 2007, à la surprise générale, le parti de Mario Dumont récolte un peu plus de 30% des voix et fait entrer avec lui 40 autres députés de sa formation politique, plongeant le Québec dans son premier gouvernement minoritaire de son histoire moderne. L'objectif de ce mémoire portait essentiellement à combler des lacunes sur cette formation politique. La majorité des articles ayant été écrits par des journalistes ou des personnes engagées politiquement, il y avait un manque notable au niveau du débat scientifique propre à la science politique. Ensuite, nous voulions être en mesure de comprendre les raisons qui avaient poussé l'électorat québécois à se ranger derrière cette formation politique. Pour ce faire, nous voulions connaître l'électeur qui se sentait interpellé par les préoccupations défendues par l'ADQ. Bref, plusieurs interrogations demeuraient sans réponses et l'objectif de ce mémoire était de répondre à certaines d'entre elles. Pour combler la majorité de nos interrogations, nous avons eu recours à la base de données Excel du professeur Drouilly.

Tout d'abord pour bien répondre à notre question de recherche « Est-ce que l'élection du 26 mars 2007 était une élection de réalignement en faveur de l'Action démocratique du Québec? », nous avons utilisé un cadre théorique provenant de l'école du Michigan, qui analyse le comportement électoral avec l'aide d'entrevues et de sondages. Malgré les critiques apportées à cette école, nous avons décidé de reprendre leurs concepts clés et de les appliquer au cas spécifique de l'ADQ. Ainsi, nous avons repris le concept d'identification partisane pour tenter de saisir si les électeurs québécois étaient attachés à cette formation politique. Or, nous nous sommes rendu compte qu'à peine 15% de l'électorat québécois donneraient inconditionnellement leur vote à l'ADQ. Nous sommes loin du 30% de la population qui s'identifie au Parti québécois, qui a changé de chef entre les deux élections, et au Parti libéral du Québec, peu importe la conjoncture. Ce résultat est attribuable à deux variables bien distinctes dans la société québécoise. Tout d'abord, le débat constitutionnel prend toute la place reléguant la position autonomiste au troisième rang. Il faut rappeler ici

que l'identification partisane concernant le Québec est beaucoup plus fiable si l'on regarde la question constitutionnelle, c'est-à-dire entre le maintien du *statu quo* fédéral canadien et la souveraineté du Québec. L'ADQ, pour s'insérer dans le débat, s'est clairement placée au centre avec son idée d'autonomisme, idée beaucoup trop abstraite pour l'électeur et qui rappelle sans cesse le passé de l'Union nationale de Maurice Duplessis qui se portait en grand défenseur de l'autonomie du Québec. Ensuite, la définition même du parti de Mario Dumont, un parti de droite est difficilement tenable dans un système bipartisan qui favorise les partis de centre-droit et de centre-gauche, positions stratégiquement occupées par le Parti libéral du Québec et le Parti québécois

En second lieu, l'école du Michigan nous permet de reprendre son analyse des différentes élections pour cerner l'impact de l'élection en cours. Habituellement, nous assistons à des élections de maintien ou à des élections de déviation. Or, la différence avec l'élection de mars 2007 relevait de son caractère nouveau, l'arrivée d'un troisième parti dans l'opposition officielle qui pouvait laisser présager une élection de réaligement. Dans le cas de 2007, malgré la descente historique du Parti québécois, la logique du vote normal s'est maintenue puisque des électeurs francophones qui soutenaient le Parti québécois se sont abstenus de voter. C'est plutôt la spécificité de l'élection de 2007 qui permet d'expliquer le haut pourcentage de vote obtenu par l'ADQ. Ce faisant, si la logique du vote normal prédomine, il est difficile de prétendre à un réaligement électoral. Lorsque le professeur Drouilly émettait l'hypothèse d'un réaligement, nous étions clairement dans l'analyse directe de l'élection, c'est-à-dire basée sur un survol préliminaire des résultats. Or, selon les auteurs de Michigan, pour véritablement saisir un réaligement électoral, il nous faut plusieurs variables. Tout d'abord, la crise des Accommodements raisonnables, malgré la surmédiasation, n'a pas créé la division au sein de la société au point de faire disparaître l'un des deux grands partis. Cette crise n'a pas eu cet impact, le sujet étant laissé de côté tant chez les politiciens que dans la population au lendemain des conclusions des commissaires Bouchard et Taylor qui devaient se pencher sur la question. Nous sommes bien loin de la crise constitutionnelle des années 1960 qui remettait de l'avant le fait français au Québec comme minorité économique et linguistique face aux anglophones qui contrôlaient les hautes sphères de la société.

Ensuite, en ce repositionnant sur l'échelle identitaire et en remplaçant son chef André Boisclair par Pauline Marois, le Parti québécois a retrouvé la crédibilité et la confiance de la population québécoise qui a redonné son vote au Parti québécois. Le Parti québécois a été le plus durement touché par l'élection de 2007 avec son 28% et son transfert comme troisième parti à l'Assemblée nationale. L'ADQ joue clairement sur le même terrain que le PQ, c'est-à-dire qu'il vise directement les jeunes familles et les francophones. Cependant, pour effectuer un réaligement parfait, l'ADQ aurait dû amener avec elle une nouvelle génération d'électeurs, ce qu'elle n'a pas été en mesure de faire simplement parce que la cohorte visée étant moins nombreuse que celle des baby-boomers fidèles au Parti québécois, elle n'a pas été en mesure d'influencer les plus vieux à changer leur habitude électorale comme le PQ l'avait fait dans les années 1970.

L'Action démocratique du Québec avait bien cerné son public et ceux qui pouvaient lui permettre d'atteindre les sommets du pouvoir. On pouvait d'ores et déjà dire que les jeunes familles de langue maternelle francophone avaient un faible pour la personnalité de Mario Dumont, principalement parce qu'il s'agissait du seul chef capable de comprendre leur réalité. Ensuite, en défendant la liberté d'expression de la radio CHOI FM, l'équipe de Mario Dumont s'est assuré le vote protestataire de la Capitale nationale reconnu pour son intransigeance envers les « vieux partis », pour leur hostilité envers l'île de Montréal et pour leur penchant plus à droite sur le plan économique. Depuis 2002, l'ADQ est en mesure de faire élire des députés dans les circonscriptions avoisinant la ville de Québec. Finalement, en se portant défenseur des régions, il a été en mesure de se bâtir une solide crédibilité dans les régions longeant le fleuve Saint-Laurent, circonscriptions qui appuient encore fortement l'ADQ. Cependant, l'élection de 2008 a démontré que l'appui de son public était assez fragile, les jeunes familles de la Montérégie redonnant leur vote au Parti québécois et ceux de la Capitale nationale au parti au pouvoir, le Parti libéral du Québec. L'électorat visé par cette formation politique qu'est l'ADQ demeure un électorat volatile et peu politisé, c'est-à-dire qu'il est très changeant et pas nécessairement fidèle dans son identification partisane et que lors de l'élection de 2007, les astres étaient alignés pour favoriser l'émergence de cette formation politique.

Dans un même ordre d'idées, la piètre performance liée à un manque de leadership de Mario Dumont et à une équipe inexpérimentée peuvent aussi expliquer pourquoi ce parti a été relégué dans la sphère des tiers partis lors de l'élection de 2008. Pour bien cerner un réalignement, il faut analyser les élections et le comportement électoral sur une période avoisinant le demi-siècle. Or, les données concernant l'ADQ n'ont pas plus d'une quinzaine d'années, ce qui explique que nous étions plutôt dans une élection de déviation en 2007 plutôt que dans un réalignement électoral complet. Ici, les forces à court terme, c'est-à-dire la crise des accommodements raisonnables, la forte présence dans les médias du chef Mario Dumont et la faiblesse des deux autres chefs ont clairement joué en faveur du changement opéré lors de l'élection de 2007. L'abstention marquée des électeurs péquistes a aussi permis au parti de Mario Dumont de faire élire plusieurs députés dans des circonscriptions majoritairement francophones, habituellement fidèle au Parti québécois. Il est nécessaire de rappeler que depuis 1998, le PQ a perdu pas moins d'un demi-million d'électeurs, électeurs s'étant simplement abstenus. C'est en ce sens que nous préférons parler d'élection de déviation pour qualifier l'élection de 2007.

Fidèlement appliqués à l'élection de 2007, nous pouvons plutôt affirmer qu'il s'agissait d'une élection de déviation en faveur de l'ADQ plutôt que d'un réalignement des identifications partisans en faveur de ce parti. L'application du concept devient beaucoup moins évidente qu'un simple regard face aux chiffres plutôt incroyables ressortis de cette élection. Nous sommes plutôt dans une élection de déviation qui a permis à ce parti politique de se frayer un chemin jusqu'à l'opposition officielle. L'élection de 2008 nous aide à confirmer la thèse de l'élection de déviation puisque tout est redevenu à la normale, c'est-à-dire un gouvernement majoritaire libéral avec une opposition péquiste et une deuxième opposition officielle adéquiste. Ce faisant, nous pouvons parler de l'élection provinciale québécoise de 2008 comme étant une élection de rétablissement. Ainsi, un peu plus de deux ans après cette élection-surprise de 2007, il est évident que l'élection de l'ADQ comme opposition officielle n'était pas le point de départ d'un réalignement électoral. La débandade dans les sondages de cette formation politique, l'incapacité du parti de Mario Dumont à mettre en application ses idées à l'Assemblée nationale, le manque d'expérience des députés

adéquistes et la fin du feuilleton sur les accommodements raisonnables a permis à la population de faire une analyse plus critique de ce parti qui aurait pu former le prochain gouvernement. Finalement, l'échec lamentable de ce parti lors de l'élection de 2008, le ramenant sous la barre du 20% et avec seulement 7 députés va dans le sens de l'élection de déviation plutôt que dans le sens d'un réalignement électoral tel que décrit par les auteurs du modèle de Michigan.

L'avenir de ce parti reste nébuleux depuis l'annonce de son chef populaire Mario Dumont de quitter la vie politique créant la première course à la chefferie de l'histoire de l'Action démocratique du Québec. Suivant cette course, la fin étant complètement dérisoire, divisant le parti en deux, amenant la démission du député le plus respecté par les militants adéquistes, Éric Caire, et faisant passer le gagnant Gilles Taillon pour un piètre rassembleur, s'entêtant à ne pas faire de compromis avec Éric Caire, gagnant par deux voix dont une fortement contestable. Suivant la démission de Taillon et la reprise en main de Gérard Deltell, certaines questions demeurent sans réponses et pourraient faire l'objet d'un autre mémoire. Tout d'abord, quel est l'avenir de cette formation politique? Est-ce qu'un nouveau chef sera en mesure de continuer sur les traces de Mario Dumont? Est-ce qu'un parti considéré à droite peut gagner aujourd'hui la majorité à l'Assemblée nationale, comme dans le temps de l'Union nationale?

BIBLIOGRAPHIE

- Allaire, Jean. *Québec demain : lettre ouverte aux Québécois et Québécoises*. Québec : Virage, 1994, 235 p.
- Auger, Michel C. « Mario Dumont, l'étoile montante ». *Le Point* (Hull), 6 décembre 2002, p. 308.
- Bélanger, Éric. « Un tripartisme de transition ». In *Options politiques*, avril 2007, p. 69-73.
- Bélanger, Éric et Richard Nadeau. *Le comportement électoral des Québécois*, Coll : « Paramètres ». Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, 173 p.
- Béliveau, Julien. *Mario Dumont. Le pouvoir de l'image*, Montréal : Trait d'union, 2002, 297 p.
- Berelson, Bernard R., Paul-F. Lazarsfeld et William N. McPhee. *Voting: A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, The University of Chicago Press, 1954, 396 p.
- Bernard, André. *Les institutions politiques au Québec et au Canada*, Coll : Boréal Express, Montréal : Les Éditions Boréal, 1995, 113 p.
- Bernier, Robert. « Les partis politiques québécois et l'exercice de gouverner : partis programmatiques et partis opportunistes ». In *Droite et démocratie au Québec enjeux et paradoxes*. p. 142-158, Coll: « Collection Prisme ». Québec: Presses de l'Université Laval, 2007.
- Blake, Donald E. « 1896 and All That : Critical Elections in Canada ». In *Canadian Journal of Political Science*, vol. 12, no. 2 (Juin 1979), p. 259-279.
- Boily, Frédéric. *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec : entre populisme et démocratie*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2008, 171 p.

- Bourne, Bea B. « Phenomenological study of response to organizational change: Baby Boomers, Generation X, and Generation Y ». Thèse de doctorat: University of Phoenix, 198 p.
- Burnham, Walter Dean. *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*, New York: W.W. Norton & Company, 1970, 210 p.
- Campbell, Angus. «A classification of the presidential elections». In *Elections and the Political Order*, p. 63-77. New York: Wiley, 1966.
- Campbell, Angus, Philip Converse, Warren Miller et Donald Stokes. *The American Voter, an Abridgement*, New York, John Wiley & sons, 302p.
- Campbell, Angus, Philip Converse, Warren Miller et Donald Stokes. « Stability and Change in 1960; A Reinstating Election ». In *Elections and the Political Order*, p. 78-95. New York: Wiley, 1966.
- Cayouette Pierre. « Enquête sur l'homo electus ». *L'Actualité*, vol. 28. no. 6 (2003), p. 24.
- Chartrand, Luc. « Quatre ans de solitude ». *L'actualité* vol.24, no. 6 (15 avril 1999), p.40.
- Chouinard, Tommy. « L'ADQ est le parti d'un seul homme». *La Presse* (Montréal), 24 octobre 2008, p. A2.
- Cloutier, Jean-François. *Jeff Fillion et le malaise québécois*. Montréal : Liber, 2008, 148 p.
- Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. Document de consultation. [En ligne]
<http://www.accommodements.qc.ca/documentation/document-consultation.pdf> (page consultée le 29 octobre 2009).
- Converse E, Philip. « The concept of a normal vote ». In *Elections and the Political Order*, p. 9-39. New York: Wiley, 1966.
- Corbo, Claude. *Les États-Unis d'Amérique, Les institutions politiques, tome II*. Sillery : Les Éditions Septentrion, 2004, 305 p.
- David, Michel. « L'ADQ profite d'une conjoncture exceptionnelle ». In *L'annuaire du Québec 2003*, p. 494-499. Montréal: Éditions Fides, 2002.
- Descôteaux, Bernard. « Que de l'esbroufe ». *Le Devoir* (Montréal), 8 novembre 2007, p. A6.
- Directeur général des élections. 1994. *Rapport des résultats officiels du scrutin élections générales du 12 septembre 1994 et élection du 24 octobre 1994 dans la circonscription électorale de St-Jean : [élections 94]*. Québec : Le directeur général des élections du Québec, 947 p.

- Directeur général des élections. 1999. *Rapport des résultats officiels du scrutin élections générales du 30 novembre 1998, élection dans la circonscription de Masson le 14 décembre 1998 : élections 98 : [élections 98]*. Québec : Le directeur général des élections du Québec, 987 p.
- Directeur général des élections. 2003. *Élection 2003 : Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 14 avril 2003, nouvelle élection du 20 mai 2003 dans la circonscription de Champlain*. Québec : Le directeur général des élections du Québec, 918 p.
- Directeur général des élections. 2007. *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 26 mars 2007*. Québec : Le directeur général des élections du Québec, 995 p.
- Directeur général des élections. 2009. *Rapport des résultats officiels du scrutin : Élections générales du 8 décembre 2008*. Québec : Le directeur général des élections du Québec, 993 p.
- Directeur général des élections, [En ligne]
<http://www2.electionsquebec.qc.ca/corpo/francais/elections-generales-provincial.asp>,
 (page consultée le 4 décembre 2009).
- Directeur général des élections, [En ligne]
<http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/financement-et-depenses-electorales/allocation-versee-aux-partis-politiques.php>, (page consultée le 4 décembre 2009).
- Downs, Anthony. *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper & Row, 1957, 310 p.
- Drouilly, Pierre. *Atlas des élections au Québec 1867-1985*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, Bibliographie et documentation, no. 32, 1989, 560 p.
- Drouilly, Pierre. *Atlas des élections fédérales au Québec 1867-1988*, Montréal, VLB Éditeur, 1989, 550 p.
- Drouilly, Pierre. *Les élections au Québec. Bibliographie*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, Bibliographie et documentation, no. 35, 1990, 62 p.
- Drouilly, Pierre, Jean-Herman Guay et Kristof Talin. « Quelques conclusions à tirer des élections ». *Le Devoir* (Montréal), 22 avril 2003, p. A7.

- Drouilly, Pierre. « Qui a voté quoi, où et pourquoi? » In *L'annuaire du Québec 2004*, Montréal : Fides, p. 598-618.
- Drouilly, Pierre. *Statistiques électorales du Québec 1867-1989*, 3e édition, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec, Bibliographie et documentation, no. 10, 1990, 692 p.
- Drouilly, Pierre. « Une élection de réaligement? ». In *L'annuaire du Québec 2008*, p. 24-39. Montréal: Éditions Fides, 2007.
- Dumont, Mario. *Avoir le courage de ses convictions. 18 ans d'engagement pour le Québec*. Lavaltrie : Éditions Les Sociétaires, 2005, 462 p.
- Dutrisac, Robert. « Jean Charest frappe un grand coup » *Le Devoir* (Montréal) 24 octobre 2008, p. A1.
- Duverger, Maurice. *Les partis politiques*. Coll. « Points, Série politique ». Paris: Éditions du Seuil, 1981, 565 p.
- Flanigan, William H. et Nancy H. Zingale. *Political Behavior of the American Electorate, tenth edition*. Washington : CQ Press, 2002, 224 p.
- Fleury, Charles. « La génération X a-t-elle été sacrifiée au Québec? ». *Recherches sociographiques*, XLIX, 3, 2008, p. 475-499.
- Gagné Gilles et Simon Langlois. *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2002, 187 p.
- Gagnon, Alain G. *Allaire, Bélanger, Campeau et les autres. Les Québécois s'interrogent sur leur avenir*. Collections : « Dossiers documents ». Montréal Québec/Amérique, 1991, 602 p.
- Gagnon, Alain G. « Si Duplessis m'était conté. Un régime adéquate libérerait l'État du Québec de ses obligations ». *Le Devoir* (Montréal), 14 mars 2003.
- Gagnon, Alain G. « L'Action démocratique du Québec. Un tiers parti en quête de pouvoir » *Le Devoir* (Montréal), 11 juillet 2002.
- Gaxie, Daniel. « Mort et résurrection du paradigme de Michigan. Remarques sur quelques résultats récents de la sociologie des comportements politiques aux États-Unis », *Revue Française de Science Politique*, vol. 32, no. 2, 1982, p. 251-269.
- Gélinas, Xavier. « La droite québécoise en contexte ». In *Droite et démocratie au Québec : enjeux et paradoxes*. p. 55-93. Coll. « Collection Prisme ». Québec : Presses de l'Université Laval, 2007.

- Godbout, Luc. *Agir maintenant pour le Québec de demain Des réflexions pour passer des manifestes aux actes*, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2006, 253 p.
- Gravel, Alain. *L'AD bâcle, Enquête, Radio-Canada*, [En ligne]. <http://www.radio-canada.ca/emissions/enquete/2008-2009/Reportage.asp?idDoc=74335> (page consultée le 14 février 2009).
- Grégoire, François. *La face cachée de l'ADQ*. Outremont, Québec : Lanctôt, 2003, 139 p.
- Grégoire, Isabelle. « Y' a-t-il une droite au Québec » *L'actualité*, no. 5, vol. 30, 1 avril 2005, p. 20.
- Groupe réflexion Québec. « Cahier spécial. Le rapport du Groupe Réflexion Québec. Un Québec Responsable ». *Journal l'Agora*, vol. 1, no. 3, p. 1-35.
- Guay, Jean-Herman. *Avant, Pendant et après le boom. Portrait de la culture politique de trois générations de Québécois*. Sherbrooke : Éditions Les Fous du roi, 1997, 157 p.
- Influence communication. *État de la nouvelle. Bilan 2006* [En ligne] <http://www.influencecommunication.ca/pdf/bilan2006.pdf> (page consultée le 27 octobre 2009).
- Influence communication. *État de la nouvelle. Bilan 2007 Québec* [En ligne] <http://www.influencecommunication.ca/fr/bilan-qc-2007.html> (page consultée le 27 octobre 2009).
- Influence communication. *État de la nouvelle. Bilan 2008 Québec* [En ligne] <http://www.influencecommunication.ca/pdf/bilan-qc-2008.pdf> (page consultée le 10 janvier 2010).
- Influence communication. *État de la nouvelle Bilan 2009 Québec* [En ligne] <http://www.influencecommunication.ca/pdf/bilan-qc-2009.pdf> (page consultée le 10 janvier 2010).
- Institut de la statistique Québec. *Naissances et taux de natalité, Québec, 1900-2009* [En ligne] http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/naisn_decès/naissance/401.htm (page consultée le 17 juin 2010).
- Kennedy, Elizabeth. « Generational diversity as a catalyst to change ». Thèse: Royal Roads University, 113 p.
- Key, V.O. « A theory of critical elections ». *Journal of Politics*. vol. 17, 1955, p. 3-18.
- Key, V.O. « Secular Realignment and the Party System ». *Journal of Politics*. vol. 21, 1959, p. 198-210.

- Key, V. O. *The Responsible Electorate. Rationality in Presidential Voting 1936-1960*, Cambridge, Harvard University Press, 1966, 158 p.
- Laforest, Guy. « L'ADQ et l'espoir d'un renouveau ». In *Pour la liberté d'une société distincte*. p. 297-323. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2004.
- Lamcaster, Lynne. *When Generations Collide: Who they Are, Why they Clash, How to Solve the Generational Puzzle at Work*. New York: Collins Business, 2005, 355 p.
- Langlois, Simon. *La colère des jeunes hommes de Québec*. In *L'annuaire du Québec 2005*, p. 92-96. Montréal : Éditions Fides, 2004.
- Lazarsfeld, Paul F., Bernard Berelson et Hazel Gaudet. *The People's Choice. How the Voter Makes Up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press, 1944, 178 p.
- Lemieux, Vincent. *Systèmes partisans et partis politiques*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1985, 275 p.
- Lemieux, Vincent. « Les dimensions sociologiques du vote créditiste au Québec ». In *Recherches sociographiques*, vol .6, no. 2, 1965, p. 181-195.
- Lemieux, Vincent. *Une élection de réaligement. L'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*. Coll. « Cahiers de cité libre ». Montréal : Éditions du Jour, 1970, 182 p.
- Lessard, Denis. « Hésitations au sein de l'ADQ » *La Presse* (Montréal), 3 novembre 2007, p. A9.
- Lessard, Denis. *L'instinct Dumont*. Montréal : Éditions Voix parallèles, 2007, 464 p.
- Lévesque, Kathleen. « Mario attaché le grelot des accommodements raisonnables ». *Le Devoir*, Montréal, 22 février 2007, p. A3.
- Lisée, Jean-François. *Le tricheur, Robert Bourassa et les Québécois 1990-1991*, Québec : Boréal, 1994, 578 p.
- Martin, Pierre. *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réaligements revisitée*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2000, 470 p.
- Mayer, Nonna et Pascal Perrineau (dir.). « Les modèles d'analyse du comportement électoral ». In *Les comportements politiques*, Paris : Armand Colin, 1992, 160 p.
- Mayer Nonna et Daniel Boy. « Les « variables lourdes » en sociologie électorale », In *Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, no. 5, 1997, p. 109-122.

- Néron, André. *Le temps des hypocrites*. Coll. « Partis pris actuels ». Montréal : VLB éditeur, 1998, 216 p.
- Nie, Norman H., Verba Sidney et John R. Petrocik. *The Changing American Voter*, enlarged edition, New York, to Excel, 1999, 430 p.
- Niemi, Richard G. et Herbert F. Weisberg (dir.). *Controversies in American Voting Behavior*, 4e édition, Washington, D.C., CQ Press, 2001, 494 p.
- Offerlé, Michel. *Les partis politiques*. Coll. « Que Sais-je? ». Paris: Presses Universitaires de France, 1987, 125 p.
- Ouellet, Françoise. « Générations et changements dans le système de partis : le cas du Québec. In *Générations et politiques*. p. 181-232. Coll. « Collection Politique comparée ». Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1989.
- Paquet, Gilles. « La droite, cet objet économique mal identifié ». In *Droite et démocratie au Québec enjeux et paradoxes*. p. 97-120. Coll. « Collection Prisme ». Québec : Presses de l'Université Laval, 2007.
- Paquette, Gilbert. *La nécessaire alliance*. Montréal : Les Intouchables, 2008, 147 p.
- Parti libéral du Québec. Comité constitutionnel. Montréal : Parti libéral du Québec, 1991, 74 p.
- Pelletier, Réjean et Jean Crête. « Réalignements électoraux et transformations du personnel politique » *Revue canadienne de science politique* (Ottawa) vol. 21, no. 1 (mars 1988), p. 3-33.
- Pinard, Maurice. *The Rise of a Third Party*. Englewood Cliffs, N.J: Prentice-Hall, 1971, 285 p.
- Piotte, Jean-Marc, dir. *À droite toute! Le programme de l'ADQ expliqué*. Montréal : Hurtubise HMH, 2003, 252 p.
- Pomper Gerald M, « Classification of Presidential Elections ». *Journal of Politics*, vol. 29, 1967, p. 535-566.
- Potvin, Maryse. *Crise des accommodements raisonnables. Une fiction médiatique?* Montréal : Athéna Éditions, 2008, 277 p.
- Robitaille, Antoine. « Dumont veut faire tomber Charest ». *Le Devoir* (Montréal), 7 novembre 2007, p. A5.
- Robitaille, Antoine. « Le PQ met l'ADQ en échec ». *Le Devoir* (Montréal), 8 novembre 2007, p. A3.

- Roy, Caroline et Louis Mathieu Gagné. « La classe politique n'a pas fait ses devoirs ». In *Le Journal de Montréal* (Montréal), 18 janvier 2007, p. 2.
- Simard, Pierre. « Et si la droite était victime de la démocratie ». In *Droite et démocratie au Québec enjeux et paradoxes*. p. 159-176. Coll. « Collection Prisme ». Québec: Presses de l'Université Laval, 2007.
- Shaul, Clifford. « The attitude toward money as a reward system between the age groups corresponding to the Boomers, Generation X, and Generation Y employees ». Thèse: Alliant International University, 114 p.
- Stein, Michael. *The Dynamics of Right-wing Protest: a Political Analysis of Social Credit in Quebec*, Toronto: University of Toronto press, 1973, 256 p.
- St-Onge, Jean-Claude. *ADQ : voie sans issue : un jeune parti, de vieilles idées*. Montréal : Éditions Écosociété, 2002, 147 p.
- Sundquist, James L. *Dynamics of the Party System Alignment and Realignment of Political Parties in the United States*. Washington, D.C. Brookings Institution, 1973, 388 p.
- Surel, Yves. « Populisme et démocratie ». In *Le retour du populisme*, p. 95-109. Coll. « Tour du sujet ». Paris : Universalis, 2004.
- Tessier, Benoit. 2008. « Espace politique et positions partisanes les plateformes électorales au Québec de 1994 à 2007 ». Mémoire de maîtrise. Montréal, Université du Québec à Montréal, 103 p.
- Villeneuve, Paul, Yvon Jodoin et Marius Thériault. « L'énigme de Québec ... ou de ses banlieues : une analyse de géographie électorale ». *Cahiers de géographie du Québec*. décembre 2007, vol. 51 no. 144, p. 375-397.
- Walks, R. Alan. « The Causes of City- Suburban Political Polarization? A Canadian Case Study ». *Annals of the Association of American Geographers*, 2006, vol. 96, no. 2, p. 390-414.